

INTERNATIONAL
TRANSNATIONAL
ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS
TRANSNATIONALES
INTERNATIONALES

INTERNATIONAL



TRANSNATIONAL

The review of international
associations and meetings

1981-№3

La revue des associations
et des réunions internationales

CONSULTATION & PARTICIPATION

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS ...

(former title : INTERNATIONAL ASSOCIATIONS)

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES ...

(ancien titre : ASSOCIATIONS INTERNATIONALES)

This publication, produced by the UAI, appears this year in a modified form with six issues per year.

The purpose of the studies, surveys and information included in this periodical concerning the international and transnational networks of nongovernmental organizations is to promote understanding of the associative phenomenon in a human society which continues to grow and evolve heedless of the implications.

The programme of the review, in accordance with the principles of the UAI, is intended to clarify general awareness concerning the associative phenomenon within the framework of international relations and, in particular, to inform associations about aspects of the problems which they tend to share or which are of common interest to them.

The columns of this review are open both to officers of associations, researchers and specialists of associative questions. The articles do not of course necessarily reflect the point of view of the publisher.

The review also contains supplements to the Yearbook of International Organizations and to the International Congress Calendar, both of which are published by the UAI.

Cette publication, éditée par l'UAI, se présente cette année à ses lecteurs sous la forme amendée d'une revue de période bimestrielle.

Son objet associatif d'études, d'enquêtes, d'informations, au service des réseaux internationaux et transnationaux d'organisations non gouvernementales, s'attache aux idées et aux faits d'un phénomène de société humaine en expansion continue et en évolution hâtée.

Son programme, conforme aux principes et aux méthodes de l'UAI, vise, en général, à éclairer les connaissances du grand public sur la vie associative dans la perspective des relations internationales et, en particulier, à informer les associations des divers aspects de leurs problèmes propres et d'intérêt commun.

Les colonnes de la revue sont ouvertes à la fois aux responsables d'associations, chercheurs, spécialistes des matières associatives, dont les articles n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'éditeur.

La revue publie également les suppléments à l'Annuaire des Organisations Internationales et au Calendrier annuel des réunions internationales, deux autres publications de l'UAI.

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS EXECUTIVE COUNCIL COMITÉ DE DIRECTION

Président : F.A. CASADIO. Directeur. Société Italienne per

Vice-Présidents : Vice-Présidents : Mohamed Al. RIFAAT (A.R.E.)

S.K. SAXENA (India)

Tresorier General : Treasurer General : Paul E HIRNAUX (Belgique)

des Chambres de Commerce et d'Industrie de la

Secrétaire General : Secretary-General Robert FENAU (Belgique)

F.W.G. BAKER (U.K.) Executive Secretary. International Council of Scientific Unions.

Luis G de SEVILLA (Mexique) Président Doyen de l'Académie mexicaine de Droit

Johan GALTUNG (Norvège) Directeur, Goals Processus and Indicators Project United Nations University.

Nikola A. KOVALSKY (URSS) Ouvrier International de l'Académie des Sciences de l'URSS

Marcel MERLE (France) Professeur à l'Université de Paris I.

Jet RENS (Belgique) Président du Conseil National du Travail.

Andrew E. RICE (U.S.A) Former Executive Secretary of the Society for

Charles André SCHUSSÉLE (Suisse) Conseiller spécial du Secrétaire général de la Ligue des Sociétés de la Croix Rouge.

Albert TROYOTIRE. Directeur, Institut International d'Etudes Sociales. Secrétaire général de l'association mondiale de Prospective Sociale.

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

REPRÉSENTATIONS PERMANENTES DE L'UAI

UAI REPRESENTATIVES

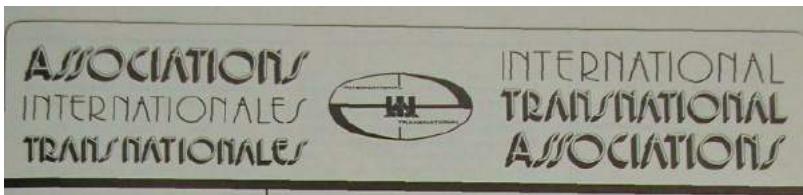
Organisations des Nations-Unies - New York : Andrew RICE

UNESCO. Vladimir HERCIK

Paris - Maryvonne STEPHAN

Genève : Charles-André SCHUSSÉLE

Strasbourg G Erwin RITTER



N° 3 Mai-Juin 1981
May-June 1981

Redaction/Editorial
Robert FENAUX
Georges Patrick SPEECKAERT
Geneviève DEVILLE
Anthony J.N. JUDGE
Ghislaine de CONINCK

Published by/Publié par :
Union of International Associations - UAI
(founded 1910)
Issn-0020-6059

Editorial and Administration :
Rue aux Laines 1, 1000 Brussels (Belgium) Tel (02) 511 8396.

Editeur responsable : R. Fenaux.
1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles (Belgium) Tél. (02) 511 8396.

Publicité/Advertising : Union of International Associations, 1 rue aux Laines, 1000 Brussels, Belgium. Tél. (02) 511 8396 - 512 54 42.

OUI/OR
France: Roger Ranson, délégué-Directeur de Dublicite, 18 avenue du 19 janvier, 92380 Garches, Tel. 741 81 80.

Belgium: J.J. Wolff, Ave P. Hymans, 135, Bte 13, 1200 Bruxelles, Tél. 741 81 80.

U.K.: Maureen Wingham Media Representations Ltd, 317-319 Kentish Town Road, London N.W.8. Tel 2679447/0.

Subscription rate: BF 950. Of equivalent per year (6 issues) - postage.

Abonnement: FB 950, ou équivalent, par an (6 numéros) + Frais de port.

Method of payment :

Mode de paiement à utiliser :

Bruxelles : Compte-chèque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque, 43 rue de Namur, 1000 Bruxelles.

London: Account n° 04552334, National Westminster Bank Ltd., 1 Princes street

Genève : Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses.

Paris : Par virement compte n° 545150-42 au Crédit du Nord, Boulevard Haussmann, 6-8, Paris 75009.

Copyright 1981 UAI

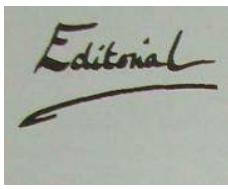
Views expressed in the articles, whether Signed or not, do not necessarily reflect those of the UAI.

Les opinions exprimées dans les articles. Stories ou non, ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UAI.

SOMMAIRE

CONTENTS

Editorial : La Participation, par Robert Fenaux	148
Le Dossier des Relations OIG-ONG Relationship for NGO's with UN System :Consultation & Participation	
I. Rapport du Comité des ONG à l'ECOSOC	1 50
II. The future relationship between the UN and the NGO's, by O.Dahlen	160
NGO's and the United Nations System, an examination of Formal and non-Formal consultative Relationships, by M. Huggard	163
III. Bureau de la Conférence des ONG ayant le Statut Consultatif auprès de l'ECOSOC	1 74
IV. Obligations Bound Up with Consultative Status	175
V. Indépendance et droit de critique des OING, par G.M.Riegner	178
L'Assemblée Atlantique Nord	181
Un lieu sans frontières où souffle l'esprit	1 83
Le Prince et la Cité	1 84
Echos de la Vie Associative - News on Associative Affairs	188
IAPCO News : Impressions of a new member, by G. Figueroa	190
Congressalia : International Congress and Computer	1 91
3e 3rd Supplement to the International Congress Calendar 21st edition 1981	198



LA PARTICIPATION

«L'évolution et la restructuration du Système des Nations-Unies rendent nécessaire une révision des procédures de coopération avec les associations internationales.»

*Consensus du Forum mondial
Bruxelles 1980.*

Nous publions dans ce numéro un dossier consacré à la participation, pour adopter désormais un concept et un mot qui en disent beaucoup plus long que la simple consultation.

Consulter, c'est prendre simplement avis, conseil de quelqu'un, en l'occurrence des organisations internationales non gouvernementales, admises au « Statut consultatif » et même, le cas échéant, d'associations non agréées.

Participer, c'est, plus activement, prendre part, c'est-à-dire concourir à l'idée et à l'action, à toutes les phases successives de l'imagination, de la suggestion, de l'initiative, du projet, de la décision, de l'application.

D'ailleurs dans bien des cas déjà, la participation est acquise, dans le domaine scientifique notamment, et plus généralement sous la forme de contacts permanents entre la fonction intergouvernementale et la fonction non gouvernementale. On peut appeler participation les rapports établis entre divers réseaux associatifs, sociaux, socio-économiques, culturels, humanitaires, d'une part et de l'autre, les institutions générales, spécialisées et apparentées des Nations-Unies.

La participation fut, avec l'identité et la communication, un des trois grands thèmes de notre Forum mondial Bruxelles 1980, à la deuxième Commission pré-

dée avec autorité et compétence par le Dr RIEGNER.

Du rapport général de son rapporteur Vladimír HERCIK, publié l'an dernier, nous rappelons ici les points ayant trait à la coopération des OING avec le système des Nations-Unies et avec les organisations régionales, ainsi que le problème essentiel de l'indépendance des associations vis-à-vis des organisations intergouvernementales.

Laissant hors du présent propos les devoirs des OING - devoirs de compétence, de qualité, de coopération, de solidarité, d'efficacité et autres - nous nous référerons au consensus du Forum acquis sur les points suivants :

- la constatation d'expérience que, des deux côtés OIG et OING, « on tend à appliquer les dispositions du Statut consultatif avec plus de souplesse et d'imagination ». Le processus de participation « doit se développer en fonction de nouveaux besoins, sur le plan national et international, et utiliser tant les voies officielles que non officielles »,
- « révolution et la restructuration du système des Nations-Unies rendent nécessaires une révision des procédures de coopération entre le système et les associations internationales afin de

(1) - Asociaciones transnacionales - 8/9 - 1924)

permettre à ces dernières d'apporter leur contribution là où sont débattues les questions les concernant ».

- les OING souhaitent « apporter leur concours actif aux programmes opérationnels, en faveur des pays en voie de développement » estimant que « leur expérience des problèmes sur le terrain justifie leur participation à ces programmes » et dès lors que « des règlements précis soient adoptés à cet égard »,

- au niveau des organisations régionales, les lacunes à remplir sont, ici ou là, dans l'information de la situation ou dans la procédure en vigueur;

- les problèmes de financement sont liés à la participation,

- il y a lieu de dépasser les règlements relatifs à la coopération O1G-OING qui « ne contiennent pas, dans la plupart des cas, des dispositions qui protégeraient les associations de l'arbitraire en matière de refus d'admission ou de retrait du Statut consultatif. Il est proposé que ces lacunes soient comblées à l'occasion d'une prochaine révision du règlement en question, que les nouvelles dispositions à cet égard soient harmonisées, dans toute la mesure du possible, dans toutes les OING ».

- Enfin, l'affirmation solennelle de « l'autonomie et de l'indépendance des associations internationales vis-à-vis des organisations intergouvernementales, notamment dans la détermination de leur composition ». Une indépendance qui « implique également une liberté d'expression concernant les activités des organisations du Système des Nations-Unies ». Une liberté qui doit pouvoir se manifester, tant à l'intérieur du cadre des Nations-Unies qu'à l'extérieur ».

S'agissant des obligations du Statut consultatif et de l'indépendance des OING, on trouvera plus loin dans le dossier que nous consacrons à la participation, la traduction anglaise du rapport HERCIK du groupe de travail présidé par le professeur MERLE (2) et le texte de la conclusion du président RIEGNER.

C'est à la lumière de ces documents qu'on appréciera le rapport de la dernière session du Comité des OING de et à l'ECOSOC, l'étude de Mme M. HUG-GARD sur l'examen fondamental des relations des OING avec le Système des Nations-Unies et les commentaires de l'Ambassadeur DAHLEN à ce sujet.

Notre collègue suédois, ancien Président du Comité ONG-ECOSOC, déplore, en

style diplomatique, que la session de février n'ait pas, faute de temps, fait le sort qu'elle mérite à une démarche reportée à la session suivante. Nous sommes plus sévères. Il est déplorable que le temps sacrifié l'ait été, une fois de plus, au jeu politique des procès de tendances et d'appartenances et aux échanges de mauvais procédés - passez-moi la casse, je vous passerai le séné - que nous avons connus déjà aux débuts de l'ECOSOC alors que nous étions en charge de son Comité ONG.

Les annexes du dossier, que nous publions intégralement à dessein, élèveront des affrontements d'une diplomatie multilatérale relevant de la raison d'Etat, qui doit, pour les uns, dominer la raison de démocratie associative et, pour les autres, l'accompagner. Nuance !

Le problème posé par le rapport HUG-GARD est qu'il faut étendre l'usage de la consultation à l'Assemblée générale des Nations-Unies et aux conférences internationales qui, toujours davantage, débordent le Conseil Economique et Social. La fonction internationale, témoin quotidien du rôle utile des OING sur le terrain, demande qu'on lui donne les moyens de cette extension quand déjà les services actuels en sont fort dépourvus. Or, on lira dans les déclarations du représentant de l'URSS que mieux vaut s'en tenir au statu quo, en profitant plus pleinement des formes et méthodes de travail établies par la résolution 1296 (XLIV) du Conseil Economique et Social. Et en conséquence, que « l'on ne devrait en aucun cas réservé une part plus importante du budget aux activités du Secrétariat touchant les organisations non gouvernementales ».

Et voilà comment, en clair, par le biais du budget, on pourrait bloquer la participation du secteur privé, en coupant les cordons de la bourse. Le procédé n'est pas nouveau. Mais c'est une malice trop évidente pour que les OING se laissent piégées dans leurs revendications.

On veut espérer que la majorité comprendra progressivement où se trouve l'intérêt général de la coopération mondiale, certainement pas dans la société fermée des Etats, à la condition toutefois de prendre la peine de lui expliquer, chiffres à l'appui, l'utilité de la participation non gouvernementale conçue dans un nouvel esprit d'universalité.

Robert FENAUX.

Marcel MERLE du Rapporteur Vladimir HERCIK, des membres Mme Suranné BASTIBASDE-VANT, Mme LAFITTE, Mgr DESCAMPS, M. CIL GENTY

CONSULTATION & PARTICIPATION

On trouvera dans ce dossier un ensemble de documents propres à éclairer le problème fondamental de la participation des associations (OING) à l'action internationale et à l'ordre mondial :
- des extraits du rapport du Comité des ONG de et à l'ECOSOC, consacré pour une large part aux demandes d'admission et de reclassement et malheureusement pour une moindre part, faute de temps, à l'examen fondamental des relations des ONG avec le Système des Nations-Unies,
- le rapport sur ces relations établi par Marianne HUGGARD, ancien Vice-Président de « CONGO » (Conférence des ONG ayant le statut consultatif auprès de l'ECOSOC),
- les commentaires qu'il l'Ambassadeur O. DAHLEN, membre de l'UAI Past-President des ONG, a présentés à ce propos au Comité et Qu'il a eu l'obligeance de nous faire parvenir.
- des extraits de la réunion du Bureau de la Conférence CONGO,
- l'intervention du Dr Riegnier en conclusion de la Commission du Forum mondial (Bruxelles 1980) chargée des problèmes de la participation à l'action internationale et à l'ordre mondial.
- en complément opportun au dossier, la version anglaise du rapport du groupe de travail présidé par le professeur Marcel MERLE dans le cadre du Forum mondial (Bruxelles 1980) sur les Obligations du Statut consultatif considérées d'un point de vue général à travers le cas de l'UNESCO 11)

(Pour nos commentaires voir l'éditorial).

I. RAPPORT DU COMITÉ CHARGE DES ONG A L'ECOSOC (extraits)

Organisation des travaux de la session

Durée de la session

Le Comité chargé des organisations non gouvernementales s'est réuni au Siège de l'ONU à New York du 9 au 20 février 1981. Il a tenu 17 séances plénières (400ème à 416ème séances) et un certain nombre de séances officieuses.

La session a été ouverte par M. Kofi Asante (Ghana), président provisoire.

Composition et participation

Les représentants des Etats suivants, membres du Comité, ont participé à la session : Chili, Cuba, Etats-Unis d'Amérique, France, Ghana, Inde, Iraq, Kenya, Pakistan, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Union des Républiques socialistes soviétiques.

On également participé à la session comme observateurs, des représentants d'Etat non membres du Comité, du Saint Siège, de l'UNICEF, d'institutions spécialisées et d'Organisations non gouvernementales ;

Composition du Bureau

A sa 400ème séance, le 9 février, le Comité a élu par acclamation le Bureau suivant :
Président: M. Sarbuland KHAN (Pakistan)
Vice-Président: M. Andrei Andreyevich OZADOVSKY (République socialiste soviétique d'Ukraine)
Rapporteur: M. Richard H. O. OKWARO (Kenya).

Ordre du jour

A sa 400ème séance, le 9 février 1981, le Comité a examiné l'ordre du jour provisoire de la session (E/C.2/774). L'ordre du jour suivant a été adopté :
1. Election du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation
3. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisation non gouvernementales
4. Etudes des rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif (catégories I et II) auprès du Conseil économique et social
5. Examen des activités futures du Comité

6. Ordre du jour provisoire et documentation de la prochaine session du Comité
7. Adoption du rapport du Comité.

Questions appelant une décision du conseil économique et social ou portées à son attention

1. Lors de la session qu'il a tenue au Siège du 9 au 19 février 1981, le Comité chargé des organisations non gouvernementales a adopté des recommandations et des décisions a) appelant une décision du Conseil économique et social ou b) devant être portées à son attention. Ces recommandations et décisions sont énumérées ci-après sous les têtes de chapitres et sections correspondants du présent rapport.

Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'ONG (chap. II)

Demandes d'admission au statut consultatif
2. Le Comité a recommandé au Conseil l'admission au statut consultatif de huit organisations non gouvernementales pour la catégorie II et l'inscription sur la liste de 19 organisations, à savoir:

) La version originale française a été publiée dans
- Associations Internationales/Transnationales
1981 n° 2.

Catégorie II

Association juridique de l'Asie et du Pacifique occidental
 Association mondiale des anciens stagiaires et boursiers de l'Organisation des Nations Unies
 Centre de liaison pour l'environnement
 Centre international de gérontologie sociale
 International Organisation for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFOR)
 Organisation européenne pour le contrôle de la qualité (OECQ)
 Rädda Barnen's Riksförbund (Save the Children)
 Third World Foundation.
 Liste
 Association européenne des gaz de pétrole liquéfiés
 Association internationale de développement et d'action communautaire
 Association internationale de la savonnerie et de la détergence
 Congrès minier mondial
 Conseil international des psychologues
 Fédération internationale des mouvements d'adultes ruraux catholiques
 Fédération mondiale des agences de santé pour la promotion de la contraception chirurgicale
 Foster Parents Plan International (Plan de parrainage international) (PLAN)
 Gray Panthers
 Habitat international Council
 Help the Aged
 Indian Law Resource Center
 International Committee against Apartheid, Racism and Colonialism in Southern Africa
 International Confederation for Disarmament and Peace (Confédération internationale pour le désarmement et la paix)
 Organisation internationale juridique (OI)
 Procédural Aspects of International Law Institute
 Program for the Introduction and Adaptation of Contraceptive Technology (PIACT)
 Survival International Limited
 Transfrigoroute Europe

Demandes de reclassement

3. Le Comité a recommandé qu'une organisation non gouvernementale soit reclassée dans la catégorie I et que trois autres organisations soient reclassées dans la catégorie II, ainsi qu'il est indiqué ci-après :

Catégorie I
 Société internationale pour le développement

Catégorie II

Conseil mondial des peuples indigènes
 Fédération internationale pour l'économie familiale
 International Movement ATD - Fourth World
 4 Le Comité a également recommandé que les quatre organisations ci-après soient maintenues sur la liste :

Association universelle pour l'espéranto
 Confédération des organisations touristiques de l'Amérique latine
 Fédération internationale des écoles unies
 Société internationale d'hydatidologie
 5. Le Comité a décidé de transmettre au Conseil, pour décision, la demande de reclassement présentée par le Groupe-ment pour les droits des minorités, accompagnées des vues que les délégations ont exprimées à ce sujet. Le Conseil mondial de la paix avait demandé son reclassement à la Catégorie I. Le Comité n'ayant pu se mettre d'accord sur cette demande, le CMP a informé le Comité qu'il n'insistait pas pour que le Comité examine sa demande à la session en cours. Le Comité a dès lors décidé, puisque l'organisation était disposée à retirer sa demande, de ne pas

Le Comité a estimé qu'il lui faudrait plus de temps pour examiner les recommandations formulées au cours de ses débats sur ses activités futures. Il a donc décidé de faire figurer en annexe à son rapport un résumé des suggestions faites aux cours de ses travaux sur le point en question (voir annexe II ci-dessous). Le Comité a également décidé de repérer l'examen de ce point aux réunions qui auraient lieu avant la seconde session ordinaire de 1981 du Conseil économique et social.

Le Comité a recommandé au Conseil économique et social d'examiner, à sa seconde session ordinaire de 1981, le rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les réunions qui auront lieu avant cette session.

**Ordre du jour
 de la session du Comité
 en 1983**

Le Comité a approuvé l'ordre du jour provisoire suivant pour sa session de 1983 :

1. Election du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement requises d'organisations non gouvernementales.
- Documentation :
- Mémorandum du Secrétaire général sur les nouvelles demandes d'admission au statut consultatif.
- Mémorandum du Secrétaire général sur les demandes de reclassement.
4. Etude des rapports quadriennaux présentés.

Documentation :
 Rapport du Secrétaire général sur les rapports quadriennaux sur les activités des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif (catégories I et II) auprès du Conseil économique et social.

5. Examen des activités futures

Documentation :
 Rapport du Secrétaire général sur l'application des dispositions du paragraphe 4 de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil, établi en consultation avec les organisations non gouvernementales intéressées.

Le Comité a décidé que les rapports quadriennaux devant être présentés par les organisations non gouvernementales lors de ses sessions soient limités à deux pages, à simple interligne. Le Comité a décidé de prier le Secrétaire général d'établir, en consultation avec les organisations non gouvernementales intéressées, un rapport sur l'application des dispositions du paragraphe 4 de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil pour qu'il puisse l'examiner au titre du point 5 de l'ordre du jour provisoire, lors de sa prochaine session ordinaire.

Etude des rapports quadriennaux

Pour l'examen de ce point, le Comité était saisi des rapports quadriennaux présentés par 35 organisations non gouvernementales conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social (E/C.2/775 et Add. 1 à 5; E/C.2/R.49/Add. 188 et Add. 196). Le Comité a complété l'examen des rapports quadriennaux de 33 organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif (catégories I et II) auprès du Conseil.

Le Comité a reporté à sa session suivante l'examen du rapport de la Fédération islamique internationale d'organisations d'étudiants, en attendant de recevoir un certain nombre d'éclaircissements. Le Comité a prié l'Association interaméricaine de la presse de fournir dans les trois mois suivants des renseignements complémentaires en remplaçant le questionnaire relatif au statut, qui serait examiné par le Comité à la réunion devant précéder la seconde session ordinaire de 1981 du Conseil économique et social; le Comité examinerait à ladite session le rapport de cette organisation.

Examen des activités futures

Asa 413ème séance. le 18 février 1981.Je

Comité a abordé l'examen du point 4 de l'ordre du jour et il a entendu une déclaration du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales internationales. A la 414ème séance, une déclaration a été faite par la représentante de l'Union mondiale des organisations féminines catholiques, parlant en sa qualité de Vice-Présidente de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du

Conseil économique et social. Plusieurs représentants et un observateur ont également fait des déclarations.

Annexe 1
du rapport à l'ECOSOC

Réserves exprimées par des délégations concernant les demandes d'admission ou statut consultatif et de reclassement

CHILI

Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques et Conseil mondial de la paix

La délégation chilienne émet de sérieuses réserves au sujet des demandes présentées par le Conseil mondial de la paix et par l'organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques.

Il est clairement apparu au cours du débat que le Conseil mondial de la paix était manipulé par une superpuissance à des fins de prosélytisme et de propagande; ainsi ses objectifs ne sont en aucune manière conformes à ceux vers lesquels devraient tendre une organisation non gouvernementale.

L'orientation idéologique du CMP et son manque d'autonomie ressortent clairement de la composition de sa structure administrative, des renseignements qu'il a fournis sur son budget et ses activités.

Dans ces conditions, il est particulièrement préoccupant que, bien que toutes les organisations non gouvernementales soient tenues, conformément aux dispositions en vigueur, de déclarer fidèlement la source de leurs revenus, le Conseil mondial de la paix n'ait pas révélé cette information essentielle et ait indiqué pour son budget un montant nettement inférieur aux ressources considérables qu'il consacre à sa campagne de propagande. Tout aussi grave est le fait que cette organisation témoigne d'un mépris absolu à l'égard des résolutions condamnant les invasions de l'Afghanistan et du Kampuchea qui ont été adoptées à l'Organisation des Nations Unies à une majorité écrasante et, en réalité, célèbre les louanges des agresseurs; cela constitue une violation flagrante des principes fondamentaux qui, conformément aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social, doivent être appliqués dans l'établissement de relations aux fins de consultations.

La délégation chilienne émet des réserves analogues au sujet de la demande présentée par l'organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques.

Malgré ses objectifs apparemment louables (exercice par les peuples opprimés d'Afrique et d'Asie de leur droit à l'autodétermination), cette organisation dépend en fait du Conseil mondial de la paix et poursuit les mêmes objectifs de propagande que lui, avec l'assistance financière d'une superpuissance. Cette

dépendance a transformé l'organisation en un porte-parole des intérêts de cette superpuissance alors qu'elle devrait défendre les buts et principes de l'Organisation des Nations Unies.

CUBA

Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques

De l'avis de la délégation cubaine, l'organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques a procédé qu'elle avait pour but de renforcer la solidarité entre les peuples des deux continents où le plein exercice de cette solidarité est non seulement une nécessité mais également un besoin impérieux dans la lutte contre le racisme et le colonialisme et elle a toujours agi de manière à promouvoir cet objectif.

La délégation cubaine estime également que, dans l'ensemble, on ne peut alléguer quelques exemples isolés pour tenir à l'écart une organisation de cette importance qui exerce des activités aussi positives.

Cuba a participé au débat dans l'espoir d'aider à établir les véritables points de convergence entre une organisation dotée du statut d'observateur auprès du Mouvement des pays non alignés et les Etats qui sont membres à part entière de ce Mouvement.

Cuba déclare qu'elle admire les travaux de l'organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques et qu'elle les considère, dans l'ensemble, comme un exemple positif des activités des organisations non gouvernementales.

Groupement pour les droits des minorités

La délégation cubaine propose de rejeter la demande présentée par cette organisation étant donné qu'elle a violé à maintes reprises les dispositions de la résolution 1296 (XLIV) [par. 36 b)] du Conseil économique et social.

Conseil mondial de la paix

La délégation cubaine regrette profondément que le Conseil mondial de la paix ait décidé de retirer sa demande d'admission au statut consultatif de la catégorie I. A son avis, cette organisation a présenté le rapport le plus complet et rendu compte du plus grand nombre d'activités parmi toutes les organisations dont le Comité a examiné ses demandes à la présente sé-

sion et il ressort des vues d'autres organisations de l'Organisation des Nations Unies et institutions spécialisées sur les efforts déployés par cette organisation afin de promouvoir la paix, le progrès social et un système de relations internationales plus équitable que le Conseil remplit toutes les conditions requises pour être classé dans la catégorie I, conformément aux dispositions de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

La délégation cubaine déplore que le Conseil mondial de la paix ait suscité un débat politique, mais se félicite de ce que ce débat ait permis à nouveau de distinguer clairement - et de citer nommément - ceux qui défendent et encouragent la paix et ceux qui recourent à des subterfuges techniques pour dissimuler les motifs belliqueux qui les poussent à agir et qui constituent l'essence même du système impérialiste en tant que tel.

La délégation cubaine tient à encourager les millions d'être humains rassemblés et mobilisés par le Conseil mondial de la paix à des fins aussi nobles, à poursuivre leurs efforts, et espère que les résultats de la présente session du Comité chargé des organisations non gouvernementales les inciteront à se lancer dans de nouvelles entreprises.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Conseil mondial de la paix

On a souvent fait état de traditions à propos de ce comité. A mettre par trop l'accent sur les traditions, on risque de manquer d'objectivité et d'impartialité. Il faut bien dire aussi que la tentation de se livrer à des marchandages l'emporte souvent ici sur l'examen objectif des questions qu'il nous incombe d'approfondir. C'est sur la seule manière dont elle répond à l'esprit et aux objectifs de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social que chaque organisation doit être jugée. Les Etats-Unis d'Amérique ne font pas fi des traditions, mais il leur paraît plus important de garantir l'objectivité en partant de principes solides.

Avec circonspection mais sans aucune ambiguïté, la résolution 1296 (XLIV) du Conseil définit le mandat du Comité et des organisations non gouvernementales. Elle doit être respectée intégralement et le statut consultatif auprès du Conseil économique et social doit être réservé à des organisations ayant véritablement le sens de leurs responsabilités.

Pour parler net, en tant qu'organisation non gouvernementale, le Conseil mondial de la paix tient de l'imposture. Par rapport aux demandes présentées par d'autres organisations, celle du Conseil est bien étrange. Voilà une organisation qui se dit structurée et qui pourtant n'exerce aucun contrôle sur soi; une organisation qui reconnaît avoir trompé le Comité en ne déclarant pas qu'elle recevait de diverses sources d'importants apports financiers; une organisation dont les comptes sont « vérifiés » par voie interne.

Le Conseil mondial de la paix se livre sans relâche à une propagande calomnieuse à l'endroit d'un groupe d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et pas plus les Etats-Unis d'Amérique que d'autres pays Membres de l'Organisation ne sauraient tolérer cela. En vertu de l'alléa b) du paragraphe 36 de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social qu'elle viole de façon flagrante, cette organisation pourrait être suspendue. Elle prétend ne pouvoir se soucier que des faits et cependant elle ne fait aucun cas d'une des plus grandes abominations de l'heure, condamnée par les résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Elle dit poursuivre les buts et objectifs louables de l'Organisation des Nations Unies, alors même qu'elle ne tient aucun compte des importantes décisions de celle-ci dans de nombreux domaines. Ainsi, il ressort d'une de ses publications que le Président du Conseil mondial de la paix a confié à M. Heng Samrin une distinction qui a été présentée de la sorte :

« En vous conférant cette distinction, le monde reconnaît l'existence de l'Etat du Kampuchea ». Ces mots contredisent de façon patente les décisions de l'Organisation des Nations Unies.

En résumé, telle qu'elle fonctionne à l'heure actuelle, cette organisation est une imposture. C'est une vile caricature d'organisation non gouvernementale. Par toutes ses caractéristiques et sous tous ses aspects, c'est un outil de propagande au service d'un gouvernement ou d'un groupe de gouvernements. Il suffit de constater l'activité fiévreuse que déplient ce gouvernement et ses fantoches pour comprendre ce qui est à la source des activités de propagande de cette organisation. Pour préserver l'intégrité des organisations gouvernementales dignes de ce nom, quels qu'en soient l'orientation idéologique ou les objectifs, pour préserver l'inviolabilité du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et pour veiller à ce que la résolution 1 296 (XLIV) du Conseil continue à être effectivement appliquée, il convient de rejeter à l'avenir toute demande émanant de ce loup déguisé en agneau, de cette organisation louche, et ce aussi longtemps qu'elle continuera à violer les termes de la résolution 1296 (XLIV).

FRANCE

santé pour la promotion de la contraception chirurgicale
Afin d'éviter de faire obstacle au mécanisme du consensus, pratique constante des travaux de ce comité, la délégation française n'a pas cru devoir s'opposer à l'inscription sur la Liste de la Fédération mondiale des agences de santé pour la promotion de la contraception chirurgicale. Elle déplore cependant qu'un mouvement, dont les objectifs portent atteinte à l'intégrité de la personne humaine, et ce, de façon définitive, se soit vu officialisé par le Comité. Elle considère que les buts de cette organisation ne sont pas conformes à ceux de l'Organisation des Nations Unies. Elle souligne en outre qu'ils sont contraires à la législation française.

INDE

Groupement pour les droits des minorités

La délégation indienne tient à déclarer qu'elle s'élève contre le fait que certaines délégations insistent pour que le Comité chargé des organisations non gouvernementales recourt à la procédure de la mise aux voix dans ses débats et qu'elle émet de graves réserves à l'égard de cette procédure; dans un cas pour lequel il semblait difficile de parvenir immédiatement à un consensus, l'Inde a lancé un appel fervent en vue du maintien au Comité de la pratique établie du consensus. La délégation indienne espère sincèrement qu'un comité aussi restreint que le Comité chargé des organisations non gouvernementales évitera à l'avenir de recourir à la procédure de la mise aux voix et que ses délibérations seront guidées par un esprit de compromis et de consensus.

KENYA

Conseil mondial de la paix

La délégation kényenne exprime des réserves à l'égard de la demande du Conseil mondial de la paix, cette organisation ayant, dans sa publication intitulée « The World Peace Council's Plan of Action 1981 », lancé contre le Kenya des attaques dénuées de tout fondement.

Groupement pour les droits des minorités

La délégation kényenne confirme son interprétation du vote de procédure qui a eu lieu au sujet du Groupement pour les droits des minorités. Elle a voté pour la proposition de l'Inde, parce qu'elle n'était pas convaincue de l'utilité de recourir à la mise aux voix au sein d'un petit comité, composé de 13 membres seulement, qui, par le passé, a toujours pris ses décisions par voie de consensus. La délégation kényenne a également cru comprendre

qu'aucune décision ne serait prise au sujet de la proposition des Etats-Unis. Néanmoins, si celle-ci avait été mise aux voix, elle aurait adopté une position différente.

PAKISTAN

Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques

Lorsque le Comité a examiné la demande présentée par l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques, la délégation pakistanaise a fait observer que l'organe officiel d'un de ses chapitres nationaux contenait des attaques infondées et calomnieuses contre le Pakistan, accusant ce pays, Etat indépendant et non aligné, d'agir en collusion avec certaines grandes puissances contre les intérêts des pays voisins et d'autres Etats non alignés en matière de sécurité nationale. La publication de cette documentation visait clairement à semer le doute et la discorde permis les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies en présentant, contre toute vérité, le Pakistan comme un Etat asservi aux ambitions mondiales que nourriraient certaines puissances, attaquant ainsi sa souveraineté, son indépendance et son statut de pays non aligné.

Le représentant de l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques qui a assisté au débat en question a tenté d'expliquer la position de son organisation en déclarant que les vues exprimées par l'un de ses chapitres nationaux ne pouvaient être considérées comme représentant la politique de l'organisation et il a déploré qu'on ait publié ce type de critiques calomnieuses. La délégation pakistanaise, tout en appréciant ces expressions de regret, ne peut accepter que l'organisation refuse ainsi d'endosser la responsabilité de la politique et des déclarations de l'un de ses membres. En effet, qu'est ce que l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques, sinon une fédération de ces membres ? Il est à espérer que, conformément à la déclaration que son représentant a faite devant le Comité, l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques prendra des mesures afin de condamner et de rejeter officiellement les commentaires en question et de s'en dissocier.

La délégation pakistanaise aurait été prête à accepter d'emblée les explications du représentant de l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques, mentionnées plus haut, si celui-ci n'avait pas communiqué au Comité, entre autres documents illustrant ses activités, un document intitulé « Communiqué of the AAPSA International Conference in Support of Afghanistan » laquelle a eu lieu à Kaboul, en juin 1980. Ce document officiel de l'organisation contenait, entre autres, le paragraphe suivant :

« Une guerre non déclarée est actuellement menée contre le République démocratique d'Afghanistan, à la frontière qui sépare ce pays du territoire du Pakistan. C'est pourquoi le Gouvernement afghan a été contraint de demander l'aide de l'Union soviétique pour repousser l'agression extérieure... Le problème de l'Afghanistan ne pourra être réglé que si les forces contre-révolutionnaires garantissent qu'elles cesseront de lancer, à partir du territoire d'Etats voisins, des attaques militaires contre l'Afghanistan ».

Dans le communiqué susmentionné, l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques a visé directement le Pakistan, lancant contre lui des accusations infondées et calomnieuses et lui reprochant de mener une guerre non déclarée contre l'Afghanistan. La délégation pakistanaise est d'avis que le Comité n'est pas l'instance qualifiée pour examiner le fond de la question afghane et son origine. Toutefois, elle croit devoir faire observer que l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques qui prétend représenter les vues de vastes sections des peuples d'Asie et d'Afrique a, dans ce communiqué, tenu un raisonnement non seulement inconsistent mais également contraire à la position adoptée par la vaste majorité des pays de la communauté internationale, telle qu'elle est décrite dans les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies relatives à l'Afghanistan et dans le consensus du Mouvement des pays non alignés, tel qu'il a été exprimé à la Conférence ministérielle des pays non alignés qui a eu lieu à New Delhi, du 9 au 12 février 1981.

La délégation pakistanaise a été profondément choquée par l'opinion préconçue exprimée par l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques dans le communiqué de Kaboul et demande que le Comité conserve ce document en tant qu'exemple concret de la violation grossière des principes fondamentaux consignés dans la résolution 1296 (XLV) du Conseil économique et social par une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif-catégorie II. La délégation pakistanaise prie aussi instamment le Comité de demander à cette organisation de cesser de lancer des attaques contre les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies dont les vues et la politique sur les questions internationales ne concordent pas avec ses propres orientations et motivations idéologiques et politiques.

Comme a d'autres occasions, la délégation pakistanaise s'est aujourd'hui attachée davantage sur les questions intéressantes directement le Pakistan. Toutefois, elle souhaiterait ajouter que l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques a clairement manifesté son parti pris idéologique dans les attaques aux motivations analogues qu'elle a lancées.

contre de nombreux autres pays islamiques et du tiers monde. Pour aggraver son cas, elle a adressé au Comité une demande de reclassement dans la catégorie I, mentionnant parmi ses membres le « People's Front for the liberation of Oman » et le « Bahrain Liberation Front ». La délégation omanaise qui siège au Comité en qualité d'observateur a déjà déclaré au Comité que le « People's Front for the Liberation of Oman » était une organisation terroriste qui recevait une aide de l'étranger et tentait de renverser le Gouvernement légitime d'Oman, Etat Membre indépendant de l'Organisation des Nations Unies. Le Comité doit trancher la question de savoir si une telle organisation méritait d'être reconnue et félicitée pour tenter de renverser des gouvernements légitimes. Nous constatons avec regret que le représentant de l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques ne donne aucune explication sur ce point.

La délégation pakistanaise tient à déclarer que ses objections (et elle insiste sur le fait qu'elles sont graves) ne sont entachées d'aucun parti pris et ne visent en aucune manière d'autres aspects des activités de l'organisation, dont certaines sont certes louables. Ces observations ne visent pas non plus les Etats Membres qui pourraient souscrire à des vues et politiques analogues à celles adoptées par l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques et il conviendrait de distinguer clairement entre les problèmes des relations entre Etats et ceux résultant d'une demande de reclassement présentée par une organisation non gouvernementale. De l'avis de la délégation pakistanaise, l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques, à en juger par ses prises de position et ses réalisations, depuis qu'elle a obtenu le statut consultatif - catégorie II - mérite non pas d'être reclassement dans une catégorie supérieure mais d'être condamnée à l'unanimité; il conviendrait même d'examiner la question du retrait de son statut actuel. En dernier lieu, la délégation pakistanaise tient à exprimer sa profonde gratitude aux membres du Comité pour avoir, à la quasi-unanimité, exprimé leur sympathie au Pakistan en ce qui concerne les attaques calomnieuses lancées contre lui par l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques.

La délégation pakistanaise tient à ajouter qu'elle fera confiance à la sagesse du Président quant à la suite à donner à cette demande et espère qu'il tiendra compte de la profonde inquiétude exprimée par les membres du Comité.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE (1)

Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques

La délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine tient à réaffirmer sa position vis-à-vis de la demande que l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques a présentée en vue de passer de la catégorie I à la catégorie 11 des organisations dotées d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

Cette organisation, créée en 1957, n'a cessé de contribuer fortement au renforcement de la paix, à la solution des problèmes relatifs à l'indépendance nationale et au progrès social, et à la consolidation de l'alliance militante entre les mouvements de libération nationale et les forces de la démocratie et du progrès.

Il s'agit de l'organisation non gouvernementale la plus grande et la plus représentative d'Asie et d'Afrique. Les organisations nationales de plus de 80 pays y sont représentées. Elle regroupe, en outre, en tant que membres associés ou affiliés, des organisations nationales de pays d'Europe orientale et d'Europe occidentale ainsi que des Etats-Unis d'Amérique.

L'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques unit et coordonne la lutte des peuples d'Asie et d'Afrique contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme, le sionisme et le fascisme ainsi que les efforts qu'ils déploient en vue de promouvoir leur développement économique, social et culturel. Elle permet aux intérêts spécifiques des divers mouvements nationaux de s'allier aux intérêts généraux de l'ensemble du mouvement de solidarité afro-asiatique. L'un des rôles les plus importants de cette organisation consiste à mener la lutte pour la paix, qui permet de mobiliser de vastes forces contre la politique impérialiste d'agression et l'aventurisme colonial. Cette organisation a préconisé résolument et systématiquement l'établissement d'une paix juste au Moyen-Orient. Ce faisant, elle s'inspire du principe qu'une paix durable au Moyen-Orient est impossible sans le respect des droits nationaux du peuple arabe de Palestine. C'est pour cette raison qu'elle compte parmi ses membres l'Organisation de libération de la Palestine.

L'un des importants aspects de sa lutte en faveur de la paix internationale consiste dans l'appui qu'elle fournit aux peuples d'Asie et aux pays de l'océan Indien lorsqu'ils exigent le retrait des bases militaires impérialistes de l'océan Indien.

L'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques a joué un rôle important dans la création des mouvements de libération nationale qui ont mené la lutte anticoloniale, et notamment du Partido Africano de Independência de Guiné e

(19) Texte original en russe.

Cabo Verde (PAIGO), du Frente de Libertacão de Moçambique (FRELIMO), du Movimento Popular de Libertacão de Angola (MPLA), de l'African National Congress (ANC), et de la South West Africa People's Organization (SWAPO).

Cette organisation a systématiquement appuyé la souveraineté des jeunes Etats et leur droit de disposer librement de leurs propres ressources naturelles. Elle a activement participé aux conférences et réunions du mouvement des pays non alignés auprès duquel elle est dotée du statut d'observateur. Elle se tient en liaison de plus en plus étroite avec des organisations intergouvernementales et notamment avec l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation internationale du Travail.

En outre, elle coopère activement avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et son Comité de libération qui traite de questions concernant l'assistance aux mouvements de libération nationale d'Afrique. Elle a entrepris un certain nombre d'activités conjointes avec l'OUA, participant notamment à la Conférence internationale d'experts pour le soutien des victimes du colonialisme et de l'apartheid en Afrique australie, tenue à Oslo en 1973.

La délégation qui la représente a joué un rôle actif lors de la récente session de la Commission internationale d'enquête sur les crimes du racisme et de l'apartheid en Afrique australie, qui s'est tenue à Luanda, au cours des sixième et septième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies ainsi qu'à l'occasion de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

L'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques entretient des relations de coopération étroite avec un certain nombre d'ONG, y compris des organisations dotées du statut consultatif (catégorie I) auprès du Conseil économique et social de sorte que le mouvement de solidarité afro-asiatique constitue un facteur important de l'unité entre les mouvements de libération nationale et les éléments progressistes de l'opinion publique ainsi qu'une force puissante dans la lutte pour la paix dans le monde entier.

Tous ces faits montrent bien que cette organisation s'intéresse à la plupart des activités du Conseil économique et social, apporte une contribution marquée et soutenue à la réalisation des objectifs de l'Organisation des Nations Unies et représente incontestablement des groupes de populations importants dans un grand nombre de pays. Elle satisfait donc à tous les critères énoncés dans la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social qui régissent l'admission des organisations souhaitant être dotées du statut consultatif (catégorie I).

La délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine demande donc que le statut en question soit accordé à cette organisation. Simultanément, à titre de compromis, et conformément à la tradition établie du Comité qui consiste à fonctionner sur la base du consensus, cette délégation estime qu'elle peut accepter le renvoi de l'examen de cette demande jusqu'à la prochaine session du Comité.

ROUMANIE (Observateur)

Groupement pour les droits des minorités

L'Observateur de la Roumanie tient à déclarer que certains aspects des activités du Groupement pour les droits des minorités, et en particulier les attaques lancées contre les gouvernements légitimes d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, sont contraires aux dispositions de la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques

La délégation du Royaume-Uni n'est pas satisfaite ni de l'état financier soumis par l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques ni des réponses données aux membres du Comité par son représentant concernant les finances de l'organisation. Elle ne peut pas croire que celle-ci n'a reçu d'aide financière d'aucun gouvernement et estime qu'il est contraire à l'esprit de la Charte des Nations Unies de soutenir une organisation qui appuie des groupes subversifs ayant pour objectif de renverser des gouvernements légitimes. Elle est préoccupée par son attitude partielle en matière de politique internationale et par le fait qu'elle n'a pas appuyé les résolutions 35/6 et 35/7 de l'Assemblée générale relatives à l'intervention de forces armées étrangères au Kampuchea et en Afghanistan. C'est pourquoi elle ne peut accepter la demande d'admission présentée par l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques.

Groupement pour les droits des minorités

La délégation du Royaume-Uni estime que le Groupement pour les droits des minorités a amplement prouvé qu'il répondait aux conditions requises en vertu de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil et en particulier de son paragraphe 17 pour se voir accorder le statut consultatif dans la catégorie II. Ce groupement conscient de ses responsabilités fait un travail utile et s'impose des normes d'une haute tenue.

L'opposition à la demande d'admission présentée par le Groupement est fondée non pas sur des faits mais sur des considérations purement politiques. L'examen de cette demande a été reporté à trois reprises. Le Groupement est traité en otage politique; il est temps qu'on le libère.

Il est vrai qu'il a critiqué la politique de certains gouvernements, mais l'une des contributions les plus précieuses des organisations non gouvernementales à la vie de l'Organisation des Nations Unies est leur aptitude à présenter un point de vue indépendant. Dans ses critiques, le Groupement, à la différence de telles autres organisations qui demandent qu'on leur accorde le statut consultatif auprès du Conseil économique et social, a toujours été nuancé et fait preuve d'impartialité. Il a présenté des rapports sur une vaste gamme de pays, y compris le Royaume-Uni. Refuser le statut consultatif à une organisation sous prétexte que celle-ci formule des critiques sur certains gouvernements, est en contradiction flagrante avec la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social. Tel est le problème que soulève l'examen par le Comité de la demande d'admission présentée par le Groupement.

Conseil mondial de la paix

La délégation du Royaume-Uni estime que le Conseil mondial de la paix ne répond pas aux exigences de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social. Il est stipulé au paragraphe 8 de cette résolution que les organisations doivent exposer intégralement et de façon précise leur situation financière.

Le représentant du Conseil mondial de la paix a fait savoir que les comptes de son organisation ne faisaient l'objet d'aucune vérification extérieure. Il a dû aussi reconnaître que l'état financier soumis au Comité ne portait que sur une fraction des recettes et des dépenses. C'est dire que les comptes produs ont été falsifiés. Par ailleurs, dans sa demande d'admission, le Conseil a déclaré qu'il ne recevait de contributions d'aucun gouvernement. Aux questions précises que lui posaient à cet égard les membres du Comité, le représentant de l'organisation a solennellement evité de répondre. Or, il ne fait aucun doute que le Conseil mondial pour la paix a reçu de sources gouvernementales un appui financier de grande ampleur et qu'il s'est empressé de cacher cela.

Le Conseil mondial de la paix prétend défendre les principes de l'Organisation des Nations Unies, alors que bien souvent la politique qu'il adopte est en contradiction flagrante avec ceux-ci. Il dit appuyer le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats; or, son Programme d'action pour 1981 contient des éléments qui vont directement à renoncer à ce dudit principe. C'est ainsi qu'il soutient

le Front populaire de libération d'Oman, Qui a pour objectif de renverser le gouvernement souverain d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies. L'histoire du Conseil mondial de la paix montre qu'il ne s'agit pas là d'une aberration, mais bien d'un comportement systématique. Le Conseil a été déclaré organisation non grata à Paris et par la suite à Vienne en raison d'activités contraires aux intérêts de l'Etat. Il prétend aussi œuvrer au « remplacement d'une politique de la force par une politique de négociation ». Sa propre politique ne cadre pas avec cet admirable objectif, comme le montrent abondamment les textes qu'il publie. C'est ainsi que face à la situation au Cambodge et à l'Afghanistan, il a condamné les résolutions 35/6 et 35/37 de l'Assemblée générale ou il voyait la marque insigne d'une « intervention étrangère armée ».

Il est stipulé dans la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social que les organisations ayant le statut consultatif doivent « avoir un caractère représentatif ». Le porte-parole du Conseil mondial de la paix a dit que celui-ci représentait des centaines de millions de personnes. Dans ses publications, le Conseil présente le Parlement mondial des peuples en quelque sorte comme un rival de l'Organisation des Nations Unies. Pourtant, derrière sa grandiose façade, le Conseil mondial de la paix est creux comme un décor de Hollywood. La grande majorité des délégués au Parlement mondial provient d'un maigre éventail de pays dont la politique se recoupe. Quant aux membres du Conseil, ils ne représentent dans de nombreux pays qu'une mince fraction de la population et qui se situe en marge des courants politiques. Ceux des représentants du Conseil qui ont une vision indépendante des choses n'ont guère l'occasion de présenter leur point de vue lors des congrès qu'il organise.

Le Conseil mondial de la paix fait grand cas dans sa documentation du désarmement et de la détente. Il poursuit cependant de manière bien peu cohérente ces importants objectifs. Il attaque vigoureusement la politique de défense des Etats-Unis d'Amérique et de ses alliés, européens et autres, comme on a ou le voit dans la campagne qu'il a menée contre le déploiement, par les membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), de forces nucléaires tactiques en Europe. Il ne dit rien en revanche de l'accroissement continu du nombre de missiles ayant pour cible l'Europe et qui est à l'origine de cette politique. Il prône la réduction des budgets militaires, mais se garde bien de nommer la grande puissance qui, plus que toute autre, consacre une part élevée de ses ressources à s'armer. La partialité du Conseil tient à la nature de ses rapports avec ladite puissance. Le Président du Conseil mondial de la paix, M. Romesh Chandra, a déclaré

que - l'Union soviétique soutient indéfectiblement le mouvement pour la paix. Le Conseil mondial de la paix répond quant à lui de façon positive à toutes les initiatives soviétiques dans l'arène internationale ».

Le désarmement ne contribuera à l'établissement de la paix que s'il y va d'un processus équilibré. La délégation du Royaume-Uni estime que le Conseil mondial de la paix œuvre dans une seule direction. Son véritable objectif est de servir la cause du désarmement dans les seuls pays où l'opinion publique peut influer sur la politique et sur le budget de la défense. Il ne se soucie guère que, pendant ce temps, les gouvernements insensibles aux pressions de l'opinion continuent à renforcer leur puissance militaire. Le Conseil mondial de la paix est en soi-même l'instrument de la politique étrangère d'un certain pays. C'est un loup déguisé en agneau, mais la dépouille qu'il revêt est aujourd'hui bien pelée.

La délégation du Royaume-Uni estime qu'en retirant sa candidature, le Conseil mondial de la paix reconnaît en quelque sorte les faits. Il n'est inscrit sur la liste du Conseil économique et social qu'à titre provisoire et du fait de son association avec l'UNESCO. Comme il a retiré sa candidature, il ne doit plus figurer sur cette liste.

La délégation du Royaume-Uni demande que sa position soit communiquée aux départements du Secrétariat qui entretiennent des rapports avec le Conseil mondial de la paix, ainsi qu'aux institutions spécialisées du système des Nations Unies.

SUEDE

Groupe pour les droits des minorités - Conseil mondial de la paix et Organisation de la solidarité des peuples afroasiatiques

Depuis un certain nombre d'années, le Comité parvient généralement à prendre par voie de consensus ses décisions concernant des demandes d'admission des organisations non gouvernementales. La délégation suédoise ne voudrait pas renoncer à ce principe au moment où le Comité doit se prononcer sur la dernière des nombreuses demandes qui ont été présentées, à savoir celle du Groupe pour les droits des minorités. Aussi, lorsque le Comité a dû voter sur l'opportunité de mettre cette demande aux voix, la délégation suédoise a-t-elle voté contre. Si elle avait dû se prononcer sur la candidature du Groupe pour les droits des minorités, elle l'aurait appuyée. La délégation suédoise déclare qu'elle est disposée à voter sur toutes les questions à l'exception des demandes d'admission. Elle répugne à voter sur les demandes d'admission présentées en application de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

Le respect du droit des peuples à la souveraineté et à l'indépendance et la non-intervention dans les affaires intérieures des nations sont deux des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies. Un certain nombre de délégués ont interrogé le Conseil mondial de la paix sur ces questions, et les réponses fournies n'étaient pas satisfaisantes. La délégation suédoise aimerait un supplément d'information sur ces points et pense qu'il convient de renvoyer l'examen de cette demande à la prochaine session du Comité, dans l'attente des éclaircissements souhaités.

Certaines organisations non gouvernementales n'ont pas fourni de renseignements satisfaisants sur les contributions gouvernementales qu'elles reçoivent. Le représentant de l'Organisation de la solidarité des peuples afroasiatiques a notamment déclaré que son organisation ne se préoccupait pas de savoir d'où venait l'argent.

Compte tenu du paragraphe 8 de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social qui stipule que « toute contribution financière ou autre soutien accordé, directement ou indirectement, par un gouvernement à une organisation internationale doit être ouvertement déclaré au Comité, par l'organisation », la délégation suédoise s'estimée tenue de proposer le renvoi de l'examen de cette demande dans l'attente d'éclaircissements supplémentaires.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

[Original : russe]

Conseil mondial de la paix
La délégation soviétique tient à réaffirmer sa position de principe sur la question de l'octroi du statut consultatif (catégorie I) au Conseil mondial de la paix. Elle estime que cette organisation non gouvernementale satisfait pleinement aux critères relatifs à l'octroi de ce statut.

Au cours de ses 30 années d'existence, le Conseil a acquis le respect et la reconnaissance de millions de personnes sur les sept continents. Sa réputation est tout à fait justifiée. Le Conseil s'est consacré aux nobles objectifs du maintien de la paix et de la sécurité des peuples, de l'élimination du colonialisme, du racisme et de l'apartheid, de l'instauration d'un ordre économique international juste et du développement des contacts entre les peuples de divers pays dotés de systèmes sociaux et politiques différents.

La tâche la plus importante du Conseil consiste à lutter pour l'unité d'action des forces pacifiques en dépit des divergences et de la diversité des mouvements politiques et sociaux qui les composent. Cette unité d'action est assurée par la poursuite d'un objectif commun essentiel

qui consiste à prévenir une nouvelle guerre mondiale et à éliminer totalement la guerre de la vie des sociétés.

Le Conseil a entrepris une campagne mondiale active et massive pour faire participer le public du monde entier à la lutte pour la paix, parvenir à isoler moralement et politiquement les milieux militaristes agressifs des pays impérialistes, mettre à nu leurs plans inhumains, renforcer la solidarité et fournir un appui moral et politique général à ceux qui luttent pour la libération nationale et sociale des peuples.

Il convient de noter que c'est grâce au Conseil mondial de la paix que la barbare bombe à neutrons n'a pas été implantée en terre européenne. C'est en mobilisant l'opinion publique contre cette bombe à neutrons que le Conseil est parvenu à ce résultat remarquable.

La délégation du Conseil a également pris la parole à la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement pour préconiser l'avènement rapide d'un désarmement authentique. Cette délégation, qui était dirigée par le Président du Conseil, M. R. Chandra, était sans aucun doute celle qui représentait le mieux les organisations non gouvernementales. Elle comprenait environ 20 députés parlementaires ainsi qu'un grand nombre de personnalités publiques et politiques de 25 pays.

En outre, le Conseil mondial de la paix a apporté une contribution considérable à la cause de la solidarité avec la lutte des peuples arabes pour la libération complète des territoires occupés par Israël et le rétablissement des droits légitimes du peuple arabe de Palestine.

Ce problème a été débattu au sein de presque toutes les principales instances du mouvement. Dans ces décisions et déclarations, ainsi que dans ses communications à la presse, le Conseil adopte toujours une position de principe bien nette sur la question de la conclusion d'un juste règlement au Moyen-Orient. Il a

apporté un appui moral et matériel important aux forces patriotiques nationales du Liban pendant la période la plus difficile de la crise qui a sévi dans cette partie du monde. La Commission créée par le Conseil en vue d'enquêter sur les violations des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés par Israël, a réalisé des travaux importants. En décembre 1977, une conférence internationale sur « l'instauration d'une juste paix au Moyen-Orient » s'est tenue à Paris, avec la participation des représentants de 60 pays et de 20 organisations internationales. Après avoir exprimé sa profonde préoccupation devant les dangers inhérents à l'évolution de la situation dans cette région, la Conférence a lancé un appel urgent pour qu'une solution immédiate et globale soit apportée au problème du Moyen-Orient.

L'Organisation des Nations Unies a également donné son aval aux travaux du Conseil. C'est notamment ce que montre l'étroite coopération qui s'est instaurée entre le Conseil et les organes suivants de l'Organisation : Centre des Nations Unies pour le désarmement, Centre contre l'apartheid, Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, Division des droits de l'homme, Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Commission des droits de l'homme, etc. Les déclarations faites par le Conseil devant diverses instances de l'Organisation des Nations Unies montrent également que le Conseil participe activement et intensivement aux activités de l'Organisation des Nations Unies.

Tous ces faits ne peuvent être ni réfutés ni passés sous silence. Les efforts des délégations qui se sont employées à la tâche ingrate de calomnier le Conseil sont donc vains. Cette organisation qui regroupe des millions d'individus dans la majorité des pays et sur tous les continents, reste tout aussi active et énergique, n'en déplaise aux représentants de certains pays.

La délégation soviétique ne peut ignorer les tentatives que certaines délégations ont faites d'éblouir au Conseil la nouvelle doctrine du présumé « terrorisme international » portant ainsi de calomnieuses accusations de terrorisme contre les mouvements de libération nationale, y compris ceux qui sont reconnus par la communauté internationale, tels que l'Organisation de libération de la Palestine. Tout en condamnant les actes de terrorisme, l'Union soviétique s'oppose systématiquement à ce que l'on utilise la question du terrorisme comme prétexte pour écraser les mouvements de libération nationale et faire obstacle au progrès social des peuples.

Groupement pour les droits des minorités

Etant donné qu'il n'a ni un caractère représentatif ni une réputation internationale bien établie, qu'il ne représente pas une proportion importante des principaux groupes de la population et qu'il n'exprime pas leurs vues, le Groupement pour les droits des minorités ne satisfait pas aux critères énoncés dans la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

Il s'agit en fait d'une organisation nationale qui ne compte que plusieurs dizaines de personnes. Quant à l'argument selon lequel l'organisation en question comporte parmi ses membres certains « membres bienfaiteurs » et abonnés de publications diffusées par l'Organisation dans divers pays, il n'est pas soutenable et ne vise qu'à induire le Comité en erreur.

Il existe à présent des milliers d'organisations non gouvernementales dans le monde. Il est clair que si l'on accordait sans discrimination à toutes ces organisations et, en particulier, à des organisations délibérément fictives telles que le Groupement pour les droits des minorités, le statut consultatif auprès du Conseil économique et social, cela, loin de faciliter la tâche de l'Organisation des Nations Unies, ne ferait que la compliquer.

Annexe 2 du Rapport à l'ECOSOC

Résumé des suggestions faites au Comité

Au cours de la discussion de ce point de l'ordre du jour plusieurs membres du Comité se sont référencés aux recommandations proposées par deux études, dont l'une avait été présentée au Comité par le Gouvernement suédois et l'autre par le Gouvernement ghanéen. Le Comité a convenu de faire résumer les documents

ainsi que les commentaires de ses membres quant au fond de la question et d'en joindre le texte en annexe au rapport du Comité. Outre les représentants des Etats membres du Comité, l'observateur de la Norvège, ainsi que M. Jean Ripert, Sous-Secrétaire général aux affaires économiques et sociales internationales et Mme

Alba Zizzamia, représentante de l'Union mondiale des organisations féminines catholiques, parlant en sa qualité de premier vice-président de la Conférence des organisations non gouvernementales détenues en statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO), ont pris la parole devant le Comité.

Le représentant de la Suède, l'observateur de la Norvège, le Sous-Secrétaire général et Mme Zizzamia ont tous indiqué qu'il convenait de ménager aux organisations non gouvernementales la possibilité de participer davantage et de mieux contribuer aux conférences mondiales spéciales des organismes du système des Nations Unies. Le représentant de la Suède et Mme Zizzamia ont proposé que l'on fixe à cette fin une ligne de conduite type sur le modèle de celle qui a été adoptée pour la Conférence des Nations Unies sur l'eau. L'observateur de la Norvège et M. Ripert ont vivement encouragé les organisations non gouvernementales à établir par avance, aux niveaux national et régional, des documents de fond en vue de ces conférences, et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour préparer à l'avance les questions devant être traitées au niveau intergouvernemental. Les vues collectives des organisations non gouvernementales pourront alors être communiquées aux différents gouvernements lors des grandes conférences de l'ONU.

Les représentants du Ghana et de la Suède, l'observateur de la Norvège, M. Ripert et Mme Zizzamia ont tous souligné qu'il convenait d'élaborer un ensemble de règles uniformes régissant la participation des organisations non gouvernementales à tous les organismes de l'ONU s'occupant de questions économiques et sociales, y compris aux comités créés par l'Assemblée générale dans ce domaine. Ces règles pourraient compléter les dispositions de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil et devraient se conformer aux dispositions régulant la participation des organisations non gouvernementales au Conseil économique et social.

Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a pensé que ce n'était pas en abandonnant les formes et méthodes de travail établies, mais en profitant plus pleinement des possibilités ménagées par la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social que l'on pourrait améliorer l'efficacité du Comité chargé des organisations non gouvernementales.

Le représentant de la Suède, l'observateur de la Norvège, M. Ripert et Mme Zizzamia ont tous attiré l'attention sur la nécessité d'améliorer la collaboration entre les organisations non gouvernementales et les services organiques du Secrétariat de l'ONU. Ces organisations devraient augmenter leur contribution de fond ainsi que leur aide technique aux programmes pratiques de l'ONU. De l'avis de M. Ripert, il convenait d'encourager les organisations non gouvernementales à faire des observations et des commentaires sur les enquêtes menées au niveau mondial par l'ONU sur les questions socio-économiques, ainsi que sur les analyses de ces questions.

Les représentants de la Suède et du Ghana, ainsi que M. Ripert et Mme Zizzamia, ont estimé qu'il était nécessaire de renforcer les services du Secrétariat qui sont chargés de la mise en application de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil. Les représentants de la Suède et du Ghana, ainsi que Mme Zizzamia, ont demandé que l'on augmente le personnel du Groupe des organisations non gouvernementales associées au Département des affaires économiques et sociales internationales, en vue de revitaliser et renforcer le rôle de ces organisations au sein du Département. Ils ont estimé en outre qu'il convenait de mettre en poste à l'Office des Nations Unies à Vienne un chargé de liaison des organisations non gouvernementales. Par ailleurs, Mme Zizzamia a demandé instantanément que les divers départements techniques du Secrétariat consultent le Groupe des organisations non gouvernementales sur toutes les questions touchant les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, particulièrement en ce qui concerne leur participation aux organismes de l'ONU ainsi qu'aux conférences mondiales. En outre, elle a demandé instantanément que le Groupe des organisations non gouvernementales coordonne et harmonise, autant que de besoin, les divers services de liaison des organisations non gouvernementales du Secrétariat. Le représentant de l'URSS a estimé que l'on ne devait en aucun cas résérer une part plus importante du budget de l'ONU aux activités du Secrétariat touchant les organisations non gouvernementales.

Le représentant de la Suède et Mme Zizzamia ont demandé que l'on respecte plus rigoureusement les priviléges concedés aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif comme les avantages accordés aux organisations qui sont associées au Département de l'information, afin que leur type de statut soit plus nettement différencié.

Le représentant de la Suède et l'observateur de la Norvège ont fait état du financement par leurs gouvernements respectifs des programmes d'aide au développement exécutés par certaines organisations non gouvernementales. Ils ont fait remarquer que les fonds alloués à ce titre aux organisations non gouvernementales par les gouvernements étaient souvent utilisés avec beaucoup de profit. Il ne convenait toutefois pas que les gouvernements participant au budget fonctionnel ordinaire des organisations non gouvernementales.

Se référant au paragraphe 46 e) et la résolution 1296 (XLIV) du Conseil, Mme Zizzamia a engagé l'ONU à mettre à la disposition des organisations non gouvernementales les locaux dont elles avaient besoin pour organiser certaines réunions notamment celles qu'elles tenaient en

coopération avec un office ou un organisme de l'ONU.

Les ONG et les organismes du système de l'ONU étude des relations officielles et non officielles aux fins de consultations *

Résumé

L'étude donne des renseignements sur la procédure officielle suivant laquelle les organisations non gouvernementales peuvent se faire représenter - et donc participer - aux organes, organismes et institutions du système des Nations Unies. Elle porte en particulier sur les relations entretenues aux fins de consultations avec le Conseil économique et social, ainsi que les dispositions prises avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et la culture, l'Organisation mondiale de la santé, l'Union internationale des télécommunications, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, le Fonds international de développement agricole, l'Agence internationale de l'énergie atomique et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. L'étude donne également un aperçu de relations non officielles telles que celles entretenues avec les services de liaison des organisations non gouvernementales à l'Office des Nations Unies à Genève et au Siège, à New York, et avec la Campagne mondiale contre la faim. En décrivant les relations des organisations non gouvernementales avec les organismes de l'ONU, l'auteur examine les pratiques établies en ce qui concerne la participation des organisations non gouvernementales aux comités et organes de l'Assemblée générale, ainsi qu'aux conférences spéciales de l'ONU.

L'étude indique certains problèmes qui font obstacle à l'instauration de relations véritablement efficaces entre les organisations non gouvernementales et l'Organisation des Nations Unies. On cite à cet égard le fait que la collaboration des organisations non gouvernementales et des

* L'étude a été faite par Mme Marianne Hugard et a été présentée au Comité par M. Gouvernement suédois. Voir supra le texte intégral de l'auteur en version originale anglaise.

services organiques du Secrétariat est régie par tout un ensemble de dispositions particulières et de pratiques diverses; l'absence de règles homogènes en ce qui concerne la participation des organisations non gouvernementales aux conférences spéciales de l'ONU; le manque de personnel et, partant, le peu d'efficacité des services du Secrétariat chargés d'appliquer la résolution 1296 (XLIV) du Conseil relative à l'établissement de relations aux fins de consultations entre les organisations non gouvernementales et le Conseil; la multiplication des demandes de collaboration dont les organisations non gouvernementales font l'objet, dans des résolutions de l'ONU et de la part des divers services chargés de mettre en application ces résolutions. L'étude se termine par les recommandations suivantes :

- a) Il faut s'efforcer de mettre pleinement à profit les dispositions de la résolution 1296 (XLIV), notamment l'extension de la coopération entre les organisations non gouvernemental et le Secrétariat en ce qui concerne les consultations, l'établissement de rapports, etc.;
- b) Un ensemble de règles concernant les relations des organisations non gouvernementales devrait être établi avec l'Assemblée générale; les organisations non gouvernementales devraient mettre pleinement à profit les relations déjà établies;
- c) Il conviendrait d'instituer une procédure normalisée pour régir la participation des organisations non gouvernementales aux conférences mondiales spéciales;
- d) Il conviendrait d'encourager davantage les organisations non gouvernementales à étendre leurs activités de consultation et de participation au niveau régional;
- e) Il conviendrait de renforcer les services du Secrétariat s'occupant de ses relations avec les organisations non gouvernementales, notamment en développant le Groupe des organisations non gouvernementales au Département des affaires économiques et sociales internationales, et en ouvrant un service de liaison à Vienne.

L'étude conclut que les organisations non gouvernementales sont une source de connaissances spécialisées en même temps qu'elles offrent aux populations le moyen de faire connaître directement leurs préoccupations à l'ONU. Leurs activités au niveau local, tout comme les recherches et les travaux qu'elles entreprennent, font d'elles des organisations uniques. Représentant les populations de toutes les régions du monde, leur apport est précieux et considérable. C'est la raison pour laquelle il est extrêmement

important que l'on utilise leurs connaissances et que l'ONU tire profit de la coopération qu'elles sont en mesure d'offrir,

Contributions diverses des ONG*

Résumé

L'étude décrit brièvement la nature des organisations non gouvernementales, ainsi que leur importance croissante et leur crédit grandissant dans toutes les régions du monde. Très diverses, les organisations non gouvernementales ont pourtant deux points communs : en règle générale, elles sont internationales quant à leur nature, leur composition et leur perspective, et elles ont convenu d'appuyer et de promouvoir les buts et principes de la Charte des Nations Unies, ce qu'elles font de diverses manières.

En leur qualité d'organes consultatifs, les organisations non gouvernementales coopèrent avec le Secrétariat; ont des échanges officiels avec les représentants des Etats Membres; font des rapports officiels au Conseil, à ses commissions et comités, ainsi qu'à des organismes et institutions intergouvernementaux; fournissent des documents d'information et autres ainsi que des données de base en réponse à des questionnaires envoyés par le Secrétariat; font des recommandations sur la base de leurs propres recherches, enquêtes et expériences sur le terrain; encouragent la diffusion d'informations sur les travaux de l'ONU, suscitant ainsi un appui aux grands programmes de l'ONU. Les organisations non gouvernementales à caractère technique et professionnel contribuent dans une mesure importante à l'élaboration et à l'exécution de bon nombre de projets et de programmes de l'ONU. Maintes organisations collaborent avec les organismes du système des Nations Unies sur le terrain, elles exécutent leurs propres projets et contribuent à raison de près de deux milliards de dollars par an aux programmes en matière d'aide au développement. Les organisations non gouvernementales coopèrent de diverses façons avec des institutions publiques - par exemple, elles participent au financement des projets en matière de développement, elles sont les agents d'exécution ou de mise en application des programmes spéciaux, elles versent directement des fonds aux institutions intergouvernementales.

Les organisations non gouvernementales mobilisent l'opinion publique; au moyen

de programmes très importants d'« éducation en matière de développement », elles font comprendre la nécessité d'augmenter l'aide bilatérale et multilatérale au développement et créent un climat favorable à l'institution d'un nouvel ordre économique international. Elles fournissent des secours d'urgence en cas de catastrophe, et répondent pour une grande part aux besoins des réfugiés partout dans le monde. Pour ce qui concerne les droits de l'homme, les organisations non gouvernementales ont contribué aux études qui ont précédé l'élaboration de divers projets de déclaration et de convention, et ont joué un rôle lors de la rédaction des instruments. Au niveau national, elles encouragent la ratification et la mise en application des textes fondamentaux de l'ONU.

Enfin, les organisations non gouvernementales ont beaucoup fait pour appuyer et faire mettre en application leurs programmes spéciaux et les célébrations de l'ONU, notamment les diverses années et décennies internationales. Les organisations non gouvernementales ont mené des activités d'appui au niveau international comme au niveau national, où elles ont contribué à l'élaboration de politiques, ainsi qu'à l'exécution de programmes d'action nationaux. Le statut consultatif constitue un moyen unique de coopération et de communication réciproque dont les institutions de la communauté mondiale peuvent tirer le plus grand profit.

* L'étude a été établie par un comité du Conseil de la Conférence des organisations non gouvernementale dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et a été présentée au Comité par le Gouvernement ghanéen.

II.

THE FUTURE RELATIONSHIP BETWEEN THE UN AND THE NGOs

Dear Friends.

The ECOSOC Committee on Non-Governmental Organizations had its session in New York, Feb. 9-20, 1981. It was a very interesting session. Unfortunately too much time was spent on just a few applications from NGOs for consultative status or for reclassification. Too little time could be spent on the important issue of more relationship between the UN and the NGOs.

However, Sweden had asked that as a document for the Committee should be circulated the report prepared for CONGO, written by Ms. Marianne Huggard : « Non-Governmental Organizations and the United Nations System : An Examination of Formal and Non-Formal Consultative Relationships ».

On this document as well as the document prepared by a CONGO board committee : « Contributions of the Non-Governmental Organizations in Consultative Status with the Economic and Social Council » it was possible for me on behalf of the Swedish Government, to propose some improvements in the relationship.

As you will see from my statement, I had opportunity in many cases to associate myself with the important statement made in the Committee by Ms. Alba Zizzamia in her capacity as First Vice President of CONGO.

Because the time spent on applications it was not possible to decide on this matter. An extra meeting of the Committee will be called immediately before the summer session of ECOSOC.

I would appreciate whatever kind of comments you would like to make regarding the Swedish proposals, or on any other matter of common concern...

Ambassador Olof Dahlén
Former Chairman of NGO-ECOSOC Committee Member
UAI Member

Statement by O. Dahlén in the ECOSOC Committee on NGOs Feb. 20, 1981.

The changes in the world since the creation of the UN 36 years ago are equally numerous as profound. This is the case also regarding the NGOs themselves and their relations to the UN system. I would like to start this intervention with some reflections on that fact. These reflections will be based on experiences arrived at in different parts of the UN system.

We are in the fortunate situation that the committee this year has two documents relating to this subject on which we also can rely. I am referring to the document circulated on the request of the Mission of Ghana, called « Memorandum. Contributions of the Non-Governmental Organizations in Consultative Status with the Economic and Social Council », prepared by a CONGO board committee.

The other document circulated on the request of my delegation : A report with the title : « Non-Governmental Organizations and the United Nations System : An Examination of Formal and Non-Formal Consultative Relationships », prepared by Ms Marianne Huggard for the Conference of NGOs. Both documents are in our view very valuable for our work. The fact that

we have asked for the circulation of this document does not necessarily mean that we endorse it as a whole, but we find it of great importance to have it here in the committee,

I apologize to the authors of these two documents that I will not always refer to them when I will comment on the issues they are dealing with. It would be too tedious to do so.

We are very grateful for the very interesting intervention we just heard from Ms Alba Zizzamia speaking as First Vice President of the Conference of NGOs (CONGO). It seems that some of our comments and proposals will coincide with hers.

1. Changes inside the NGO community

Long into this century NGOs had their origin and their strength in Europe and North America. This was for example the case with religious groups, labor movements, peace and disarmament organizations, educational and scientific associations, human rights and women's movements. Gradually these organizations have been spreading their networks to other regions of the world. In a few cases they are now nearly as balanced from a regional point of view as the UN itself. In some developing

countries totally new NGOs have emerged. They are often concerned with development, racism and human rights.

During the last fifty years a number of highly specialised NGOs have been formed and new ones are still being formed, which we again have experienced in the work of this committee during this session.

2. NGOs and public opinion

I would like to underline the important role the NGOs are playing both in creating public pressure on increasing development assistance from the rich countries and their own assistance. As the CONGO committee points out in its memorandum the Development Assistance Committee of the OECD estimated the contributions from NGOs in 1977 to 1.5 billion dollars, equivalent to not less than 10 % of the official development assistance. A careful estimation is that this year the NGOs will contribute with nearly 2 billion dollars to the developing countries. The situation in the world would be totally different if the rich - and big - countries in East and West were able to make the same progress. As we all know these Governments have as a group over the last years decreased their developing assistance in real terms. In countries where a public debate is admitted, even when it includes firm criticism of the Government, NGOs are the strongest

forces in pressing for increased development assistance. Without that kind of pressure the situation would be even less satisfactory.

3. Changes in the relations between the UN system and the NGOs

According to article 71 in the UN Charter the only existing consultative relationships the NGOs should have are with the ECOSOC. Fortunately it has not been confined to that. Ms Huggard's report is giving clear evidence of that. The co-operation with the NGOs is now a fact in relation to numerous agencies, only some of them in the sphere of ECOSOC. I have counted to 27 agencies, committees, bodies etc which have contacts with the NGOs, the special set ups for the « International years » not included and there may be more. As we all know some of these UN bodies could not function at all without co-operation with the NGOs and some would be very much hampered in their activities if they could not rely on the assistance from the NGOs. We would like to give special tribute to the effective co-operation between UNICEF and the NGOs. It functions very well. Our general conclusion is not derived at all from reading reports and listening to others, it is also based on personal experiences in New York- Geneva and Nairobi and during my extensive travelling where I, on behalf of the Government, have had the privilege to meet both with representatives of the NGOs and with the UN agencies. The firm opinion of the Swedish Government is that when we are talking about NGOs which are taking their responsibility seriously, it is not these NGOs which are in need of status in the UN system. It is the UN itself which could not live without the co-operation and support of these NGOs.

It is for this committee to have a careful look on the formalities regulating this co-operation in order to improve this co-operation. The UN General Assembly has also requested ECOSOC, i.e. this committee to do so. I will come back to that.

4. Anomalies in the present situation

As Mr. Jean Ripert, Under-Secretary General for International Economic and Social Affairs pointed out in his highly valuable statement, during recent years there has been a tendency to take up important issues in the field of economic and social affairs directly in the General Assembly, bypassing ECOSOC. One important example is when the General Assembly set up the Committee of the Whole to oversee and monitor the implementation of decisions for the new international economic order. Another is when the General Assembly established the Preparatory Committee for the New International Develop-

ment Strategy. In both these cases ECOSOC was bypassed.

The results were that in neither case the co-operation with the NGO community could be properly arranged, as it would have been if ECOSOC itself has dealt with these matters. The consultations which nevertheless took place were occasionally and an extra burden for both sides. Various committees of the General Assembly have given opportunities to NGOs to speak before them, including :

- The Special Committee Against Apartheid
- The Special Committee on the Situation with regard to the implementation of the Declaration on the granting of independence to colonial countries and peoples
- The Special Political Committee
- The Fourth Committee
- The Committee of the Whole of the Tenth Special Session Devoted to Disarmament.

The co-operation has not been limited to requests from NGOs to be allowed to make statements. On many occasions the UN body in question has asked for contribution in one form or another. At the same time a great number of NGOs are making important contributions to the developing process but these NGOs do not have access to some of the committees of the General Assembly, where they could make valuable contributions. In the Third Committee an increasingly number of issues are dealt with which the NGOs have special knowledge and involvement. When the UN is organizing Ad Hoc conferences as a rule the NGOs are invited, but only after a considerable amount of discussions concerning the formulas which shall be used for inviting them. That was the reason why the General Assembly requested the Committee on Conferences (resolution A/34/50 of November 1979) to review the past experiences of these conferences in order to identify the most effective framework for future conferences. It ought to be a responsibility of our committee to request, through ECOSOC, to the Committee on Conferences that a regular formula would be established regarding the procedure for NGO participation.

In the past there has been some cases when a Secretariat of an Ad Hoc Conference has tried itself to find out which NGOs should be invited and the result has not always been satisfactory. For the Member States and for the United Nations it would be important to be able to show impartiality when inviting NGOs. Thus, adopting a special formula which can be used in all cases would be of great value.

May I add that when NGOs have in the last years been invited to conferences the results have been good. Ms Huggard is mentioning specifically the conference held in the USSR, Alma Ata, on Primary

Health Care and the Congress on Crime Prevention held in Venezuela, Caracas. In both conferences the NGOs were in the position to fully participate in both plenary sessions and committees. This can be the case in some conferences, but in others some restrictions might be necessary because of the large participation.

Proposal regarding co-operation with NGOs

The fields where the UN is co-operating with the NGOs are growing constantly. That is a fact. However, as indicated above certain anomalies are left to be remedied. The Swedish delegation would like to highlight some specific issues.

a) The General Assembly

The General Assembly committees are gradually opening themselves up to participation in different forms from the NGOs. We can today speak about an emerging praxis in this regard. This process should be welcomed and further strengthened.

b) Ad Hoc conferences

A standard formula ought to be set up for the NGO participation in Ad Hoc conferences. The formula used for the UN Conference on Desertification seems to be acceptable. (GA resolution 31/108, paras 3 and 4) : The Secretary General should be requested to invite » interested non-governmental organizations in consultative status with the Economic and Social Council to be represented by observers... » and, in addition, he should be authorized to invite «... other interested non-governmental organizations that might have a specific contribution to make to the work of the Conference to be represented by observers ».

In order to avoid any biased selectivity when inviting NGOs the Secretariat of a conference should inform the organizations about the conference and then it is up to them to request to be invited. A useful formula for inclusion in the Rules of Procedure for the conferences regarding the arrangements for the participation of the organizations was offered by the First Vice-Président of the Conference of NGOs, Ms Alba Zizzamia, in her statement to the UN Committee on Conferences, 23 April 1980:

1. Non-Governmental organizations invited to the Conference may designate representatives to sit as observers at public meetings of the Conference and its main committees.
2. Upon the invitation of the presiding officer of the body concerned and subject to the approval of that body, such observers may make oral statements on questions in which they have a special competence.
3. Written statements submitted by such non-governmental organizations on subjects in which they have a special compe-

tence which are related to the work of the Conference, shall be circulated by the Secretariat in the quantities and in the languages in which the statements are made available to the Secretariat for distribution ».

A formula like this will not solve the problem if there will not be a careful implementation. The bureaus as well as the Secretariats of the conferences have to plan for the right kind of involvement from the NGOs. There has been some unfortunate mistakes in the past. We propose that this committee proposes to the General Assembly, through ECOSOC that such a formula is accepted.

6. Staffing problems

The expanding co-operation between the UN system and the NGOs has not been accompanied by adequate increases in staffing.

We are privileged in the ECOSOC to have a hard working staff in the Department of International Economic and Social Affairs (DIESA). We are very grateful to them for the assistance we receive. But it is obvious that the ever increasing bulk of matters make it necessary to have additional Staff in DIESA.

The First Vice President of the Conference of NGOs suggested that this secretariat should be consulted by other units when dealing with the NGOs. We certainly agree on that.

Even on another point we find ourselves in agreement with Ms Zizzamia when she suggested that there ought to be made clear what kind of distinction there is be-

tween the NGOs which have consultative status with ECOSOC and those on the list of the Department of Public Information. There is a lot of confusion in this regard. We would be grateful if the Secretary-General could find ways to clarify the situation.

In Geneva at the UN there is a Liaison Office serving the in relation to the NGOs which has turned out to be of great value for both parts.

In view of this I wrote in November 1979 on behalf of the Swedish Government to the Assistant Secretary-General for Social Development and Humanitarian Affairs and proposed that a similar post had to be created in Vienna. The co-operation we all need cannot be achieved without someone having the responsibility, on full time basis, to carry this work through. It is not enough that a member of the different bureaus in Vienna, in addition to other responsibilities are trying to have contacts with the NGOs.

In this connection I would like to express our concern that in UNEP in Nairobi the position of NGO Liaison Officer has been abolished.

7. Government support to NGOs

During all sessions of this committee where I have participated numerous discussions have taken place about Government funding of NGOs. I would like to say a few words on this issue.

The resolution 1296 of ECOSOC, on which we have to base our discussions and decisions, does not forbid financial

support from Governments to NGOs. But the request is that direct and indirect support has to be openly reported. Even this year we have recognized some reluctance from a limited number of NGOs to do so. I would like to briefly inform in which way the Swedish Government approaches this question.

a) Since the beginning of Swedish development assistance the national Swedish NGOs have been in the forefront in channelling their financial resources to developing countries. They have also been the strongest advocate for continued increased official assistance, which has led to the result that Sweden already has reached the UN goal of one percent. The Swedish Government has since many years been channeling millions of dollars through the Swedish NGOs. But we have also found that international NGOs sometimes are in the position to do an excellent work, not the least in assisting refugees and we use them as channels for part of this kind of assistance.

b) We are also trying in general to assist international NGOs but with specific conditions. We never give money to an NGO for its own administration and staffing, because that would make the NGO dependent on Government support which would be harmful, not the least for staff employed. They would otherwise have to rely on Governments, a situation which could lead to political strings attached to the support.

Sweden gives support only to specific limited projects. As an example I can mention that we financed the research which Ms Huggard made on behalf of the Conference of NGOs for the document we have on our table.

During the last week it has been possible to give some « seed money » to the New York NGO Committee which will take part in the Nairobi Conference on Energy. We were the second largest contributor to the parallel forum in connection with the Women's Conference in Copenhagen. The NGO Committees on disarmament in Geneva and New York will have a joint seminar in New York and we pick up most of the travel costs.

c) One of our guiding principles is to specifically support projects, where we have some assurance that views from East and West and from North and South will be heard. That is the reason why we for example support World Council of Churches, World Federation of UN Associations, Quaker Peace and Service, International Commission of Jurists and the Conference of NGOs.

It is important for Governments as well as for the NGOs to avoid that one specific Government or group of Governments are the main financial supporter to an NGO. That could be misunderstood and harmful for all parties concerned.



162 ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES, 3/1981

**NGO'S AND THE UNITED NATIONS SYSTEM
AN EXAMINATION OF FORMAL AND NON-FORMAL CONSULTATIVE RELATIONSHIPS ***

by Marianne Huggard *

I. Introduction

Peace, disarmament, human rights, development, agriculture, energy, housing, environment, health care, refugees, disaster relief, education, youth, status of women, employment, commerce and trade are among the many activities and concerns of non-governmental organizations which provide a body of specialized knowledge and represent people from all regions of the world. The goals of these organizations frequently correspond to the very purposes of the United Nations, giving a strong basis for a mutually beneficial consultative relationship for non-governmental organizations with the United Nations system.

Non-governmental organizations are an important resource for the work of the United Nations through their activities in research, implementing projects, advocacy, and mobilizing public opinion at the international, national, and local levels. They work with the United Nations in a dual capacity : as a source of expertise upon which the United Nations can draw and a channel of communication for reaching people. In examining the consultative relationship, it is important to consider how the United Nations can more fully cooperate with and benefit from this vast resource provided by non-governmental organizations. Under Article 71 of the Charter, the Economic and Social Council (ECOSOC) may « make suitable arrangements for consultation with non-governmental organizations which are concerned with matters within its competence ».² Relationships are not, however, confined to ECOSOC, but have been established with other agencies and bodies within the United Nations system. While many relationships are based on the ECOSOC model as set out in resolution 1296 (XLIV), they have been adapted to the particular needs of the agency or body concerned. Non-formal, ad hoc working relationships have grown up, in addition to the formal relationships, through which non-governmental organizations and the United Nations system cooperate on a broad range of issues.

The past thirty-five years have brought major changes in the world which are reflected within the United Nations itself. The organizations has tripled in membership, new agencies have been created, and the focus of its work has widened. At the same time, non-governmental organizations have grown and expanded their activities with a large number in consultative status

with United Nations bodies. This has brought in a number of organizations which are both highly specialized in their activities and more broadly based. While the main arena for discussion of economic and social issues in the past has been the Economic and Social Council, the trend since the middle of the 1970's has been for more key issues, particularly economic ones, to be dealt with by the General Assembly. Recognizing this, the Seventh Special Session of the General Assembly established an Ad Hoc Committee to make recommendations for the Restructuring of the Economic and Social Sectors of the United Nations system. Included as a part of its mandate was the NGO relationship.

This report will examine some of the consultative relationships for non-governmental organizations with different parts of the United Nations system. Its purpose is to make suggestions in the context of the recommendations called for from the Economic and Social Council in the report of the Ad Hoc Committee, namely that ECOSOC:

... should examine and improve its consultative relationships with the non-governmental organizations, taking fully into account the provisions of the Declaration and programme of Action on the Establishment of a New International Economic Order. The Council should also make recommendations for the rationalization and harmonization of consultative relationships with the non-governmental organizations by the organizations of the United Nations system as a whole and in the context of ad hoc world conferences.³ Suggestions for strengthening cooperation should be mutually beneficial to the United Nations and non-governmental organizations. It is to be hoped that the ECOSOC Committee on Non-Governmental Organizations, as the Committee concerned with non-governmental organizations, will make recommendations to ECOSOC regarding the implementation of this paragraph. As a source of reference, descriptions of some consultative relationships are included in Annex I.⁴

II. The NGO Consultative Relationship with the Economic and Social Council

The consultative relationship of non-governmental organizations with ECOSOC is clearly stated in resolution 1296 (XLIV) on Consultative Arrangements, adopted in 1968.⁵ Category I consultative status may be granted to

organizations which are concerned with most of the activities of the Council and can demonstrate to the satisfaction of the Council that they have made and sustained contributions to make to the achievements of the objectives of the United Nations... and are closely involved with the economic and social life of the peoples of the areas they represent and whose membership, which should be considerable, is broadly representative of major segments of population in a large number of countries.⁶

Category II consultative status may be granted to

organizations which have a special competence in, and are concerned specifically with, only a few of the fields of activity covered by the Council, and which are known internationally within the fields for which they have or seek consultative status.⁷

Other organizations which ... can make occasional and useful contribution to the work of the Council or its subsidiary bodies or other United Nations bodies within their competence shall be included in a list (to be known as the Roster).⁸

Organizations in status with a specialized agency or United Nations body may also be included on the Roster. In addition to the possibilities for non-governmental organizations to contribute to the work of the Council, its Commissions and Committees, consultative status provides, either at the request of the Secretariat or the non-governmental organization for the latter « to consult with the appropriate sections of the Secretariat on matters in which there is a mutual interest or mutual concern ».⁹ The Secretary-General may also

... request organizations in categories I and II and those on the Roster to carry out specific studies or prepare specific papers, subject to the relevant financial regulations.¹⁰

This form of consultation is used effectively by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Unesco). It needs further expansion and de-

* A Report prepared for the Conference of Non-Governmental Organizations (New York October 1980). The views expressed in this paper are those of the author and do not necessarily reflect the opinions of the Board of the Conference of Non-Governmental Organizations in Consultative Status with ECOSOC.

¹ NGO Liaison Officer, UN Conference on New and Renewable Sources of Energy, Nairobi, 1981. Past First Vice-President CONGO.

development within the ECOSOC consultative relationship, where there are many expert non-governmental organizations which are fully qualified to carry out such studies for the Secretariat. According to resolution 1296 (XLIV), the Secretary-General is authorized « within the means at his disposal » to offer certain facilities to non-governmental organizations. These include the distribution of documents; arrangements for informal discussions on matters of interest; provision of accommodation for conferences and smaller meetings; and seating and documentation for public meetings of the General Assembly.¹¹ Due to the pressure in recent years on conference room facilities at United Nations headquarters non-governmental organizations are no longer able to obtain such facilities for collective meetings. While the reasons for this can easily be understood, it denies non-governmental organizations, member governments, and the Secretariat alike the possibilities of having effective non-governmental organizational presence at United Nations headquarters for meetings such as the Assembly of the Conference of NGOs in consultative status with ECOSOC. Likewise non-governmental organizations are unable to arrange conferences within the building on major United Nations issues. In this respect, the arrangements made for collective consultation for non-governmental organizations within Unesco are more fully developed. The non-governmental organization consultative relationship with ECOSOC, as set out in resolution 1296 (XLIV), is adequate and gives opportunities for strengthening the relationship with ECOSOC. The resolution provides a means for consultation with non-governmental organizations; reporting procedures on their activities; and a mechanism for admitting non-governmental organizations to status through the Council Committee on Non-Governmental Organizations. With the cooperation of non-governmental organizations in working within the tenets of the resolution, governments in attaching due importance to the work of the Committee and of the Secretariat in giving the necessary support services, the resolution serves as a basis for an effective relationship.

III. Current Trends

Some of the problems which arise for non-governmental organizations are problems for ECOSOC itself. During recent years, there has been a tendency for important economic issues to be discussed directly by the General Assembly. Without discussing the merits of this change, it should be noted that unless some provision is made for General Assembly consultation with non-governmental organizations the opportunities for fruitful cooperation between non-governmental organizations and the United Nations will be diminished.

With the setting up of the Committee of the Whole Established Under General Assembly Resolution 32/174 in 1977 to oversee and monitor the implementation of decisions for the new international economic order, no provision in its rules of procedure or terms of reference for participation of non-governmental organizations was made. In 1978, rather than use the existing ECOSOC Committee on Review & Appraisal, the General Assembly established the Preparatory Committee for the New International Development Strategy. While non-governmental organizations would have been able under ECOSOC rules to make oral and written statements in the Committee on Review and Appraisal, opportunities for their participation in the Preparatory Committee were limited to the provision of seating and arrangements for their documents to be available for delegates.¹² In 1979, following the recommendations of the United Nations Conference on Science and Technology for Development, the General Assembly established an Intergovernmental Committee for Science and Technology for Development.¹³ The resolution establishing the Intergovernmental Committee Invites all appropriate intergovernmental organizations, non-governmental organizations and other concerned organizations to participate in the work of the Committee according to procedures established by the Committee.¹⁴

As such it provides a real opportunity for non-governmental organizations to be involved in the work of a General Assembly Committee. One substantive session has been held to date during which the ECOSOC rules were applied for non-governmental organization participation.

It is not only with regard to economic issues that important debates are taking place in the General Assembly rather than ECOSOC. If one looks at the work of the Third Committee, one sees that it is dealing increasingly with issues about which non-governmental organizations have considerable expertise. NGOs, especially those which have followed these issues through ECOSOC on the way to the General Assembly, could contribute to the deliberations should they be given the opportunity to do so.

Non-governmental organizations are extremely active in disseminating information about the United Nations and its work. They are indeed called upon repeatedly to do so by the General Assembly and its bodies, including ECOSOC. The Committee on Public Information, however, has no formal relationship with consultative non-governmental organizations. Serious consideration should be given to the question of extending the consultative relationship to a relationship with the General Assembly and the various bodies established by and functioning under it.

The formula under resolution 1296 (XIV) for consultative status with ECOSOC could be the basis for a relationship with the General Assembly as has already been demonstrated by the example of the Intergovernmental Committee on Science and Technology for Development.¹⁵ Non-governmental organizations have spoken before certain of the regular committees of the General Assembly, in addition to representatives of national liberation movements, representatives of non-governmental organizations, clearly recognized as experts, have been heard as petitioners by the Fourth Committee (Decolonization). Non-governmental organizations have also been heard by the Special Political Committee on policies of apartheid, with the following General Assembly decision being adopted in 1977:

... the General Assembly decided without objection to endorse the report of its Special Political Committee on a meeting held that day to hear statements by five organizations on the policies of apartheid of the Government of South Africa.¹⁶

They have subsequently addressed this Committee at the Thirty-third, Thirty-fourth, and Thirty-fifth sessions of the General Assembly. Moreover, at the urging of the Secretary-General to the General Assembly in 1976 to consider as highest priority the question of airline hijacking and hostage taking, the Special Political Committee heard a representative of the International Federation of Airline Pilots Associations.

Non-governmental organizations also have opportunities to participate in the work of the special committees of the General Assembly. The Special Committee on the Situation with regard to the Implementation of the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples has on many occasions heard representatives of non-governmental organizations in addition to individual petitioners and members of liberation movements. As non-governmental organizations do not have official status, their requests to be heard are addressed through the Chairman of the Committee. The Committee itself may also take the initiative in inviting non-governmental organizations.

The Special Committee Against Apartheid both receives requests from non-governmental organizations and invites them to participate in its work. They may be there both as petitioners and consultants with such invitations to consult being initiated by the Committee. It has also at times co-sponsored meetings with non-governmental organizations. Prior to their involvement in the Preparatory Committee on the New International Development Strategy,¹⁷ non-governmental organizations were involved in a limited way in the Preparatory Committee for the Tenth Special Session Devoted to Disarmament. Arrangements were made

for seating for non-governmental organizations and for documents, prepared by non-governmental organizations, to be available for delegates. At both Tenth and Eleventh Special Sessions themselves such facilities were again provided. On the occasion of the Tenth Special Session a limited number of organizations were also permitted to address the Committee of the Whole. While non-governmental organizations should work for a consultative relationship with the General Assembly itself, they should, at the same time, proceed on an ad hoc basis to develop relations with the different committees as an interim measure.

IV. United Nations Conferences

According to resolution 1296 (XLIV), the Council

... may invite non-governmental organizations in categories I and II and on the Roster to take part in conferences called by the Council under Article 62, paragraph 4, of the Charter of the United Nations. The organizations shall be entitled to the same rights as sessions of the Council itself, unless the Council decides otherwise.¹⁹

Since the United Nations Conference on the Human Environment in 1972, various Conferences have been held under the aegis of ECOSOC or the General Assembly. These conferences have frequently been of special interest of non-governmental organizations and on issues about which non-governmental organizations could make a valuable contribution. Until now, each individual conference has decided whether or not non-governmental organizations should be invited to participate and if so, how. While no formal decision has been taken with regard to the establishment of a uniform procedure, since 1974 it is possible to trace a clear-cut and consistent policy with regard to invitations and participation. The Ad Hoc Committee on the Restructuring of the Economic and Social Sectors of the United Nations System mentioned above proposed inter alia that ECOSOC should » ... make recommendations for the rationalization and harmonization of consultative relationships ... in the context of ad hoc world conferences ».²⁰ Last year the General Assembly requested the Committee on Conferences in resolution A/34/50 of 23 November 1979 ... to review the organizations and servicing arrangements of past special conferences and their preparatory meetings with a view to identifying the most effective framework for the organization of such conferences in the future.²¹ In light of the above, it would be appropriate for the Committee on Non-governmental Organizations to request, through ECOSOC, the Committee on Conferences to recommend the adoption of a regular

procedure for their invitation and participation in ad hoc world conferences. If standard wording were to be adopted, it would help government delegates, non-governmental organizations and members of the Secretariat alike. Frequently delegates or members of the Secretariat involved with the preparatory phases of ad hoc world conferences have not had previous experience with such conferences nor with the procedures for the participation of non-governmental organizations. To enable the strongest possible participation of non-governmental organizations in conferences, the Secretary-General should be requested to invite « Interested non-governmental organizations in consultative status with the Economic and Social Council to be represented by observers... » and, in addition, he should be authorized to invite » ... other interested non-governmental organizations that might have a specific contribution to make to the work of the Conference to be represented by observers ».²² In determining which non-governmental organizations in consultative status should be invited, the procedure frequently used has been for the organizations themselves to decide whether they are interested and wish to be invited. The Secretariat informs the organizations about the Conference and interested organizations then request an invitation. This practice has been highly successful. Where lists have been drawn up by the Preparatory Committees or Secretariat, on the other hand, difficulties have arisen with the omission of some non-governmental organizations which could have made a valuable contribution. Resolutions on United Nations conferences usually make provision for non-governmental organizations participation as observers at public meetings of the Conference and its main committees; the making of oral statements; and circulation of written documents. Possible wording for inclusion in the Rules of Procedure for such conferences on the participation of non-governmental organizations was suggested to the Committee on Conferences when the matter was discussed by the First Vice President of the Conference of NGOs, namely:

1. Non-governmental organizations invited to the Conference may designate representatives to sit as observers at public meetings of the Conference and its main committees.

2. Upon the invitation of the presiding officer of the body concerned and subject to the approval of that body, such observers may make oral statements on questions in which they have a special competence.

3. Written statements submitted by such non-governmental organizations on subjects in which they have a special competence and which are related to the work of the Conference, shall be circulated by the Secretariat in the quantities and in the languages in which the statements are

made available to the Secretariat for distribution.²³

The problems non-governmental organizations have faced in recent conferences with regard to being heard in the plenary should also be mentioned. Of the large number of organizations participating in the United Nations Conference on Science and Technology for Development in Vienna in 1979, only a few heard. At the World Conference of the United Nations Decade for Women, until the final days, it appeared likely that the only non-governmental organization statement in the plenary would be from the President of the Conference of Non-Governmental Organizations. As she said : <... I cannot speak on behalf of all 37 NGOs who have different concerns to voice at this important gathering of UN members >.²⁴ Ultimately the Bureau of the Conference decided to allow to speak those Category I organizations which had signed up. While this decision gave non-governmental organizations the opportunity to be heard, it should not be seen, in any way, as a precedent for future world conferences insofar as it undermines the ECOSOC consultative process.

Categories I and II and the Roster are a means of grouping non-governmental organizations according to their expertise. In the context of ad hoc world conferences called to consider a particular subject, organizations in Category II, by virtue of their limited focus, may have more to contribute on a specific issue than organizations such as those in Category I which are involved in a broad range of activities. It is not in the plenary sessions alone, however, that non-governmental organizations are able to make an important contribution. Due to their expertise, they can also participate in the work of the various committees. It is therefore to be hoped that opportunities will be made for them to make oral interventions there also.

In citing highly successful participation of non-governmental organizations in United Nations Conferences, one might draw attention to the Alma Ata Conference on Primary Health Care where representatives of non-governmental organizations were full participants in both plenary sessions and committees. A further example of strong non-governmental organization participation in a conference can also be seen in the recent Congress on Crime Prevention held in Caracas, Venezuela in September 1980. On this occasion, while ECOSOC rules were applied, non-governmental organizations again had the opportunity to participate fully.

V. Comparison of Different Consultative Relationships

Formal relationships exist for non-governmental organizations with many parts of the United Nations system, varying from agency to agency and from body to body.

Some are akin to the ECOSOC relationship providing primarily a means for input into the governing and subsidiary bodies. Others are more concerned with cooperation at the operational level. In formal some have two or three categories of relationship, others only one. There is no one model, but each is peculiar to the needs of the body concerned. The consultative relationship for non-governmental organizations with Unesco promotes strong cooperation in operational activities. Non-governmental organizations are consulted in the preparation of the Unesco programme and are involved in carrying out the work of the organization through the granting of subventions for specific activities and projects. The non-governmental organization relationship with UNICEF, which is based on the ECOSOC relationship, is another example of a very close formal and working relationship. Provision is made not only for input from non-governmental organizations into the work of the UNICEF Board, but help is also given to non-governmental organizations to facilitate their field level activities. At the other end of the spectrum, the most restrictive application of a relationship is that of the International Labour Organization (ILO). Outside the Tripartite system which has non-governmental participation built in full status has been granted to only six organizations. More limited opportunities for consultation are afforded to those organizations which have an interest in at least one of the sectors of ILO activity. The relationship with the Food and Agricultural Organization (FAO) is generally restricted to participation in the FAO Conference and its committees. Consultative status with the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) is comparable to that of ECOSOC with two categories of relationships. Organizations in the Special Category are given comparable rights to those of organizations in the General Category on specific matters in which they have expertise.

An interesting trend which has developed in recent years is the extension of relationships beyond the purely formal consultative level. If one examines the non-governmental relationship with the World Health Organization (WHO), one sees that it has been linked purely to the Governing Body of the Organization and its committees. In the past two years, however, the Board has changed its policy saying that organizations in status should work out a programme of joint activities with WHO for a three-year period. In the case of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO), since the adoption of the »Lima Declaration and Plan of Action on Industrial Development and Cooperation«, the organization has begun to develop working relationships with individual non-governmental organizations which involve the drawing up of a - Mem-

orandum of Co-operation » or in some cases an »Agreement of Co-operation». Looking at other agencies, one can see that while they maintain consultative relationships, they also on occasion work with non-governmental organizations outside such relationships. In the majority of cases the non-governmental organizations concerned tend to be highly specialized and are able to provide an important resource of expertise. This is particularly evident in the case of the World Intellectual Property Organization (WIPO), for example, where non-governmental organizations are regarded as independent experts in the field of copyright. One can see similar close relationships with the International Atomic Energy Agency (IAEA), or the International Telecommunications Union (ITU), or the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization (IMO). It should be noted that at the present time although called for under the Agreement for its establishment, the International Fund for Agricultural Development (IPAD) has not yet developed a relationship for cooperation with non-governmental organizations. Relationships have been developed in the past few years with such bodies of the United Nations system as the United Nations Environment Programme (UNEP) and the United Nations Commission on Human Settlements. The relationship with the United Nations Commission on Human Settlements is closely based on the ECOSOC relationship insofar as non-governmental organizations in consultative status with ECOSOC - dealing with problems of human settlements » may be represented by observers and may make oral or written statements. In addition

... entities referred to in section VIII of General Assembly resolution 32/162 may have representatives present at such meetings when matters within their field of competence are discussed.²⁴ The relationship with UNEP, on the other hand, has no formalized structure. NGOs may attend UNEP's Governing Council and all Conferences and public meetings as observers. NGOs may make written inputs into Governing Council and other UNEP-sponsored meetings. International NGOs may contribute to debates and discussions in Committee sessions of the Governing Council and UNEP-sponsored meeting.²⁵

UNEP has not restricted participation to international non-governmental organizations. National and regional organizations are also allowed to participate in Governing Council meetings and Conferences.²⁶ While a formal relationship may at times be restrictive, it does give a de jure means of input into the work of the organizations concerned and provides a basis upon which to establish further working relationships. A non-formal relationship provides for a great deal of flexibility, yet it relies, at the same time, on the goodwill and

support of the officials of the body concerned. The weakness of this type of relationship has recently been demonstrated in UNEP with the abolition of the position of NGO Liaison Officer. While non-governmental organizations cooperating at the technical level will probably not be adversely affected and smaller groups which communicate through the Environment Liaison Centre, will continue to do so, a number of consultative international non-governmental organizations will lose their channel of communication into the system.

Some strong working relationships exist between non-governmental organizations and the United Nations system, particularly in the area of humanitarian aid. In times of disaster the United Nations Disaster Relief Organization (UNDRO) relies on the relief assistance of non-governmental as well as various other organizations inside and outside the United Nations system. Serving as a focal point, UNDRO works closely with many non-governmental organizations including the League of Red Cross Societies whose work is predominantly in this area. On an ongoing basis UNDRO meets regularly in a series of monthly meetings with representatives of these non-governmental organizations in Geneva.

Non-governmental organizations have a formal relationship « basically governed by ECOSOC resolution 1296 (XLIV) »²⁷ with the Executive Committee of the United Nations High Commissioner's for Refugees Programme (UNHCR). They work closely with the Office of the High Commissioner in operational activities as well as in fund raising and public information.

The United Nations Relief and Works Agency (UNRWA) also receives strong support from non-governmental organizations in providing financial assistance for its programmes and cooperating at the operational level under agreements to provide services to Palestinian Refugees. Relationships for non-governmental organizations with the Regional Commissions are based on the ECOSOC relationship, although certain Commissions have made some modifications²⁸ including the encouragement in some cases of participation of regional and subregional non-governmental organizations.²⁹ As organizations strengthen their activities at the regional level, the Regional Commissions could provide an important vehicle for increasing cooperation between non-governmental organizations and the United Nations system. As far back as 1975 it should be noted, the Secretary-General indicated that

The regional commissions should be encouraged to establish focal points for liaison with non-governmental organizations and their divisions, sponsoring meetings in fields of mutual interest, and among the organizations themselves, in order to develop more functional and coordinated relationships...³⁰

It is in the work of many of the functional commissions that non-governmental organizations are particularly active. Through the expertise they bring, for example, they have made a valuable contribution over a long period of time to the work of such Commissions as those on Human Rights and the Status of Women. In addition to the formal role, they also have developed close working relationships with the Secretariats concerned including the Advancement of Women, Youth, Aging, Population, and Crime Prevention and Criminal Justice.

Non-governmental organizations have already developed an active role in the more recently formed Commission on Transnational Corporations. They participate under ECOSOC rules in the work of the Commission itself, the Inter-Governmental Working Group on a Code of Conduct and the Ad Hoc International Working Group of Experts on Standards of Accounting and Reporting. Several of the Expert Advisors who serve in their personal capacities assisting in the work of the Commission and its working groups come from backgrounds of trade union and business organizations. In addition to its work on the Code of Conduct, recognizing the interest and expertise of non-governmental organizations, the Commission requested the Centre to solicit their views and prepare a report. The Centre itself is developing an informal working relationship with interested organizations, particularly trade union, business, and consumer organizations. Their advice, assistance and cooperation is asked for on an ad hoc basis.

Non-governmental organizations have access according to ECOSOC rules to the Governing Council of the United Nations Development Programme (UNDP). UNDP is particularly interested in working with non-governmental organizations on a non-formal basis at the country level. Resident representatives have been alerted to this through such memoranda as that on « Strengthening Collaboration with Non-Governmental Organizations »³¹ and the « Administrator's Statement on Programme Collaboration with Voluntary Agencies ».³² The Conference on Technical Co-operation Among Developing Countries (TCDC), moreover, specifically addressed the question of enhancing the contributions by professional and technical organizations.³³

VI. United Nations Liaison with Non-Governmental Organizations

For non-governmental organizations to be able to work effectively, strong, easily identifiable liaison with the United Nations Secretariat is extremely important. Liaison is necessary both with regard to procedure and technical programming and should be at the highest level if the United Nations and non-governmental or-

ganizations are to benefit fully from the consultative relationships. Considering the growth in the number of organizations in consultative status and the activities with which they are involved in economic and social affairs, the Non-Governmental Organization Unit which has recently been restructured within the Department of International Economic and Social Affairs (DIESA) needs strengthening for the work it has to perform. It will become increasingly difficult with the present staffing of that unit for non-governmental organizations to receive the liaison assistance they require to function effectively. As has already been pointed out, the expertise of non-governmental organizations goes beyond the realm of ECOSOC and covers many General Assembly concerns. It should be noted that the unit's mandate is larger than that of the department in which it is housed (e.g. DIESA does not include in its programs such areas as human rights and transnational corporations). The use fully the potential of non-governmental organizations in carrying out studies and preparation of papers for the Secretary-General and to expand their consultation with the Secretariat it is important for the NGO unit to work closely with the secretariats of substantive sections beyond ECOSOC concerns so as to increase their awareness of possibilities for consultations with non-governmental organizations. In addition to the heavy workload of the NGO unit and the valuable work done outside Headquarters for non-governmental organizations such as through the Liaison Office in Geneva, it is imperative that a Liaison Office be established in Vienna as soon as possible particularly as several substantive units have already moved there. At the substantive level the closer the relationship established by the relevant units with non-governmental organizations, the more effective non-governmental organizations can be. The development of a very strong relationship between UNICEF and non-governmental Organizations, for example, has been due in large measure to the fact that the Secretary of the Executive Board also serves as Chief of the Non-Governmental Liaison Office. As such, liaison is at the highest level. It is desirable that each department designate a full or part-time official who would serve as a contact point between the unit concerned and non-governmental organizations. Such an individual would not only facilitate contact for non-governmental organizations with the appropriate persons within that department but also assist the NGO unit in the implementation of its work.

Given the recommendation of the Ad Hoc Committee on Restructuring regarding the « rationalization and harmonization - of consultative relationships with the non-governmental Organizations in consultative status, it should be pointed out that there is no designated contact point deal-

ing exclusively with non-governmental organizations at the present time within the office of the Director-General for International Economic Cooperation. However, the Director-General himself and members of his department do consult with NGOs on issues of mutual concern.

If one looks at the various ad hoc world conferences which have been held in recent years, one can see that some secretariats have appointed liaison officers to work specifically with non-governmental organizations. Others, on the other hand, have not, giving the task instead to either one or more individuals as a secondary function. Recognizing the important role that non-governmental organizations can play in informing the public at large about the work of these conferences as well as contributing their expertise, it would be advantageous to both non-governmental organizations and the United Nations system if the appointment of a non-governmental liaison officer were to become a standard procedure.

VII. Conclusions and Recommendations for Improving Relationships Between Non-Governmental Organizations and the United Nations System

Consultative relations existing at the present time provide a strong basis for participation of non-governmental organizations in the work of the United Nations system. The suggestions, listed below and discussed earlier in the paper, would serve to increase the effectiveness of non-governmental organizations within the system and to ensure the greatest benefit from the relationship to governments, the Secretariat and non-governmental organizations alike.

2. Efforts should be made to utilize fully the existing relationship under resolution 1296 (XLIV) including the expansion of cooperation between non-governmental organizations and the Secretariat with respect to consultations, requests for preparations of reports, etc.
3. An overall relationship for non-governmental organizations should be established with the General Assembly. Existing relationships should be fully utilized by non-governmental organizations.
4. Standardized procedure should be established for non-governmental organization participation in ad hoc world conferences.
5. Non-governmental organizations should be further encouraged to expand their consultation and participation at the regional level.

5. The Secretariat should be strengthened with regard to its relationships with non-governmental organizations particularly through the Expansion of the Non-governmental Organization's

Consultation & Participation

Unit in the Department of International Economic and Social Affairs, and the opening of a Liaison Office in Vienna. Non-governmental organizations provide expertise and a channel for the concerns of the people to be heard directly at the United Nations. Their experience in working at the local level is unique as is the research and work they undertake. Representing people from all regions of the world, they provide a rich and powerful resource. As such, it is of utmost importance that their expertise be used and that the United Nations benefit from the cooperation they offer.

1 United Nations Charter of the United Nations, Chapter I, « Purposes and Principles ». Article 1.

(1) To maintain international peace and security, and to that end, to make effective collective measures for the prevention and removal of threats to peace...

(2) To develop friendly relations among nations based on respect for the principles of equal rights and self-determination...

(3) To achieve international co-operation in solving international problems of an economic, social, cultural

tal freedoms for all without distinction as to race, sex, language, or religion; and

2 Ibid. Chapter X, « The Economic and Social Council ». Article 71.

32/197 Annex, Section II, para 11.

4 Information on relationships with other specialized agencies is available upon request.
5 United Nations Economic and Social Council resolution 1296 (XLIV) supersedes the arrangements set out in resolution 288 B (X) of 27 February 1950.

6 E/1296 (XLIV), para III, para 16 (a).

7 Ibid., para III, para 19.

8 Ibid., para X, para 44.

9 Ibid., para X, para 45.

10 Ibid., para X, para 46.

11 Ibid., para X, para 46.

12 Rule under ECOSOC rates NGO statements as cit-

able was provided on which NGOs could place copies of documents and statements for delegates to pick up.

13 United Nations General Assembly Resolution 3227B, part II, para 1.

14 Ibid., para 12.

15 See above p. 5.

16 United Nations General Assembly Resolution 32/406.

17 See above p. 5.

18 Ibid., para III, para VII, para 34.

19 See above p. 2.

20 United Nations General Assembly Committee on Con-

ferences, Organization and Servicing Arrange-

ments of Special Conferences and Their Prepara-

tory Meetings. Report of the Secretary-General.

A/4AC/1980, para 1, 2, para 4.

21 Statement made by Alia Zizzamia, Representative at

ECOSOC of the World Union of Catholic Women's Or-

ganizations and First Vice-President of the Confer-

ence of Status with ECOSOC, to the UN Committee on

Conferences, 23 April 1980.

22 Forum BO, Copenhagen, July 24, 1980, p. 1.

May 1980. Rules of Procedure on the Commission

on Human Settlements, 3/10. Rule 61, para. i. Gen-

eral Assembly Resolution 32/162. Section VIII. Rec-

ommends that, « at the global and regional levels, coo-

nical and scientific institutes, non-governmental organiza-

their knowledge and experience in the field of human settlements, at the intergovernmental level, this cooperation should be formalized and at the secretarial level it should be brought about by the establishment of ap-

25 NGO Relations with UNEP. Report to Conference M Non-Governmental Organisations in Consultative Status with the U.N. Economic and Social Council Gary Gallon, Environment Liaison Centre Kenya 15 May 1979, p. 1.

26 Ibid., p. 3.

27 Letter to Author from United Nations High Commis-

ioner for Refugees (UNHCR) Liaison Officer with Non-

Governmental Organizations, 18 August 1980

28 The Economic Commission for Africa (ECA) only per-

mits non-governmental organizations to make written

not oral statements, for example, - Reply recent

Report Submitted to the Commission, 20 June 1979

29 Report received by the Secretary of the Economic Com-

mision for Latin America, 15 June 1979

30 Economic and Social Council, Committee on Non-

Governmental Organizations. Report of the Secre-

tary-General in Response to Recommendations of

cil Resolutions 17399 (LIV), E/C.2/768, 13Feb 1978

p. 5 para 28.

31 United Nations Development Programme, 21 Jan-

uary 1975. UNDP/ADU/226: UNDP/ADMFIELD/032/

32 United Nations Development Programme, 31 Jan-

uary 1977. UNDP/CR/FIELD/72

33 Report of the UN Conference on Technical Co-

operation Among Developing Countries (A/Conf.

79/13/Rev. 11 Decisions of the Conference. III. Action

appropriate sub-regional intergovernmental organiza-

tions, at the request of and in close collaboration with

United Nations Regional Commissions and other Unit-

ed Nations organizations, should conduct appropriate

and recommend to Governments action programmes

and scientific organizations concerned in support of TCDC.

Annex I

Introduction

As has been discussed above, a variety of consultative relationships also exist outside the ECOSOC relationships for non-governmental organizations with different parts of the United Nations system. Included in this annex are more detailed descriptions of some of these relationships. Due to limitations of space it is impossible either within the body of the report or the annex to describe all existing relationships in detail. Information is, however, available upon request on those relationships not included. In collecting information, members of the respective secretariats responsible for relationships with non-governmental organizations were interviewed in addition to the examination of relevant statutes, rules of procedure, resolutions and documents describing the consultative relationship.

United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)

At the present time 102 organizations are in consultative status with the United Nations Conference on Trade and Develop-

ment (UNCTAD) : of these forty-six are in the « General Category » and the others are in the « Special Category » ...

Consultative status is granted to organizations, international in structure and - concerned with matters of trade and of trade as related to development ».¹ Such organizations interested in, and working on, most of the Board's activities are given General Category status, organizations involved only in specific matters Special Category.² A Register is also maintained for national non-governmental organizations placed on it after consultation with the national government concerned.³ Organizations in the « General Category » may send observers to « public meetings of the Board, its sessional committees and subsidiary organs ».⁴ Upon invitation of the Presiding Officer they may make oral statements. Written statements are circulated by the Secretariat. Organizations in the « Special Category » are entitled to the same rights when the Board is dealing with matters in which they have expertise.

The Secretary-General of UNCTAD is authorized « within the means at his disposal - to provide such services to non-governmental organizations as distribution of documents, access to Press Documents

and « arrangements for informal discussions of matters of special interest to groups or organizations ».⁵ The Bureau considers applications for status, taking into account the recommendations of the Secretariat as to which category the organization should be admitted. Once an organization is in status there is no review procedure. Procedural matters for consultative non-governmental organizations are handled through the External Relations Unit with organizations maintaining direct links with the appropriate divisions on substantive issues. Non-formal relations with non-governmental organizations are handled through the UNCTAD Information Office, which is particularly interested in mobilizing support for UNCTAD-related issues. It works mainly with non-governmental organizations active at the national level and cooperates on common programmes with the Non-Governmental Liaison Service (Geneva).

¹ United Nations Conference on Trade and Develop-

ment, Rules of Procedure of the Trade and Develop-

ment Board, Reprinted Geneva 1977. TD/816/Rev.

2 Annex III, I, para 1.

3 Ibid., Annex III, I, para J2 (a) & 12 (b)

4 Ibid., Rule 79.

5 Ibid., Annex III, IV 1 - 3.

The strongest activities involving non-governmental organizations have been arranged in connection with UNCTAD IV and V. the programmes for which included workshops in advance of the Conference; pre-conference newspapers; newspapers during the conferences and a post-conference evaluation. The office was involved in working with church groups in the Federal Republic of Germany who were responsible for writing the « UNCTAD Memorandum ». It also worked with such organizations as the World Development Movements based in the United Kingdom. At the present time it is cooperating with the International Coalition on Development Action (ICDA). The Secretariat has provided facilities and speakers to non-governmental organizations together with materials and information for dissemination through organizations networks. This type of non-formal relationship is particularly helpful to non-governmental organizations active at the national level. It provides them with assistance necessary for increasing their effectiveness and working for change in the attitudes toward development particularly within developed countries.

United Nations Children's Fund (UNICEF)

The United Nations Children's Fund (UNICEF) has developed close working relationships with non-governmental organizations whose work bears on the situation of children ... UNICEF sees non-governmental organizations as providing an « important channel for influencing public opinion on behalf of children in developing countries and increasing public opinion of UNICEF's work ..» At the same time UNICEF fully recognizes the important role they play with regard to policy formation in encouraging participation at the local level and by providing links between the government and communities. Non-governmental organization projects are viewed, moreover, as demonstrations of « what might later be undertaken on a broader scale ».²

Non-governmental organizations already in consultative status with ECOSOC or any of the Specialized Agencies may, upon request, be granted consultative status with UNICEF. In 1980 112 organizations have such status. Consultative status gives non-governmental organizations

... the privilege of being seated in Board and Programme Committee sessions, circulating statements and, with the approval of the Chairman, making oral statements.³

Even before the granting of consultative status to non-governmental organizations, the Executive Director of UNICEF had taken the initiative of establishing « an Advisory Committee of International Non-Governmental Organizations - con-

sisting of thirteen international organizations. Following the decision of the UNICEF Executive Board to grant consultative status, the committee was reconstituted as the « Non-Governmental Organizations Committee on UNICEF ». While initially membership of the committee was a condition of consultative status, this pre-requisite was eliminated by the Board in order to emphasize the importance of relationship with individual organizations.⁴ In practice non-governmental organizations in consultative status are usually members of the committee. The purpose of the Non-Governmental Organizations Committee on UNICEF is

... to facilitate co-operation among member organizations, and between the member organizations and the UNICEF Executive Board, secretariat and National Committees.⁵

As such it enjoys a close working relationship with the Board and secretariat.

The Secretary of the Executive Board has served as Chief of the Non-Governmental Liaison Office. This has greatly contributed to the development of the strong relationship. UNICEF is frequently invited to attend or participate in conferences, seminars, workshops or exhibits organized by non-governmental organizations on subjects of mutual interest. The Liaison Office communicates on a regular basis with organizations in consultative status as well as providing such support services as meeting space and secretarial assistance for the Non-Governmental Organizations Committee on UNICEF. In addition to the work of the Liaison Office itself in New York, a « senior staff member in the UNICEF European Office » has been given the responsibility of « liaison with NGOs (sic) whose headquarters are located in Europe ».⁶ Close working relationships also exist between non-governmental organizations and UNICEF's Department of Public Information.

Although UNICEF is limited to providing aid only for programmes requested by « Governments and for which the Government accepts responsibility »,⁷ non-governmental organizations are designated in many instances to help implement such programmes.

Non-governmental organizations are often asked to provide UNICEF with - information, opinion and recommendations in fields of mutual interest in which they have special experience and competence ». In addition they may be invited to undertake specific studies for UNICEF.⁸

While contributing directly to the work of the Executive Board is confined to those organizations in consultative status. UNICEF

... stands ready to work with any non-governmental organization on matters of mutual interest whether or not it has attained consultative status with UNICEF.⁹

United Nations Relief and Works Agency for Palestinian Refugees in the Near East (UNRWA)

The United Nations Relief and Works Agency for Palestinian Refugees in the Near East (UNRWA) has existed since 1950 as a temporary agency of the United Nations reporting directly to the General Assembly to serve the needs of displaced Palestinian refugees.

No formal relationships exist for non-governmental organizations with the Advisory Commission, the Agency's governing body. It is, however, possible for non-governmental organizations, either international or national in character, to support the work of the Agency. While the greater part of the agency's budget is provided through voluntary contributions from government, voluntary agencies and other non-governmental organizations make significant contributions.¹ A number of voluntary agencies, again both national and international, provide operational programmes for direct assistance to refugees registered with UNRWA. For example, the Near East Council of Churches (WCC) has programmes in Gaza and the World Alliance of Young Men's Christian Associations is involved in youth leadership programmes in Jordan. To avoid duplication of work the Agency meets regularly with voluntary agencies.

On the operational level, a strong relationship can be seen to exist between UNRWA and voluntary agencies in particular, with the latter providing assistance where possible.

International Labour Organization (ILO)

Apart from the employers' and workers' organizations which, in accordance with its Constitution, play an essential role in the work of the International Labour Organization (ILO), the consultative relationship for non-governmental organizations with the International Labour Organization is one of the most restrictive with only six organizations being granted full

methods. (E/ICEF/CRP/72-2) 16 March 1979, para

69.

2 Ibid., para 61.

3 Ibid., para 64.

4 United Nations Children's Fund. E/ICEF/MISC 187. November 1971, para 4.

5 United Nations Children's Fund. E/ICEF/CRP/72-2. para 65.

6 United Nations Children's Fund. E/ICEF/MISC 187.

7 United Nations Children's Fund. E/ICEF/CAP/72-2 para 62.

8 Ibid., para 63.

9 Ibid., para 66.

1 It should be noted that in listing contributions from non-governmental sources, the agency includes individuals, corporations and local groups in addition to national and international organizations.

status and twelve having regional consultative status.'

In 1956 the Governing Body decided to open up participation to other non-governmental organizations by approving the establishment of a « Special List of Non-Governmental Organizations » by the Director-General. This « Special List » is open only to organizations meeting certain criteria including length of existence, membership, the geographical coverage of the NGO, its practical achievements and the international nature of its activities ». The organization must have an - evident interest in at least one of the fields of activity of the ILO ».² The decision on inclusion of the non-governmental organization on the - Special List - is made by the Director-General who communicates the names of organizations admitted to the Governing Body. Non-governmental organizations in full consultative status may request an invitation to attend the ILO Conference if they have - a particular interest in one or more technical items on the agenda ». Non-governmental organizations on the - Special List » may likewise apply. Representatives of non-governmental organizations may « make or circulate statements for the information of the Conference on questions which are being considered by the Conference other than administrative and financial matters ».³ Similar rights are granted in the committees. Non-governmental organizations not concerned directly with any item on the Agenda may be represented by « registered observers » upon request to the ILO. As such they do not have the right to speak but may submit documents for circulation in advance of the meeting. Only the six organizations in full consultative status are invited to the meetings of the Governing Body.

Non-governmental organizations on the « Special List » may apply to the Governing Board for an invitation to participate as observers in Regional Conferences and may also request, through the Director-General, permission to participate in meetings of Industrial Committees and tripartite technical conferences. They are not, however, « invited to attend meetings of committees of experts or other meetings (e.g. symposia) that are not of a tripartite character», although they may submit documents for circulation in advance of such meetings. Only the six organizations in full consultative status are invited to meetings of the Governing Body.

The organizations in full status are the International Confederation of Free Trade Unions, the World Confederation of Labour, the World Federation of Trade Unions, the International Organization of Employers, the International Cooperative Alliance, and the International

ILO Special List of Non-Governmental Organizations p 1

Standing Order of the International Labour Conference

170 ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES. 3/1981

Organizations in full status and on the « Special List - receive agendas and documentation for meetings to which they are invited to send representatives. They, in turn, are requested to transmit to the ILO agendas, background documents, and reports of their meetings. Non-governmental organizations are serviced through a liaison office with direct contacts on technical issues with the appropriate units. Facilities are available for non-governmental organization meetings but they must pay for their own interpretation.

Food and Agricultural Organization (FAO)

Formal consultative relations exist for international non-governmental organizations with the Food and Agricultural Organization (FAO) which are intended ... to enable FAO to secure expert information and advice and technical cooperation and assistance from international non-governmental organizations and to enable organizations which represent important sections of public opinion and are authorities in their fields of professional and technical competence to express the views of its members.¹ Depending on the areas of expertise of the organization concerned and the importance of its work to FAO, it may be granted either « consultative status », « specialized consultative status » or « liaison status ».

For an organization to be granted « consultative status » it has to « be concerned with matters covering a substantial portion of FAO's field of activity ».² « Consultative status » gives organizations the right to : send observers to the FAO Conference and Council meetings; receive documents; circulate written statements to the Conference; and make oral interventions before the Technical Committees and the General Committee of the Conference. Any organization in status may be invited by the Director-General to take part in expert meetings, technical conferences and seminars within its field of competence, it receives documentation and may submit written statements, not exceeding 2,000 words, for communication to the Council. For its part, the organization shall undertake, inter alia, to cooperate fully with FAO, invite representatives of the Director-General to participate in its meetings and send FAO its reports and publications.³

«Specialized consultative status» may be granted to an organization « concerned with matters covering a particular portion of FAO's field of activity ».⁴ Such an organization may send an observer to appropriate technical meetings. It may also send an observer to Conference Sessions and in appropriate cases to Council Sessions. « Statements not exceeding 2,000 words may be submitted to the Director-General on program matters concern-

ing within (its) specialized competence » for placing before the Council ».⁵ « Liaison status » may be given to an organization « concerned with matters covering a portion of FAO's field of activity ... in a position to give practical assistance in that field ».⁶ The decision to grant - liaison status » is taken by the Director-General who may invite the organization to send an observer to specialized meetings when it can make a significant contribution.

The Conference decides on the recommendation of the Council which organizations will be given « status ... The Director-General, on the other hand, reporting to the Council and consulting with it if appropriate, may grant « specialized consultative » and - liaison » status. Policy and liaison regarding consultative status are handled through the External Relations Unit, Office for Inter-Agency Affairs. Technical activities are dealt with through the appropriate technical divisions.

The FAO relationship with international non-governmental organizations is clearly defined in FAO's Basic Texts. It does not, however, at present go far beyond participation in meetings. At the time of the FAO Conference, an Informal Meeting of International Non-governmental Organizations is held and its Report circulated to the Conference as « information document ». The Report of the meeting held in 1979, during the 20th Session of the Conference, makes specific suggestions for strengthening the role of international NGOs in FAO's activities, including the enhancing and expanding of the ad hoc committee of representatives of international NGOs.

The World Conference on Agrarian Reform and Rural Development, held in 1979, includes in its recommendations further possibilities for expanded cooperation between FAO and international NGOs, notably in rural people's participation in development. The implementation of the Plan of Action for this Conference should provide an opportunity for moving toward a stronger working relationship.

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Unesco)

The United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Unesco) has established formal consultative relations with 457 international non-governmental organizations¹, in accordance with the provisions of its constitution.² Compared

1 Food and Agricultural Organization, FAO Policy Covering Relations with International Non-Governmental Organizations, p. 1, para 2.

2 Ibid., para 2, para 6.

3 Ibid., pages 6 & 7.; paras 19 & 20.

4 Ibid., page 3, para 75.

5 Ibid., page 8, para 21.

6 Ibid., page 3, para 6.

with other relationships, it is one of the strongest having clear directives defining the conditions under which Unesco works with non-governmental Organizations.³ Three different categories of relationship exist between Unesco and non-governmental organizations: « mutual information relationship » (Category C) to which the Director-General may admit non-governmental organizations; « information and consultative » (Category B); and « consultative and associate relations » (Category A) both of which require organizations to be admitted by action of the Executive Board. In some instances at the request of Unesco organizations have been created on issues related to its work. A Category C organization is expected to inform the Director-General of its activities relevant to Unesco's work and its own members about the Agency's programmes and activities. For his part the Director-General undertakes to « ensure an exchange of information and documentation ... on matters of common interest ».⁴ In specific instances he may invite organizations to send observers to meetings convened by Unesco. After such an organization has worked with Unesco for a period of two years the Executive Board may admit it to Category B status either upon the proposal of the Director-General or at its own request. Category B organizations, in addition to the obligations required of those in Category C, are asked to give advice and provide assistance at the Director-General's request, in connection with Unesco's programme; to invite Unesco representatives to their meetings; and to submit periodic reports on their activities to the Director-General.⁵ Category B organizations are invited to send observers to the General Conference, its commissions and committees. Written statements may be submitted to the Executive Board and the General Conference through the Director-General. They may speak in the Plenary with the approval of the General Committee and in the commissions with the approval of the Chairman.⁶ At the twenty-first session of the General Conference (Belgrade, September-October 1980) 100 non-governmental organizations were represented by 159 observers. Fifty-nine organizations took the floor either in the plenary sessions or various commissions. A small number of non-governmental organizations have at their own request been placed, after consultation with the Director-General, in Category A consultative status by the Executive Board. These organizations are invited by the Director-General « to advise him regularly on the preparation and execution of Unesco's programme and to participate in Unesco's activities ». In addition to fulfilling the obligations of organizations in categories B and C, they undertake to work closely with Unesco in those activities of interest to

the Agency and to assist in promoting « international coordination of the activities of non-governmental organizations working in a common field ».⁷ Category A organizations enjoy a very close association with Unesco.

The Director-General consults closely with Category A and 8 organizations on the proposed programme. Until recently, he consulted with only Category A organizations before the Programme and budget were written; now he consults with both in advance.

The Conference of International Non-Governmental Organizations in relationship with Unesco with its Standing Committee is in the unique position of being recognized with the Directives.⁸ It is seen as a mechanism for communication and consultation and as such it may hold its biennial General Conference and Standing Committee meetings at Unesco. Interpretation and some documentation are provided by Unesco as well as office space for the ongoing work of the Conferences. Financial assistance is given by Unesco to a limited number of Category A & B non-governmental organizations in the forms of subventions according to terms set out in the Unesco Directives.¹⁰ In the 1979-80 biennium the total amount for subventions, fixed by the General Conference, was \$3,822,200.¹¹ Some non-governmental organizations undertake contracts on clearly defined tasks within the Unesco programme. Financial aid may also be granted to non-governmental organizations under the Participation Programme for which such requests must be submitted through the Government of a Member State.¹²

The Division of Public Relations with International Organizations deals with the procedural matters relating to consultative status. In addition non-governmental organizations consult directly with the appropriate sections of the Secretariat on matters of substance. In carrying out its programme Unesco fully involved non-governmental organizations totally cognizant of the supportive role they can play. As such the Unesco relationship with non-governmental organizations may be seen as a true partnership working on issues of mutual concern.¹³

World Health Organization (WHO)

Under Article 71 of the Constitution of the World Health Organization (WHO), non-governmental organizations, usually international in character and « concerned with matters falling within the competence of the World Health Organization », may be eligible for admission into official relations.¹⁴ Organizations are admitted into such relations by the Executive Board on the recommendation of its Standing Committee on Non-Governmental Organizations. This committee is also responsible for reviewing the list of non-governmental

organizations with one third being considered each year.

There is only one category of official relations which allows organizations to participate in constitutional meetings of WHO,¹⁵ make oral statements upon invitation of the body concerned, have access to non-confidential documentation and submit memoranda to the Director-General for circulation according to his determination.

In the past two years, the Executive Board has decided that non-governmental organizations in official relations should work out with WHO programmes of joint activities for a three-year period. While still in a preliminary stage, this further degree of cooperation is being taken seriously by both the WHO and non-governmental organizations. As such programmes are drawn up, they are signed by both the Chief of Coordination with Other Organizations and a responsible officer of the non-governmental organization. A technical officer is also designated within the Secretariat for each non-governmental organization according to its programme classifications.

For those non-governmental organizations wishing to apply for admission into official relations, the Board now insists that the organization must have been in a « Formal Working Relationship » for at least two years. At the end of this time period, a WHO Technical Officer discusses with the organization the future joint programme including whether it should apply for admission into official status or continue in its existing working relationship. Other working relationships with WHO exist for non-governmental organizations including the granting of contracts for specific projects. Facilities are occasionally made available for NGO meetings. One organization, the Council for International

¹ *Unesco and International Non-Governmental Organizations: From Consultation to Cooperation*, Paris, 20 June 1980, p. 10, quoted in G. Malaprade as representative of the Director-General at the • World Forum of the Union of International Associations : (Brussels 23-27 June 1980).

² *Unesco Constitution*, Article XI, para 4. - the United Nations Educational, Scientific and Cultural Orga-

national organizations concerned with matters within its

ic tasks... -

³ *Unesco A International Non-Governmental Organizations*, Directives were adopted in 1960 at the eleventh

amendment added in 1966.

⁴ *Directives Concerning Unesco's Actions with International Non-Governmental Organizations*, 11th Session, 1960, IV, 4 (a), 10

⁵ *Ibid.* III, 1 (b).

⁶ *Ibid.* IV, 3.

⁷ *Directives*, II, 5.

⁸ *Ibid.* III, f (c).

⁹ *Ibid.* III, f (d) & 2.

¹⁰ *Ibid.* VI.

¹¹ *Unesco and International Non-Governmental Organization*, p. 10

¹² *Ibid.* P. II.

¹³ *World Health Organization- Basic Documents*.

¹⁴ Twenty-fourth edition. 1974. -Relations with Non-

Organizations of Medical Sciences (originally set up by WHO and Unesco), has an office at WHO headquarters and receives an annual grant from WHO.

A recent development in relations with non-governmental organizations has been their involvement with representatives from Industry and Experts in consultations and meetings on the Code of Marketing of Breastmilk Substitutes. What has been unique is that non-governmental organizations have participated as partners rather than as observers. At the present time there are 123 organizations in official relations with WHO. Although it is too early to say how much the recent changes will strengthen the relationship, it would appear likely that it will be mutually beneficial to both the non-governmental organizations and WHO.

International Telecommunications Union (ITU)

The International Telecommunications Union (ITU) has its own unique relationship with organizations. It does not differentiate between governmental and non-governmental organizations. Both may « under certain conditions, take part in an advisory capacity in the administrative conference of the Union and in the work of its International Consultative Committee ».¹

Organizations pay a fee to participate in the Agency's Administrative Conference or either of the Consultative Committees: the International Radio Consultative Committee (CCIR) or the International Telegraph and Telephone Consultative Committee (CCITT). They are free to choose at what rate they will pay at from 1/2 unit to 30 units. The actual amount is then calculated by dividing the total cost of the budget of the Conference or Consultative Committee by the number of units contributed by the members. In most cases organizations which are strictly non-governmental are exempted from payment. Organizations apply to the Union to participate in the work of the Conference and Committees and are accepted after a poll of the members or on a decision of the Administrative Council. They must have a plausible interest in the work of the Union. In 1980 forty-three organizations were recognized to take part in the work of the two committees. To resign from status an organization must give a year's notice. The Administrative Conference decides at its first plenary session whether or not to accept the participation of organizations as observers. The Consultative Committees tend to be large meetings which deliberate and discuss documentation al-

ready prepared. Organizations participate fully in the discussions. The initial contact for NGOs with the ITU is through the External Relations Office. The organization then communicates directly with the Secretariat for the appropriate International Consultative Committee, with the exception of financial matters, which are handled by the financial department.

World Intellectual Property Organization (WIPO)

The World Intellectual Property Organization (WIPO) works very closely with those specialized non-governmental organizations concerned with Industrial Property and Copyright and Neighbouring Rights.

In extending invitations to NGOs to attend meeting as observers, the following principles have been adopted: Organizations are invited to attend the WIPO General Assembly for the discussion of items of direct interest; all organizations are invited top attend the WIPO Conference; and under special circumstances they might be invited to other meetings with the exception of the WIPO Coordination Committee.¹

Non-governmental organizations may not circulate written statements unless invited to do so. They are often requested to provide written information, however, in the field of copyright. As observers, they may be given the floor by the Chairman for oral interventions and are, in fact, frequently called upon during highly technical discussions, in discussions of a more political nature, they will probably be grouped together at the end.² With the increase in the number of closed meetings, however, the opportunities for input from non-governmental organizations are decreasing.

In 1979 and 1980, on the initiative of the Secretariat, non-governmental organizations were invited to meet to discuss the agency's projected programme prior to the finalization of programme and budget proposals. Their participation in 1979 had an important impact on the Secretariat's Medium Term Plan.³

WIPO does not have a specific liaison office for non-governmental organizations, but encourages them instead to deal directly with the specific programme divisions. The agency relies heavily on their unique experience frequently inviting them to provide experts and to participate in training programmes.

During the past years the agency has been involved in the creation of one non-governmental organization, the International Federation of Inventors Associations, and is presently helping to establish the Association of Professions of Intellectual Property Law in Universities. In the highly specialized work of the World Intellectual Property Organization, non-governmental organizations play a crucial role. They are viewed by the agency and governments alike as an important source of expertise.

International Fund for Agricultural Development (IFAD)

The International Fund for Agricultural Development (IFAD) established in 1977, is the most recently formed specialized agency, its basic purpose is « to help developing countries expand their food production, improve nutrition and combat rural poverty».¹ According to the Agreement establishing the Fund, it is authorized to cooperate closely with ... intergovernmental organizations, international financial institution, non-governmental organizations and government agencies concerned with agricultural development. To this end, the Fund will seek the collaboration in its activities of the Food and Agricultural Organization of the United Nations and the other bodies referred to above, and may enter into agreements or establish working arrangements with such bodies, as may be decided by the Executive Board.² The Fund has not yet established formal relationships with non-governmental organizations but its Secretariat is receptive to ideas as to how such a relationship could be developed within the framework of the work of the organization. While non-governmental organizations working on agriculture development may attend the meetings of the governing Council, given its unique structure, it is unlikely that it will be possible for the to participate orally or in writing.³

There are several possibilities which could be explored with regard to working relationships between the Fund and non-governmental organizations. These could include, for example, the building up of roster of expert non-governmental organizations and the naming of experts from them upon request from national governments to special program missions.

¹ IFAD/80/3 Fact Sheet, 1 June 1980, p. 1.

² Agreement Establishing It: International Fund for Agricultural Development, (IAD), 3 November 1977, Article 8, Section

³ IFAD/80/3 Fact Sheet, p. 4.

Structure : IFAD is a new kind of institution in the United Nations system. The governing bodies which supervise IFAD operations reflect an innovative formula bringing together the interests of both developed and developing countries. All three categories of members - developed, OPEC (oil-exporting) developing countries, and other developing countries - have the same number of votes (600).

International Atomic Energy Agency (IAEA)

While no specific reference is made to non-governmental organizations, the Statute of the International Atomic Energy Agency (IAEA) authorizes the establishment of relations with .. any... organization the work of which is related to that of the Agency ».¹

Between 1959 and 1961 nineteen organizations were granted consultative status. For these organizations such status provides privileges and facilities including receiving the provisional agenda for the General Conference; being represented by observers at the General Conference and Board of Governors; circulating written statements up to 2,000 words; making oral interventions; and consulting with the appropriate members of the Secretariat on matters of mutual interest.² To handle NGO applications a Committee of the Board on Non-Governmental Organizations was established. No further applications for consultative status have been considered since 1961 and the Committee on Non-Governmental Organizations has not been reconstituted. This does not mean, however, that relations with non-governmental organizations have not continued to develop, instead informal relationships have been built up with non-governmental organizations which give most of the benefits of consultative status « except for formal relations to the General Conference ».³ To facilitate the existing consultative relationships and communications for non-governmental organizations with appropriate members of the Secretariat a liaison officer as been designated within the Division of External Relations - Inter Agency Affairs.

Since the work of the Agency is so specialized the main criterion for cooperation appears to be the expertise of the organization concerned rather than its consultative status or its international character. The mechanism does, however, provide an opportunity for organizations working on issues which concern the Agency to contribute to its work.

General Agreement on Tariffs and Trade (GATT)

As the General Agreement on Tariffs and Trade (CATT) is a treaty and agency concerned with government-to-government negotiations on international trade policy issues, it has no formal arrangements with

non-governmental organizations nor any resolutions or rules.

While at least one non-governmental organization is trying to get observer status in various committees of the agency, the furthest any organization has progressed regarding involvement in its work was when the International Organization for Standardization was brought in as a technical consultant for some of the discussions during negotiations on Standards. This was unique.

GATT is « always ready to cooperate and give information on [its] activities to non-governmental bodies interested in international trade »⁴ on an informal basis. This informal cooperation includes attending meetings of non-governmental organizations upon their invitation; participating each year at the Director request of the International Chamber of Commerce; and taking part in meetings with trade union organizations arranged by the United Nations.

Informal Working Relationships

Other informal working relationships exist between non-governmental organizations and the United Nations system especially on issues related to Development, the « North/South » dialogue, and the New International Economic Order (NIEO). These relationships are concerned particularly with development education and utilize the kind of outreach that non-governmental organizations have at the national and local levels. In addition to the UNCTAD informal relationship described above, this type of relationship is also carried out through the Freedom From Hunger Campaign/Action for Development; the Non-Governmental Liaison Service (Geneva); and the Non-Governmental Liaison Service (New York).

(a) Freedom From Hunger Campaign/Action for Development (FFHC/AD)

The mandate of the Campaign is to work with non-governmental organizations especially from developing countries. While facilitating liaison between non-governmental organizations in developed and developing countries, FFHC is particularly concerned with helping non-governmental organizations in developing countries prepare projects and obtain funding for them. It works, for example, with non-governmental organizations on the final preparations of proposals and helps channel them to donor partners, particularly in Europe, North America, Australia, and New Zealand. While prior to the emergence of the Non-Governmental Liaison Service (NGLS), FFHC was more involved in Development Education, it still

publishes two related regular publications: - Development Education Exchange » and « Ideas and Action ». The Freedom From Hunger Campaign/Action for Development, in addition to its small staff headquartered in Rome, has regional liaison officers working in Latin America (Santiago), Africa (Accra), and Asia and the Pacific (Bangkok), and programme officers working in the Caribbean (Port of Spain) and India (New Delhi). Together with the NGLS, it is a member of the Joint United Nations Information Committee (JUNIC).

(b) Non-Governmental Liaison Service (Geneva)

Since its establishment in 1975 the Non-Governmental Liaison Service in Geneva has cooperated particularly with national NGOs working on development issues in the industrialized countries to help promote public consciousness of the measures required to establish a New International Economic Order. The NGLS also works with international non-governmental organizations on development education and assists UN organs including UNCTAD, UNDP, UNICEF, WHO in their contacts and programmes with non-governmental organizations in this field. Working with organizations in Europe, Australia and New Zealand, the Service is involved in such activities as developing information and education programmes for non-governmental organizations; assisting non-governmental organizations, individually and in networks; identifying and disseminating materials on NIEO-related issues; and servicing and linking non-governmental organizations according to their interests and needs regarding development information. The NGLS assists with non-governmental organization involvement in United Nations Conferences on related subjects; organizes briefing programmes on such issues as

NGO pages of Development Forum; and assists with other UN publications oriented to non-governmental organizations upon request. It also arranges travel of resource persons for non-governmental organizations events, including on occasion helping with their financing.

(c) Non-Governmental Liaison Service (New York)

The Non-Governmental Liaison Service (New York) performs a similar function to that of the NGLS in Geneva. Created in 1976 it is responsible for working with non-governmental organizations in North America and Canada. Due to the nature of non-governmental organizations, particularly in the United States and Canada, it tends to cooperate more with non-governmental organizations through assistance in such activities as conferences, workshops and seminars.

¹ Status of International Atomic Energy Agency ArticleXVI.

² International Atomic Energy Agency, INF/CIRC/14. 7 November 1955 • Rules of the Consultative Status of Non-Governmental Organizations with the Agency-III.3a-g

³ The Laws and Practices of the International Atomic Energy Agency, Legal Series No 7 (IAEA, Vienna 1970) p. 314 12 6 23 (IV)

⁴ Letter to author from Mr. J. Croome, Director External Relations and Information Division 21 August 1980

III.

BUREAU DE LA CONFÉRENCE DES ONG AYANT LE STATUT CONSULTATIF
AUPRÈS DE L'ECOSOC

Extraits du Procès-verbal de la réunion de

New York (Novembre 1980)

Questions relatives
au Statut consultatif

Le Comité de l'ECOSOC pour les ONG a tenu une réunion informelle avec des représentants d'organisations membres de CONGO lors de la session d'été de l'ECOSOC à Genève. Le veille de la réunion, le Bureau exécutif de CONGO avait organisé un déjeuner avec des membres du Comité. A chacune de ces occasions, les membres du Bureau exécutif ont attiré l'attention des membres du Comité sur le nombre croissant d'organismes des NU extérieurs à l'ECOSOC traitant maintenant de questions économiques et sociales et, en conséquence, sur la nécessité d'élargir le statut consultatif en dehors de l'ECOSOC. D'autres questions ont été soulevées, notamment : la possibilité, pour le Comité du Conseil, d'apporter des éléments nouveaux dans l'évolution des relations ONG/NU, en particulier à propos des recommandations faites par le Comité ad hoc des NU sur la restructuration des secteurs économiques et sociaux du système des NU; des règles de procédure sur la participation des ONG aux Conférences mondiales spéciales des NU. A ce propos, on a rappelé la déclaration d'Alba Zizzamia au Comité des Conférences le 23 avril 1980 en réponse au rapport du Comité à l'assemblée générale.

On fut d'avis que Mme Zizzamia devrait rappeler à l'attention du Comité des Conférences les trois points relevés dans sa déclaration, ces trois points donnant un ensemble approprié de règles pour la

participation des ONG aux Conférences des NU.

- « 1. Les Organisations non gouvernementales invitées à la Conférence peuvent désigner des représentants comme observateurs aux réunions publiques de la Conférence et à celles de ses principaux Comités.
- 2. A l'invitation du président de l'organisme responsable de la Conférence, et avec l'approbation de cet organisme, ces observateurs peuvent présenter des exposés oraux sur des sujets pour lesquels ils ont une compétence spéciale.
- 3. Les exposés écrits soumis par des Organisations non gouvernementales sur des sujets pour lesquels ils ont une compétence spéciale et qui sont en relation avec le travail de la Conférence seront distribués par le Secrétariat dans les quantités et les langues dans lesquelles ils seront mis à disposition ».

Quant aux relations avec l'ECOSOC il est précisé :

- que les élections pour la constitution du Comité de l'ECOSOC chargé des ONG auront lieu au printemps 1981;
- que les conversations informelles devraient être poursuivies;

- que des relations avec les Ministères des affaires étrangères sont importantes et devraient être établies;

- qu'il serait bon de développer les recommandations contenues dans le Mémorandum.

Rencontre avec M. Waldheim

M. Waldheim a accordé un rendez-vous au Bureau exécutif de CONGO. Deux questions principales ont été soulevées : la nécessité de développer les relations ONG/NU en dehors de l'ECOSOC et la nécessité de renforcer et d'accentuer l'importance de la section ONG du Département des affaires économiques et sociales internationales. Les membres du Bureau exécutif firent, à propos de la restructuration, des propositions dans la ligne du Mémorandum de CONGO.

En conclusion de l'entretien : M. Waldheim charge M. Ripert, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales internationales, de donner suite à cette rencontre. Le Bureau ONG doit présenter des propositions à M. Ripert. Le premier but à atteindre devrait être l'adoption de règles type de procédure pour la participation des ONG aux Conférences spéciales des ONG.

M. Waldheim accepta d'accorder aux membres du Bureau exécutif de CONGO une nouvelle rencontre.

IV.

Forum Brussels 1980

Working Party on :

OBLIGATIONS BOUND UP WITH « CONSULTATIVE STATUS »

Context and working methods

1) In agreement with the Secretary General of the Union of International Associations, the terms of reference of the Working Party centred on the following three subjects :

- a) access of INGOs to the various categories of Consultative Status (A, B, C);
- b) the nature and extent of the obligations likely to be imposed on INGOs granted advisory status, and the constraints (if any) affecting the structure, establishment, means and sources of funds, and activities of those INGOs;
- c) sanctions which may be applied in the event of non-fulfilment of the above obligations.

2) The Working Party was chaired by Professor M. MERLE of the University of Paris. The following participated in the work of the group on a personal basis : Mrs. S. BASTID of the Institute; Mrs. LAFITTE, Lady President of the Committee of International Non-Government Organisations co-operating with UNESCO; Miss J. CHATON of the International Federation of Women in Liberal and Commercial Careers; Mgr. DESCAMPS of the International Catholic Education Bureau; Mr. C.L. GENTY, President of the Liaison Committee of INGOs with consultative status to the Council of Europe; Mr. V. HERCIK, a former official of UNESCO (rapporteur). The party held four meetings on 6 December 1979, 17 January 1980, 28 February 1980, and 20 March 1980.

3) The documentation made available to the group included in particular : documents relating to the rules governing UNESCO's relations with international non-government organisations and to recent decisions by the governing bodies UNESCO with regard to those organisations; correspondence and comments from the INGOs concerned; statements from the secretariats of the ILO, the UNO, etc.

4) In addition to studying written documents, the Working Party took account of information and statements collected from the UNESCO Secretariat, which were available to the group thanks to the

fact that this Secretariat is established in Paris. Moreover, most members of the group already had first-hand knowledge of UNESCO's activities. These circumstances led the Working Party to pay greater attention to the problems that had arisen with UNESCO than to relations between INGOs and other institutions belonging to the United Nations system. Another point worth mentioning is that the group's information on the latter was, generally speaking, inadequate.

a) Admission of INGOs to Consultative status

5) Whereas the Director General is empowered to establish « relations based on mutual information » (Category C) with any organisations he chooses, access to the higher categories A and B depends on a decision by the political organ (Executive composed of government representatives).

The basic criteria for admission are the same for all three categories : to be engaged in work falling within the sphere of competence of UNESCO; to have a representative membership from the international or regional standpoint; to have an internationally structured head office, and to function effectively on the international plane.

A survey of some two hundred INGOs admitted to Category C at the present time leads to the conclusion that the criteria defined in the « Directives » are far from being strictly applied, particularly with regard to the international representativity of their memberships and head offices. The attitude of the Director General seems to be a deliberately liberal one in this respect.

6) In 1952, several organisations which had one characteristic in common, i.e. a strong representation in the Eastern European countries and their head offices established in one of those countries, were deprived of their Consultative status by the General Conference on a proposal by the Executive Board. Renewed requests for admission to Consultative status, formulated by those organisations during the years 1954 to 1966, were consistently turned down by the Executive Board despite positive recommendations by the Di-

rector General. It was not until 1968-1970 that the Executive Board finally approved the readmission of those organisations to Consultative status.

7) In some cases, the Executive Board has refused to admit an organisation to Consultative status by invoking those provisions in the Directives which tend (a) to deny admission « individually to organisations which are grouped together in a wider association, which is already admitted and authorised to represent those organisations... », and (b) to defer admission on a individual basis in order to « encourage the creation of federations or coordinating bodies, better suited to render service to UNESCO ».

While acknowledging that the principle of coordinating activities on the international plane was well-founded, several organisations were inclined to doubt the appropriateness of federating non-government organisations merely at the urging of an intergovernmental agency. While the creation of coordinating councils has been most useful in the case of organisations involved in the exact and natural sciences, the social and humane sciences, and even for those dealing with physical education and sport, the attempts made with UNESCO's encouragement to group INGOs composed of schoolteachers, youth movements and women have all ended in failure.

8) Consequently, the wording of the provisions in question has been toned down in the revised edition of the Directives approved by the UNESCO General Conference in 1960, and this has permitted the Executive Board to grant individual Consultative status to an organisation affiliated to a larger body when the latter did not represent the organisation in question for the whole range of its attributions. Similarly, UNESCO has ceased to defer the admission of organisations which, while pursuing kindred objectives, were not ready - for ideological, professional or other reasons - to set up federations or coordinating councils.

9) If one attempts to make a summary assessment of UNESCO practice with regard to the admission of INGOs to consultative status and their classification into the various categories, it may be concluded : firstly, that the Secretariat and

the Director General have done their best to apply the Directives objectively; the Director General invariably displays a liberal attitude towards Category C admissions, which are strictly his own province. Secondly, when ruling on admissions to Categories B or A, the Executive Council has in many cases been guided more by purely political considerations than by the technical criteria defined in the Directives and constantly referred to by the Director General. This discrimination ceased when the political climate improved and the composition of the Board was altered. Thirdly, UNESCO has learnt a lesson from the difficulties encountered in applying some of the provisions in the Directives (for example, the promotion of federations or co-ordinating councils) and has revised the clauses in question so as to take the real situation into account and also the views of the INGOs themselves. It would be appropriate for the Permanent Committee of Organisations Co-operating with UNESCO to be informed of the problems which may arise with regard to the admission of organisations to the various categories of consultative status.

b) Obligations and possible constraints imposed on the INGOs

10) The obligation incumbent upon INGOs admitted to the various categories of Consultative status, together with the advantages bound up with that status, are defined with exactitude in the Directives. They are the subject of an exchange of letters between the Director General and the INGO concerned at the time such status is granted.

Basically, the obligations centre upon the technical aid which the INGO is expected to supply in its particular area of competence. In terms of the Directives, the INGO is required to submit a periodical report on its contribution. According to the Secretariat, this provision is only enforced once every six years when the Executive Board presents its sexennial report to the General Conference.

11) Apart from fulfilling the obligations defined in the Directives, the INGOs are called upon » to act in conformity with the resolutions of the General Conference which concern them ». Up to now, this general appeal issued by the General Conference every so often has not been followed up by an enquiry into the action effectively taken by individual INGOs.

12) In the «Committee of Non-Government Organisations - which is part of the United Nations Economic and Social Council, a discussion has taken place on the question of whether INGOs benefiting from Consultative status are obliged, under pain of sanctions, - to support and promote » all the resolutions adopted by

the United Nations. The decision finally approved was that the obligation incumbent upon the INGOs referred solely to those activities and resolutions which corresponded to the aims and purposes of the INGOs concerned.

13) The UNESCO General Conference regularly adopts resolutions addressed directly to the INGOs, asking them to intensify their efforts to achieve a wider geographical coverage, both in terms of membership and in their work. As the scope of these resolutions goes well beyond the obligations specified in the Directives, they are usually worded in such a way as to avoid actual constraint. This is not always the case, however, with certain Government representatives who fail to realise that the INGOs are completely independent organisations.

14) Starting in 1970, the UNESCO General Conference and its Executive Board made a series of decisions affecting the structure and activities of certain INGOs with Consultative status. In 1970 the General Conference asked the Executive Board to take the necessary measures, after an investigation by the Director General, » to break off all relations with any INGOs concerning which it was not established to the entire satisfaction of the Executive Board that their branches, sections, members or other contacts in the Republic of South Africa, Southern Rhodesia or the African territories under Portuguese domination, were in no way practising discrimination or racial segregation... and that they were not collaborating... in the policy of apartheid ».

15) In 1971 the Executive Board approved the criteria used to determine whether an organisation was or was not co-operating with discriminatory practices or racial segregation policies. In general, these criteria display a certain degree of trust in the INGOs, because « a definite statement » from an INGO or its local branch is considered sufficient to allay suspicions regarding its collaboration with discriminatory policies. Similarly, « when there are indications that a local branch, although subject to the apartheid laws, is doing its utmost to attenuate the effects of apartheid, that branch must not be considered as collaborating with apartheid ».

Finally, the Council softened the impact of the Resolution adopted by the General Conference in 1976 by deciding that INGOs which only have individual members in the territories concerned should continue « their fruitful association with UNESCO ».

16) Between 1971 and 1975, the Director General conducted successive enquiries among the INGOs in order to obtain information on their branches in the territories referred to in the Resolution. Many organ-

isations sent in their answers very late or abstained from replying altogether. Measures to suspend relations with a number of organisations were taken by the Conference, the Executive Board being authorised to lift this sanction « when it has acquired the conviction that they now fulfil the conditions required to resume their co-operation with UNESCO ». In 1970 1972 and 1974, the General Conference made a point of re-inserting this question on the agenda of its next session and of demanding a report on the subject. Since 1976, it has been content with instructing the Director General to keep a close watch, along with the Executive Board, on the application of approved measures in this connection.

17) At the present time (February 1980), UNESCO's relations with nine INGOs are suspended : two of these organisations belong to Category B and seven to Category C.

It should be noted that six of them never replied to the Director General with regard to the enquiries he was conducting.

18) In 1976 the General Conference adopted a resolution - which was tabled again in 1978 - asking all the INGOs co-operating with UNESCO » to expel immediately and to break off all relations... with their branches, sections or members involved with Chiang's clique ».

19) As in the case of INGOs with members in South Africa and Rhodesia, the Director General forwarded the above resolution to the INGOs concerned, asking them to keep him informed of the steps they took to comply with the resolution. Out of the forty-one INGOs which reported having branches, sections or individual members in Taiwan, only twenty-six replied.

20) Most of their replies contained a polite but firm refusal to comply with the demands of the resolution. Many organisations stated that the admission or expulsion of their members were governed by their constitutional charter approved by a representative assembly of its members, and not by any outside body. One organisation spoke out explicitly against « interference from outside, whether political or otherwise » in its internal affairs. Several organisations stressed the technical, cultural or humanitarian nature of the work being done by their members in Taiwan - aspects which seem to be totally disregarded in the resolution passed by the General Conference, whose preoccupations are essentially political ones. Another organisation reported on the talks it had had with the Writers' Union in the People's Republic of China, which made it clear that the Union had no objection to the activities of a Writers' Centre in Taiwan !

21) The contents of the preceding paragraph reveal that, by 1979, the feelings which inspired the resolution in question had evolved considerably. A tendency to reduce the urgency of the problem is also reflected in a resolution by the Executive Board (October 1979) which, far from taking up a position with regard to the unequivocal declarations of the INGOs, simply made a routine reference to the resolution and asked for a further report on the matter within a year.

22) The injunction addressed to the INGOs by the UNESCO governing bodies, ordering them to expel some of their national sections, was quite rightly resented by the INGOs as an infringement of their autonomy. This was plainly a case of interference in the internal affairs of the INGOs, an interference which is in no way justified by their advisory status. A document entitled « The Concept of the Consultative INGO and Its Implications for their Status with UNESCO », approved at the 15th Conference INGOs in consultative relations (1975), notes that: « Nothing in the Directives obliges an INGO with Consultative status to have, or not to have, sections or individual members in specifically designated countries ». The reaction of the INGOs to the resolution on Taiwan emphasized the same principle.

c) Sanctions applied to the INGO in the case of non-fulfilment of obligations

23) Before the present version of the Directives was adopted, the rules governing relations between UNESCO and the INGOs provided for a « periodical » revision of the list of INGOs admitted to Consultative Status. It was incumbent upon the Executive Board to propose, to the General Conference, that a specific INGO should be transferred from a « higher » category of relations to a « lower » category.

24) In carrying out one of these periodical revisions in 1952, the Executive Council proposed the « downgrading » of a number of INGOs, justifying its proposals by one or the other of the following criteria :

- a) for not having manifested sufficient interest in the aims and work of UNESCO,
- b) because of changes occurring in those organisations, or for other reasons, they have ceased to be sufficiently in line with the objectives and work of UNESCO.

While, in the case of INGOs sanctioned on the basis of criterion (a), the sanction was imposed for objective reasons, i.e. lack of co-operation with UNESCO, the wording and interpretation of criterion (b) was used to justify an act of political discrimination against a group of INGOs (see Para. 6 above). It should be added that the Gen-

eral Conference approved the negative proposals tabled by the Executive Council.

25) In terms of the Directives adopted in 1960, it is up to the Director General to take the initiative when it comes to changing the status category of an INGO, and to lay the matter before the Executive Council for its decision. An important innovation provides that the INGO concerned is to be informed of the reasons motivating the Director General's proposal, and the INGO's comments, if any, are to be forwarded to the Executive Council before any final decision is made. The same arrangements apply in the event that the Director General considers it necessary to terminate UNESCO's relations with an INGO. Since 1960, no INGO has been the subject of either procedure.

26) The measures taken by the Executive Board (in terms of a resolution by the General Conference) whereby UNESCO has « suspended » relations with nine INGOs which had members in South Africa and/or Rhodesia (cf. Para. 17) are not in conformity with the procedures laid down in the Directives with respect to a change of status, since the « suspension » was not proposed by the Director General. On the other hand before the Council made its decision, the organisations in question were given an opportunity to state their views in writing and, if they so wished, to be heard in the Council.

27) No sanctions have so far been imposed on the INGOs with members in Taiwan, in contrast to the General Conference resolution on South Africa and Rhodesia, the resolution on Taiwan does not authorise the Executive Council to make any changes in the relations between UNESCO and those INGOs.

Conclusions

28) In the light of the information made available to it, the Working Party is in a position to draw the following conclusions :

28.1 - The statutory regulations governing relations between various intergovernmental institutions belonging to the United Nations system (notably ECOSOC, ILO, UNESCO, FAO, WHO) and the INGOs, contain a number of similar provisions. There are, however, differences in the procedures applied, some of which appear more favourable to the INGOs than others. For instance, a restricted committee of the WHO Directorate is empowered to reject an INGO's application for Consultative status without referring the matter to a higher body, as is the rule in other IGOs. In the FAO and the WHO, those INGOs which are admitted to Consultative status are subjected to frequent revisions (at intervals of two or three years) without any

proper safeguards with respect to the rights of any organisations on which sanctions are imposed. On the other hand, according to the UNESCO rules, the INGO under indictment must be informed of the reasons which motivated the proposal concerning it, and that INGO has the possibility of letting its comments be known prior to any final decision. *It would seem desirable that when the rules governing relations with the INGOs next come up (or revision, the IGO concerned should attempt to align certain procedures on those of the other IGOs which pay more attention to the interests of the INGOs).*

28.2 - *The modifications made over the years to the rules of certain IGOs reveal two main trends :*

- a) the growing determination of INGOs to be associated with the charting and implementation of IGO programmes;*
- b) greater respect on the part of the IGOs for the specificity and autonomy of the INGOs.*

While progress in both these directions is not always so evident in all sectors of the United Nations system, it is permissible to conclude that day-to-day experience has gained a lead over the rules and regulations, in effect, this body of rules laid down over thirty years ago shows traces of paternalism, and authoritarianism, with respect to the INGOs which appear to be regarded implicitly as subordinates of the intergovernmental administrations. Serious consideration of the voluntary participation, autonomy, and initiative of the INGOs would require a complete revision of the rules, which should be based on the principles of mutual respect and reciprocity between the partners.

28.3 - Under the authority of the Director General, the International Secretariat of an INGO plays a vital part when it comes to applying the rules governing relations with the INGOs. In terms of the rules, it is the Director General who formulates proposals concerning admission to Consultative status or changes to that status. Experience has shown that these proposals, generally based on objective technical criteria, are sometimes disregarded or set aside by an IGO governing body for political reasons.

28.4 - The rules of one IGO at least provide for a procedure which assures an INGO threatened with the withdrawal of its Consultative status the right to be informed of the reasons for this sanction and to present its comments before any final decision is made. It would seem that in none of the rules currently in force is there any possibility for an INGO whose application for admission to advisory status has been rejected, to avail itself of a similar right, i.e. to be informed of the reasons for such refusal, and to speak on its own behalf. It would be desirable to remedy this deficiency.

Consultation & Participation

28.5 - When a representative group of INGOs is attached to an IGO, it might be opportune for the INGO concerned to keep that group informed of any problems that may arise with regard to the access of INGOs to the various categories of advisory status.

28.6 - The obligations of INGOs admitted by the IGO to the various categories of Consultative status are defined in the rules of the IGOs concerned. These obligations, together with corresponding advantages, are the subject of an exchange of letters between the Director General and the IGO concerned at the time such Consultative status is granted.

The bond between the two parties is therefore a contractual one, which means that an IGO is not entitled to impose on an INGO, without the latter's consent, any obligations outside the frame of reference of the Consultative status. Consequently, an IGO is quite justified in refusing to comply with the injunctions of an IGO which demands the exclusion of branches or individual members of the INGO concerned. Such injunctions are an intolerable interference on the part of an IGO in the internal affairs of an INGO. As the INGOs are independent organisations, they are above all bound by the principles defined in their charters and constitutions.

28.7 - Admission to advisory status with an IGO does not automatically imply that an INGO is obliged to act in conformity with all the resolutions adopted by the political organs of the IGO concerned while it is quite understood that the benefit of an Consultative status with an IGO implies that the INGO concerned has an obligation to respect the fundamental principles written into the constitutional charter of the IGO.

It is on the basis of those principles that the INGOs are in a position to respond to requests for co-operation addressed to them by other organisations.

La participation en conclusion du Forum

V.

INDEPENDANCE ET DROIT DE CRITIQUE DES OING *

par G.M. Riegnier

La participation occupa une des quatre Commissions de notre Forum mondial (Bruxelles 1980), sous la présidence éminemment qualifiée du Dr G.-M. Riegnier, Secrétaire général du Congrès Juif Mondial et Trésorier de la Conférence des ONG auprès du Conseil économique et social des Nations-Unies.

Le rapport final de la Commission de la participation a été rédigé par le rapporteur général Vladimir HERCICK et publié dans les premières conclusions du Forum (Associations transnationales n° 8-9 1980).

En attendant la prochaine publication complète des Actes, nous jugeons de circonstance d'ajouter au présent dossier la participation l'intervention de clôture du président Riegnier, qui porta sur le problème fondamental de l'indépendance des OING et du droit de critique qui s'attache inconditionnellement à toutes les formes de participation à l'action internationale (1).

Permettez-moi de prendre la parole pour ajouter aussi quelques mots sur ce problème et je voudrais commencer en disant que le sujet de cet après-midi n'était pas, au fond, le statut consultatif. C'était l'indépendance des organisations, leur autonomie, leurs droits et leurs devoirs. Je considère que de cette tribune, nous avons à proclamer tout haut ce principe de l'indépendance et de l'autonomie des organisations non gouvernementales.

Nous avons ce devoir indépendamment de nos obligations à l'égard des organisations intergouvernementales qui nous ont accordé un statut. Je considère - Monsieur HERCICK l'a dit l'autre jour très justement - que la plupart de nos organisations existent depuis beaucoup plus longtemps que les organisations intergouvernementales d'aujourd'hui et que nous n'avons pas à recevoir notre légitimité de ces

organisations. Nous la tirons de nous-même, de la légitimité de nos buts et de la légitimité des populations qui nous ont formés et qui nous ont créés pour des buts idéaux.

Cela veut dire, à mon avis, qu'en ce qui concerne la composition de l'organisation, et en ce qui concerne la liberté d'expression, nous devons revendiquer tout haut tous nos droits. Nous ne devons pas tolérer des ingérences des autres, ni dans la composition de nos organisations, ni dans notre liberté d'expression. Je considère que, sans ces deux principes fondamentaux, il n'y a pas de mouvement non gouvernemental. Il est vrai que les organisations intergouvernementales peuvent nous imposer certains devoirs.

Nous sommes libres de les accepter ou de ne pas les accepter. Il est plus difficile

aujourd'hui de ne pas les accepter en raison des contraintes sociales, ou de dire aujourd'hui comment une organisation internationale peut ignorer les organisations intergouvernementales. Mais c'est alors une acceptation volontaire de certaines limitations, qui n'affecte pas le principe fondamental que je viens d'exprimer.

En ce qui concerne la composition de l'organisation - Monsieur MALEMPRE vient de l'exposer - je crois qu'il existe une certaine résistance des organisations non gouvernementales à l'égard de certaines résolutions visant à imposer des limitations à cet égard. On a un peu corrigé certaines décisions prises dans

(1) Extraits de l'enregistrement des travaux de la Commission II du Forum ayant pour thème - La place des associations dans l'ordre mondial et à l'action internationale.

ce domaine. Plusieurs organisations ont dit ; nous avons des affiliés en Afrique du Sud qui luttent contre l'apartheid; c'est absurde de nous enlever le statut à cause de cela. On a obtenu des résultats positifs. Cela prouve qu'une certaine indépendance et une liberté en ce qui concerne l'admission des membres doivent être revendiquées.

En ce qui concerne la liberté d'expression, la situation n'est pas aussi angélique que certains ont voulu le dire. Les organisations, qu'elles soient plus politiques ou moins politiques, sont plus ou moins victimes de l'action des gouvernements à cet égard.

J'ai dit l'autre jour que plus une organisation est technique et spécialisée, moins elle a à souffrir des changements dans les attitudes des organisations intergouvernementales. Mais il est aussi un fait qu'au cours de ces dernières années, il y a eu un processus de politisation à l'égard de questions techniques, de questions spécialisées si vous voulez qui a grandement affecté l'efficacité d'un certain nombre d'organisations.

Madame SAURWEIN nous a fait part tout à l'heure de la dernière discussion au Comité ONG de l'Ecosoc - et je crois que c'est la première fois qu'un débat a eu lieu, presque pendant une semaine, derrière des portes fermées, sur la liberté d'expression des organisations. Elle a dit qu'on n'a enlevé le statut à aucune organisation: mais au cours de la discussion au Comité ONG on nous a donné certains avertissements qui, à mon avis, en partie, sont absolument inacceptables. J'admetts qu'il y a quelque chose de vrai dans certaines critiques qui ont été soulevées au Comité. Mais j'estime inacceptable l'avertissement de nous dire : vous n'avez pas le droit publiquement, en dehors des Nations-Unies, de critiquer les décisions des Nations-Unies.

Je vais vous donner un exemple. Pendant quinze ans, il y a eu un certain nombre d'organisations qui ont lutté pour l'admission de la Chine populaire aux Nations-Unies et elles ont publiquement critiqué les Nations-Unies qui n'acceptaient pas le gouvernement de la Chine populaire comme représentant de la Chine au sein des Nations-Unies. D'après la thèse citée ci-dessus elles n'auraient pas eu le droit de le faire publiquement en dehors des Nations-Unies. Après quinze ans, la Chine populaire a finalement été acceptée aux Nations-Unies. Mais, poursuivant cette logique, les organisations non gouvernementales qui avaient soutenu la Chine

populaire auraient dû être privées de leur statut auprès des Nations-Unies avant que l'organisation des Nations-Unies n'adopte la position qu'elle a prise aujourd'hui. C'est absurde. Et on peut multiplier des exemples de ce genre. Les Nations-Unies et les gouvernements qui y sont représentés changent de temps à autre leur politique. C'est tout à fait naturel. Mais alors il faut admettre des critiques. Je considère donc que cette thèse n'est pas acceptable pour les ONG et elles devraient le dire. Et d'ailleurs, le fait que nous avons constaté qu'on n'a pas rayé certaines organisations, malgré les critiques qu'elles ont formulées à l'égard de certaines décisions de l'ONU montre qu'une certaine résistance à cet égard est possible.

Je crois que le Forum des ONG qui se tient ici peut démontrer que cette résistance peut réussir, même si, dans certains cas, nous essayons des défaites. Mais je crois que c'est un problème essentiel.

Il y a dans les règles de la fameuse résolution 1296 concernant le statut consultatif, des clauses sur la suspension et le retrait du statut consultatif. Cette règle est beaucoup plus stricte que ce qu'on a dit dans la discussion au Comité ONG. Le deuxième point de cette clause prévoit qu'en peut retirer ou suspendre le statut d'une organisation, si l'organisation en question « abuse manifestement de son statut consultatif pour se livrer systématiquement, contre des Etats membres de l'Organisation des Nations-Unies, à des actes injustifiés ou inspirés par des motifs politiques en violation des principes de la Charte ou en contradiction avec ces principes ».

Evidemment, c'est aussi une question d'interprétation, mais en tout cas c'est beaucoup plus limité que ce dont on a parlé tout-à-l'heure. Il y a une autre prise de position du Comité ONG qui, à mon avis, est plus justifiée. Madame SAURWEIN nous en a parlé : c'est le problème des ONG de se faire représenter dans les réunions des ONG par des personnes qui sont, soit des victimes, soit de pretendus experts, mais surtout des victimes des violations des droits de l'homme.

Evidemment, les règles sur le statut des organisations non gouvernementales et sur leur représentation à l'ONU n'avaient pas prévu de tels représentants. Cette façon de procéder a été inventée par certaines organisations qui ont fait venir des personnalités victimes de certaines violations. On leur a dit de parler au nom de leur organisation, mais en fait elles ont raconté leur histoire personnelle. C'est un abus en un certain sens. Je comprends l'objection du Comité à cette pratique.

Un autre problème. On a dit qu'on n'a pas refusé à des organisations le droit de participation à certaines conférences; on l'a refusé ! Il y a eu une conférence sur le droit d'asile où la représentation d'organisations a été l'objet d'un veto de certains groupements régionaux d'Etats pour des raisons uniquement politiques, ce qui a conduit - je ne peux pas entrer dans les détails - à toutes sortes de complications et à la privation du droit de faire des interventions orales au nom des ONG à la conférence. Le droit de veto fut exercé à l'égard d'organisations qui, depuis des décennies, ont travaillé dans ce domaine et ont été représentées à toutes les conférences sur le statut des réfugiés depuis les années trente,

Il y a eu d'autres cas de ce genre. Le véritable problème, je l'ai dit, c'est la politisation dans un certain nombre de domaines.

A mon avis, il faut résister dans ces cas et il faut être conscient de cette politisation.

Et il ne faut pas nous dire que tout va bien dans le meilleur des mondes. Ce n'est pas le cas. Il faut résister à ces abus, qu'ils viennent d'organisations non gouvernementales ou d'organisations gouvernementales. Et c'est notre devoir à une réunion de ce genre de soulever ces problèmes.

C'est évidemment dans le domaine des droits de l'homme que le problème se pose de la façon la plus aiguë. J'ai dit qu'on a refusé à certaines organisations de les admettre à certaines conférences.

A un moment donné on a même refusé à certaines organisations de leur donner la parole. Cela s'est fait de façon très sophistiquée; cela n'a pas eu lieu de façon brutale : on a oublié votre invitation: elle était en préparation; on vous a appelé quand tout le monde était parti: on a oublié votre inscription sur la liste des orateurs pendant deux ou trois séances...

Vous pouvez, dans le domaine des droits de l'homme, attaquer certains Etats, cela s'appelle la Sainte Alliance : l'Afrique du Sud, Israël et le Chili, mais dès que vous attaquez un autre pays, on vous coupera la parole. C'est un peu mieux maintenant, il y a déjà deux ou trois autres pays dont on peut mentionner le nom. C'est la réalité et il ne faut pas la passer sous silence. Et cette réalité, il faut la combattre parce que, finalement, elle conduit à des défaites. Si vous avez une justice sélective de ce genre, vous n'avez plus de justice. Et de cette façon je crois, même si nous ne sommes pas tous touchés par ces abus, il faut néanmoins en être conscients collectivement pour faire face à cet état de choses

Consultation & Participation

J'ai terminé avec les problèmes les plus délicats et qui affectent les organisations et j'en viens à deux ou trois autres problèmes qu'on a soulevés à juste titre - notamment Mme STEPHAN - et d'abord les procédures contre l'arbitraire. Toutes les conférences des organisations non gouvernementales - soit à l'ONU, soit à l'Unesco - ont fait front contre certains abus et ont suggéré, de temps à autre, des procédures destinées à protéger les ONG contre des décisions arbitraires. Vous avez suggéré aujourd'hui une autre procédure, et c'est certainement dans ce sens qu'il faudrait diriger nos pensées.

Madame GONCET, et d'une certaine façon Madame LAFITTE, ont posé la question d'une uniformisation du statut consultatif. Je voudrais vous mettre en garde contre une uniformisation trop poussée. Les problèmes à l'Unesco se posent de façon très différente de ceux qui se posent à une organisation politique par excellence comme l'ONU. Évidemment, on a politisé aussi l'Unesco. Mais on peut y dominer la politique d'une certaine façon : on a d'ailleurs montré à l'Unesco qu'on peut y résister. C'est beaucoup plus difficile dans des contextes d'organisations qui sont essentiellement politiques. Je vous mets en garde, vous perdrez à l'Unesco si vous insistez sur une uniformisation.

Je crois par contre qu'à l'ONU il faut penser à un système de consultation qui englobe les différents secteurs d'activités de l'ONU et les différents organismes que l'ONU a créés. Je ne pense pas ici aux agences spécialisées. Je pense à certains comités, à certains programmes spéciaux à des fonds spéciaux et à d'autres organismes permanents qui ont été établis, et naturellement à l'Assemblée Générale. Nous avons dit cela l'autre jour : les ONG consultatives ont été appelées à l'ONU pour les questions économiques et sociales; c'est pourquoi le statut consultatif a été créé auprès du Conseil Economique et Social. Aujourd'hui c'est l'Assemblée Générale qui élaborera les directives concernant les questions économiques et sociales.

Mais je crois qu'il faut être prudent et ne pas mettre tout ensemble, tout simplement parce que c'est plus beau du point de vue esthétique, et que c'est plus logique pour le plaisir de l'esprit.

Un dernier point : les finances. Évidemment, notre indépendance, notre autonomie est affectée plus qu'ailleurs par les ingérences, par les dépendances d'ordre financier.

Mme STEPHAN m'a posé la question de ce que j'avais voulu dire l'autre jour à cet égard. J'avais tout simplement déclaré que l'Etat accepte de se décharger sur les organisations non gouvernementales de certaines tâches. Et il l'accepte en faisant bénéficier ces organisations d'une partie des impôts. Un homme qui paie ses impôts peut allouer un certain pourcentage de ses impôts à des œuvres bénévoles. En Angleterre, si quelqu'un signe un « covenant » et promet une certaine somme à une œuvre pendant 7 ans, l'Etat double pratiquement la somme. Je ne veux pas entrer dans les détails techniques. Mais, ce qui est important c'est qu'un tel encouragement provoque des initiatives privées dans toutes sortes de domaines, dont bénéficient surtout la science, la philanthropie, etc. Certaines de nos organisations ont, par exemple, des instituts de recherche en Angleterre.

Pourquoi ? Parce que cela nous permet de recueillir des fonds dont bénéficie l'organisation entière.

Évidemment, si on pouvait généraliser cette conception que l'Etat se décharge de certaines responsabilités sur les organisations, sur certaines initiatives privées, en mettant ces initiatives au bénéfice des taxes, ce serait un progrès énorme et, à mon avis, il faudrait travailler cette idée dans certains pays européens, mais peut-être aussi ailleurs, et je crois qu'on peut

faire certains progrès dans cette direction.

Cela ne veut pas dire que l'on ne puisse pas penser à un fonds commun comme vous l'avez envisagé, mais nous ne devrions pas entrer dans trop de détails ici. Nous avons posé le problème d'une façon très nette et nous sommes conscients de son importance pour l'avenir des organisations et leur indépendance.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais dire à la fin de ce débat, il me reste à vous remercier tous, Monsieur Hercik d'abord, en tant que rapporteur, Monsieur Malenpré et tous ceux qui ont participé à ce débat. Je ne suis pas un président passif. J'ai essayé de vous faire travailler de mon mieux et je crois que j'ai assez bien réussi. Nous avons eu d'excellentes contributions. Je crois que le niveau des débats a été très élevé et que nous avons eu des débats extrêmement riches. Je ne pense pas que quelqu'un sortira de cette salle sans avoir appris quelque chose. Je crois que cette éducation en elle-même est très importante. Je crois aussi que nous avons laissé un héritage assez lourd à Monsieur FENAUX et à son organisation, car il y a beaucoup d'idées qui sont sorties de cette discussion et c'est à lui et à ses collaborateurs de les rendre fructueuses et de prendre la balle là où nous l'avons laissée.



Bruxelles Forum UAI 1980 - Au Palace des Congrès, une séance de commission au travail.

L'ASSEMBLÉE DE L'ATLANTIQUE NORD

L'Assemblée de l'Atlantique Nord est un organisme interparlementaire dont la création en 1955, sous le nom de « Conférence des membres des parlements des pays de l'OTAN », a été spontanément provoquée par des initiatives de parlementaires européens et nord-américains.

L'Assemblée réunit des parlementaires des 15 pays signataires du Traité de l'Atlantique Nord. Elle a pour objectif de renforcer la coopération et la compréhension entre les pays membres, d'inciter les gouvernements à tenir compte de l'Alliance dans leur œuvre législative, et de favoriser le développement d'un sentiment commun de solidarité atlantique.

L'Assemblée de l'Atlantique Nord, bien qu'elle soit indépendante de l'OTAN, constitue un lien entre cette organisation intergouvernementale et les parlements des pays membres. Les plus hautes autorités civiles et militaires de l'OTAN présentent fréquemment des exposés aux parlementaires réunis en commissions ou en séances plénières. Le Secrétaire général de l'OTAN vient répondre régulièrement aux questions que lui soumettent les membres.

composée de parlementaires en activité dans les 15 pays de l'Alliance. Ils sont désignés par leurs parlements respectifs et suivant des procédures nationales. Aucun ministre ou membre de gouvernement ne peut être délégué à l'Assemblée. L'Assemblée compte 172 membres effectifs et autant de membres suppléants. La représentation de chaque pays est déterminée principalement d'après sa population. Les Etats-Unis, par exemple, disposent de 36 sièges, la Belgique de 7 et le Luxembourg de 3.

Les travaux ordinaires de l'Assemblée de l'Atlantique Nord revêtent trois formes : les réunions de ses Commissions, Sous-commissions et Groupes de travail; les séances plénaires; et les voyages d'étude.

Les Commissions constituent l'organe central de ces travaux. L'Assemblée compte cinq commissions dont les études couvrent un large éventail de sujets. Ce sont la Commission économique, la Commission de l'Education, des Affaires culturelles et de l'Information, la Commission militaire, la Commission politique, la Commission scientifique et technique. Ces commissions se réunissent deux fois par an, au printemps et en automne, avant la Séance plénière et examinent les problèmes auxquels l'Alliance se trouve confrontée.

Lorsque ces cinq commissions-mères souhaitent analyser en profondeur certaines questions spécifiques dégagées par leurs travaux, elles forment des Sous-commissions ou des Groupes de travail. À l'heure actuelle, les sujets étudiés sont les suivants: l'aide au Portugal, la libre circulation de l'information et des personnes, la coopération en matière de défense dans le domaine de la guerre anti-sousmarine, les problèmes relatifs aux effectifs et au personnel militaires, les armes nucléaires en Europe, la situation dans la Région Sud de l'Alliance, les recombinations génétiques, les ressources énergétiques et leurs usages. Les Sous-commissions se réunissent à plusieurs reprises chaque année et leurs activités confèrent aux travaux de l'Assemblée, un caractère permanent. Ces différents organes émettent des rapports qui servent de base à des résolutions et recommandations présentées en séance plénière.

Depuis juin 1980, l'Assemblée de l'Atlantique Nord se réunit en séance plénière

deux fois par an, au printemps et en automne, et non plus une seule fois, comme c'était le cas jusqu'alors.

Ces séances sont publiques et les délégués siègent par délégation nationale. Les membres débattent alors de problèmes considérés comme d'un intérêt immédiat pour l'Alliance et abordent les thèmes qu'ils ont mis à l'ordre du jour de leur session. Les parlementaires se prononcent ensuite sur différents textes : recommandations, résolutions, directives, avis.

Les recommandations s'adressent au Conseil de l'Atlantique Nord (OTAN) et l'invitent à une action déterminée et conforme aux objectifs de l'Assemblée. Le Secrétaire général de l'OTAN, après consultation avec le Conseil, formule des commentaires à leur sujet. Les résolutions sont envoyées aux gouvernements ou aux parlements des pays membres ainsi qu'aux organisations internationales concernées.



TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS. 3/1981 181

Chaque année, l'Assemblée organise, à l'intention des parlementaires des pays membres, des voyages d'étude en Europe et en Amérique du Nord. Ces voyages qui comportent notamment des visites d'installations militaires, ont pour objet de donner aux parlementaires, une connaissance directe des problèmes relatifs à la défense atlantique.

En plus de ses activités ordinaires, l'Assemblée de l'Atlantique Nord participe à l'organisation de congrès, de conférences et de séminaires. Elle a également participé à la création de plusieurs organismes non gouvernementaux.

Les activités de l'Assemblée sont financées exclusivement par les contributions des parlements et des gouvernements des pays membres. L'OTAN lui alloue également une subvention annuelle qui couvre une partie des frais de ses sessions.

La contribution de l'Assemblée de l'Atlantique Nord au bon fonctionnement de l'Alliance fait l'objet du paragraphe 13 de la Déclaration sur les relations atlantiques qui a été signée à Bruxelles, en juin 1974, par les chefs de gouvernement des pays de l'Alliance :

- Les membres de l'Alliance atlantique reconnaissent que la cohésion de l'Alliance a trouvé son expression, non seulement dans la coopération entre les gouvernements des pays membres, mais aussi dans les libres échanges de vue entre les représentants élus des peuples de l'Alliance. En conséquence, ils se déclarent prêts à promouvoir le renforcement des liens entre les parlementaires ».

L'Assemblée de l'Atlantique Nord publie chaque année ses rapports et les textes adoptés, après la session annuelle. Elle prépare également « le Bulletin », compte rendu des suites données aux dispositions humanitaires de l'acte final de la C S C E. » (Conférence sur la Sécurité et

la Coopération en Europe) et un bulletin d'information générale sur ses activités » Les Nouvelles de l'Assemblée de l'Atlantique Nord ».

Le Bureau de l'Assemblée de l'Atlantique Nord est constitué, en 1981, par :

- le Président de l'Assemblée,
M. Jack Brooks (Représentant démocrate, Etats-Unis)
- Trois Vice-présidents:
- M. Peter Corterier (Membre PSD du Bundestag, RFA)
- M. Constantin Gontikas (Député indépendant, Grèce)
- M. Patrick Wall (Député conservateur, Royaume-Uni)
- le Trésorier
M. Robert Lauconnet (Sénateur socialiste, France)
- et le Secrétaire général.
M. Philippe Deshormes (Belgique).

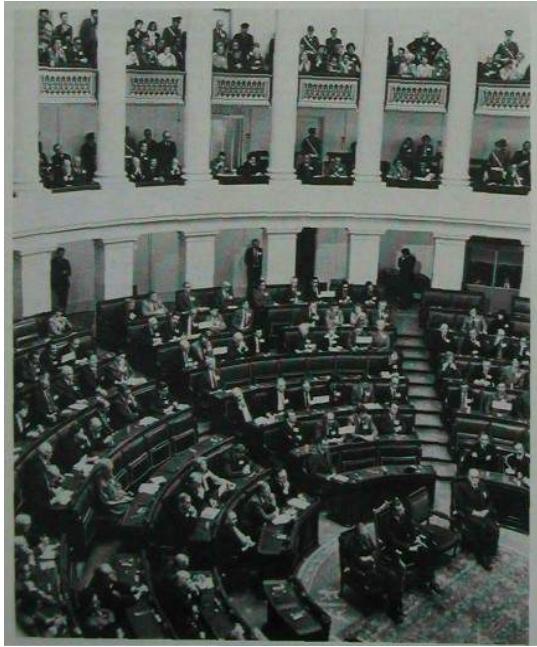
Le Secrétariat international de l'Assemblée de l'Atlantique Nord est basé depuis 1968, à Bruxelles. Les langues officielles de travail sont l'anglais et le français.

La liaison entre le Secrétariat international et les parlements des divers pays membres se fait par l'intermédiaire d'un fonctionnaire parlementaire qui est chargé de suivre les divers aspects de la participation de son pays aux activités de l'Assemblée. Plusieurs parlements nationaux ont organisé une association de parlementaires qui s'intéressent aux problèmes atlantiques.

L'Assemblée tend d'ailleurs à étendre le rôle primordial d'information qu'elle remplit à un plus grand nombre de membres des législatures des divers pays. Elle

parlements de pays qui ne sont membres de l'Alliance Atlantique mais qui partagent des intérêts communs avec ceux-ci. C'est le cas à l'heure actuelle pour le parlement espagnol et la Diète japonaise.

On peut dire en conclusion que l'Assemblée de l'Atlantique Nord s'inscrit dans le phénomène associatif dans la mesure où elle est le forum au sein duquel les représentants des parlements nationaux peuvent s'informer et échanger leurs idées sur tous les problèmes qu'ils ont en commun, en vue d'améliorer la concertation et la coopération entre les pays qu'ils représentent.



Session de l'Assemblée de l'Atlantique Nord novembre 1981

Chambre des Représentants en présence Rol et

Un lieu sans frontières où souffle l'esprit

// y a, dans l'univers innombrable des valeurs et des forces associatives, des lieux privilégiés de rencontres, authentiquement transnationaux, sans aucunes frontières ni contraintes territoriales, idéologiques, dogmatiques, culturelles, sociales, économiques ni autres!

La Société Européenne de Culture (S.E.C.), fondée à Venise en 1950 par Umberto CAMPAGNOLO, est un de ces lieux où souffle l'esprit selon le mot de BARRES, mais sans la majuscule du culte nationaliste.

Participant au Forum mondial de Bruxelles 1980, le président du Centre belge de la SEC, M. Jean MORAND, en définit bien la raison d'être dans un préambule introduisant la réponse ponctuelle à notre enquête préparatoire auprès des réseaux associatifs.

Nous reprenons ici ce texte encore illustré par les dernières assises de la Société, l'autre année, en avant-propos d'extraits d'une conférence que nous avons volontiers accepté de prononcer à la tribune de la SEC, en considération d'une évidente concordance de principes et d'attitudes.

Cette société, d'un caractère exceptionnel, et qui ne ressemble à aucune autre, a été créée en 1950, alors que la « guerre froide » accentuait les divisions du monde en deux camps dont les antagonismes semblaient irréductibles. Elle invitait tous les hommes de culture au dialogue, ce qui, dans l'atmosphère politique d'alors, chargée d'agressivité, n'était ni une clause de style, ni une entreprise aisée. L'entreprise réussit. Les noms les plus illustres lui accordèrent leur patronage.

La Société européenne de Culture devait ainsi porter un enseignement, par le simple fait qu'elle existait. Ses membres, en effet, bien qu'ils sachent parfaitement que la politique quotidienne les sépare parfois de façon dramatique entendent témoigner qu'ils communient dans une même aspiration à l'universalité. Malgré tous les déchirements idéologiques, tous les antagonismes, tous les tourments politiques auxquels elle a survécu depuis trente ans, la Société européenne de Culture est, en quelque sorte, le symbole d'une permanente nostalgie de l'unité humaine. Que ce symbole ait sa place dans les consciences constitue en soi un succès. Se

dire membre de la Société européenne de Culture est un acte de foi, une manifestation d'ordre politique en même temps que d'ordre éthique.

Si la Société est le lieu du dépassement de toutes les idéologies, ce n'est aucunement par le recours à une sorte d'idéologie de substitution, mais simplement (et difficilement) par l'ouverture de la conscience à toute la réalité. On a pu dire que la « politique de la culture » selon la terminologie propre à la SEC, était dans sa plus pure authenticité la « politique de la conscience ». Elle fait appel à la responsabilité de l'homme dans son intérieur, dans l'universalité de son jugement, indépendamment de toute injonction extérieure, si légitime qu'elle puisse être sur le plan politique ordinaire.

La volonté de la Société européenne de Culture est d'aller, au-delà de toutes les formes de divisions, à la recherche d'une société unie, généreusement ouverte aux innovations les plus hardies. Une telle volonté trouve dans une large mesure confirmation de sa validité dans la nature même du mouvement associatif, où se

manifeste avec le plus d'évidence le souci des humains de retrouver entre eux des contacts que la lourdeur des institutions étatiques permet difficilement ou ne permet plus. Ce besoin d'union dépassant le cadre des Etats, on peut le considérer comme une forme de cette politique créatrice (« la politique de la culture - de la SEC ») et la manifestation réelle d'une solidarité universelle vivante.

Ce parallélisme peut paraître fragile, mais il est l'expression d'une idée authentique, et l'on sait bien que toute idée répondant à une nécessité trouve, par des cheminement parfois insoupçonnés, le moyen d'atteindre ses consciences et d'être un jour traduite en actes.

En ce sens, il serait sans doute possible d'envisager le rôle véhiculaire du fait associatif, et de considérer les associations internationales comme des instruments d'observation permettant de présenter des signes de convergence.

Jean Morand
Président du Centre belge
de la S.E.C.

LE PRINCE ET LA CITE

Le Prince et la Cité, comprenons-nous bien. Les deux mots ont été confondus dans l'histoire.

La Cité antique fut d'abord une confédération de groupes constitués avant elle. Et la Cité moderne se dit volontiers de l'Etat considéré sous son aspect juridique. Le Prince, autrefois seigneur et maître qui possédait le pouvoir, est de nos jours celui - personne ou collectivité - qui exerce ce pouvoir souverain, on le nomme l'Etat. L'Etat, quel qu'il soit, démocratique ou tyrannique, à des degrés divers, tous systèmes mêlés. L'Etat nantit de sa fameuse raison - version moderne du fait du Prince.

S'agissant des relations internationales, la diplomatie du Prince s'est institutionnalisée, en dehors des rapports bilatéraux de type classique, et cela a donné les organisations intergouvernementales, universelles et régionales.

La Cité associative

A la même échelle, mondiale et régionale, la société démocratique des associations, fédérant d'innombrables activités humaines et sociales - groupes d'idées, de pression, de services et autres - a ordonné son propre univers dans l'autre, en face du pouvoir du Prince, indépendamment de lui, parfois à contre-pouvoir de lui. Ce que j'appelle la Cité.

La Cité des « peuples et des personnes », pour reprendre l'expression de feu René Maheu à propos de l'Unesco. La Cité des forces non gouvernementales dans le nouveau rapport des forces. La Cité des réseaux associatifs sans but lucratif, volontaires, bénévoles, en principe et en général économiquement désintéressés. Le Cité nouvelle de demain si l'on veut, je ne dis pas la Cité idéale, la Cité d'Utopie, dont un prétenté réalisme s'est un peu facilement moqué dans le chef des fondateurs de l'organisation internationale, ignorant le mot d'André Gide dans « les nouvelles nourritures » : « Comme si tout progrès de l'humanité n'était pas dû à l'utopie réalisée ! Comme si la réalité de demain ne devait pas être faite de l'utopie d'hier et d'aujourd'hui ». Concédons cependant qu'il y a un temps pour tout. J'ai beaucoup de considération pour un secteur important du mouvement associatif: les mondialistes qui, à des degrés divers d'impatience, aspirent et œuvrent à un pouvoir mondial, à un parlement mondial, à une Cité mondiale qui, dans un univers raisonnablement désarmé, feraienr ou referaient - la synthèse du Prince et de la Cité dans sa dimension planétaire. Mais nous sommes encore loin de compte et je crois au ménagement des étapes, notamment aux étapes régionales

Un itinéraire transnational

Me voici au départ de mon itinéraire transnational « de la société close des Etats à la société ouverte des peuples et des personnes ». Une formule d'idée bergsonienne, empruntée aux « Deux sources de la morale et de la religion ... dont l'auteur me semble avoir eu une extraordinaire intuition de l'évolution des relations internationales et transnationales. Une formule ramenée à deux vocables qui furent le thème central du Forum mondial de Bruxelles : « De l'international au transnational ». En termes plus explicites : « Pour un ordre mondial global de souverainetés tolérantes à frontières ouvertes aux courants associatifs pluralistes de foi, de pensée, d'opinion et d'intérêts divers ».

Un ordre transnational qu'est-ce à dire ? Transnational, mot récent - si pas la chose - exige une brève explication liminaire, ne serait-ce qu'en raison de son usage dangereusement équivoque. Attribué au juriste français Prélét, vers les années 20, il fut accrédité par le juriste américain Jessup après la publication de son fameux ouvrage « Transnational Law » dans les années 1950. Le conseiller juridique de l'ONU, représentant M. K. Waldheim au Forum, Erik Suy, en a fait l'argument de sa communication. Considérant la compétence et l'autorité qui s'attachent à sa fonction, je crois tout à fait à propos de lui emprunter mes références et citations.

Etats et sociétés

« Dire que l'ordre mondial contemporain n'est plus l'ordre purement intégritaire de naguère, c'est faire une simple constatation de fait qui ne prête pas à la contestation. Des protagonistes autres que les Etats jouent des rôles d'une importance croissante dans les rapports divers qui se déroulent à travers les frontières nationales. Ces protagonistes sont le plus souvent des groupements de particuliers ani-

liens d'ordre fonctionnel plutôt que national ou territorial. Les dits groupements revêtent des formes juridiques diverses et peuvent poursuivre les objectifs les plus variés grâce à l'action de ces groupements, qui s'étend à tous les domaines et qui se manifeste indépendamment de l'action des gouvernements. Un réseau de rapports directs entre les sociétés humaines existe aujourd'hui côté à côté avec les rapports entre les Etats qui dirigent ces sociétés. C'est dans ce sens qu'on peut dire que le monde est en train de passer de l'international au transna-

le fait est que les juristes, qui se veulent de plus en plus sociologues, donnent à la

discipline du droit transnational une portée que certains identifient au droit international privé, d'autres y ajoutant certains aspects du droit international public. Ainsi pour Raymond Aron, le droit international privé est le droit propre à la société transnationale universelle, ce qui couvre l'action des organisations non gouvernementales. L'Etat peut fermer ses frontières. La société les franchit, ne serait-ce que par les ondes.

L'indépendance des ONG

Le transnationalisme des ONG paraît au Conseiller juridique de l'ONU plus positif et plus dynamique que le transnationalisme du droit qui réglemente des situations statiques : « Les ONG, dit-il, aspirent de plus en plus à aborder des activités nouvelles, à militer pour un nombre croissant de causes et en général à jouer sur la scène internationale un rôle plus actif et plus déterminant. Pour pouvoir le faire, les ONG ont besoin de leur pleine liberté d'action. On comprend ainsi aisément l'importance qu'attachent l'UAI et son forum mondial à la question de l'indépendance des ONG et à une meilleure définition des obligations pouvant résulter du statut consultatif ».

Une question s'est posée à ce sujet dès 1952 au Service Juridique du Secrétariat des Nations-Unies à propos des travaux de la deuxième Sous-Commission de la Commission des Droits de l'Homme : dans quelle mesure les représentants des ONG dotées du Statut consultatif étaient-ils autorisés à critiquer les gouvernements des Etats membres ? La réponse fut que ces consultations étaient « destinées à fournir (aux organes compétents des Nations-Unies) des renseignements ou des conseils et à permettre aux organisations qui représentent une partie appréciable de l'opinion publique, d'exposer leurs vues ». Le Président de la sous-commission trancha nettement le débat en concluant « qu'aucun organe des Nations-Unies n'a jamais décidé de limiter

tants d'ONG ». Certes il arrive encore à des Princes de s'en prendre violemment aux gêneurs et empêcheurs de tuer et d'emprisonner en rond : la Ligue des Droits de l'Homme, Amnesty International, la Commission internationale des Juristes, beaucoup d'organisations d'inspiration religieuse. Mais sans pouvoir les ballonner, et ceci est important. L'UAI, pour sa part, a fait siennes la règle d'indépendance des ONG et du droit de critique, et c'est dans ce sens que, commis à la garde des principes et des méthodes de la fonction associative transnationale, notre Institut exerce, le plus librement du monde, la raison d'être de son propre statut consultatif.

De la diplomatie du Prince à la coopération de la Cité

La communication du conseiller juridique de l'ONU mériterait d'autres emprunts, si

ques traits qui marquent le chemin parcouru du Prince à la Cité, au jugement de l'organisation intergouvernementale. « Le passage d'une juxtaposition d'Etats individuels à l'émergence d'une société étatique en gestation... - L'interdépendance des Etats et celle des individus qui composent la collectivité avec la solidarité sociale qu'elle entraîne. - Le droit international en train de passer de la simple coordination des intérêts étatiques particuliers à le réglementation des intérêts généraux de la Communauté des nations ». Avec cette conséquence très importante qu'il détruit l'idée de coexistence pour aller à la coopération, dans l'intérêt du nouvel ordre social international.

Quant au Prince, un pouvoir législatif international s'ébauche. Quant à la Cité des Peuples, les ONG sont l'instrument de la solidarité sociale à l'échelle mondiale. Il suit de là une véritable participation, obligée par la complexité technique des problèmes et la qualification spéciale désormais requise des personnes, des groupements ou des institutions. Une participation qui tend à s'étendre de la base des Comités au sommet de l'Assemblée générale.

Au départ de l'Europe

Je voudrais maintenant donner mon parcours associatif, délibérément pragmatique, son orientation dans le temps et dans l'espace. J'ai à l'esprit une perspective historique et géographique qui situe les origines, les permanences et les projections européennes du fait associatif perçu dans sa portée internationale et transnationale et dans sa nouvelle dimension mondiale. Avant de conclure par une vue d'avenir basée sur un certain optimisme de l'effort visant à une morale des valeurs associatives de liberté et de solidarité.

Il y a une tradition associative aussi ancienne que l'Humanité, si l'on admet avec Charles Gide, un des promoteurs de l'associationnisme, dans les domaines religieux et corporatif, que » l'association est la plus générale de toutes les lois qui gouvernent l'univers ». Tout de même, le fait associatif élaboré, devenu un des éléments essentiels de la société contemporaine évoluée, le fait associatif organisé d'initiative privée et à but non lucratif, le fait associatif généralisé à l'ensemble des activités humaines, ce fait-la c'est la fleur féconde du développement et du progrès social. C'est

donc assez naturellement en Europe qu'on assiste à son éclosion et à sa croissance.

L'associationnisme d'inspiration religieuse a beaucoup contribué à cette floraison. Les événements de Pologne, où le sentiment religieux s'est toujours confondu avec le sentiment national, s'inscrivent dans cette dynamique associative d'inspiration catholique. Et, soit dit en passant à ce propos de brûlante actualité, à maîtriser la Cité, le Prince commetttrait une faute à ses propres dépens.

L'Europe de l'Est, pour sa part, accueille un bon nombre de sièges de fédérations, entre autres la Fédération Syndicale Mondiale et diverses associations mondiales à étiquettes « démocrates », tels les Femmes, les Juristes, les Journalistes démocrates. On y fait grand usage de l'idée de Paix volontiers identifiée au Système socialiste et différenciée du Système capitaliste. D'amples congrès d'OING se centrent sur ce thème, qui se prolongent en Comités permanents. Mais la diffusion du mouvement associatif est limitée dans la mesure où le Prince, émanation du parti unique au pouvoir, domine la Cité.

Une diffusion universelle

C'est d'Europe que le mouvement a gagné le nouveau monde où il prospère en associations et en fondations, souvent de concert avec les entreprises lucratives. L'associationnisme juif et protestant y ont une bonne part, particulièrement dans la défense des Droits de l'Homme. Car ce sont ces « groupes de pression » voués à la sauvegarde des Droits de l'Homme qui ont obtenu, à la conférence de San Francisco en 1945, qu'une si large part fut faite aux Droits de l'Homme dans la Charte des Nations-Unies. Et peut-être après tout leur doit-on que, pour la première fois, le Prince ait consenti à l'article 71 de la Charte qui est à l'origine du Statut consultatif et de la participation octroyée aux ONG ou ONG nationales, cet article constituant une sorte de reconnaissance de la Cité associative. Mais on peut remonter dans le temps pour voir le fait associatif s'implanter universellement, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, de concert avec la colonisation et les œuvres missionnaires. Il est même tellement marqué de ses origines qu'il suscite encore aujourd'hui dans beaucoup de cas la méfiance des nouveaux Etats du Tiers et du Quart Monde, qui y voient facilement un reste, une survie de l'époque coloniale. Problème important, dont je dirai un mot à propos de l'orientation nouvelle de l'universalisation. Cependant, telle est la force créatrice du fait associatif dans la Cité européenne et son rayonnement dans le monde, qu'on constate de nos jours une véritable prolifération d'organisations non gouvernementales qui submergent littéralement les services de l'UAI, greffier de l'état civil des ONG et juge des critères de leur authenticité.

Les tableaux statistiques, publiés en annexe de nos Annuaires, qui prennent un volume encyclopédique, établissent que

nationales ont leur siège en Europe à 70 p.c. En Europe occidentale pour la plupart, les premiers centres mondiaux d'OING étant dans l'ordre Paris, Bruxelles, Londres et Genève, avant de descendre en Amérique du Nord et de revenir en Europe pour plusieurs centres comme La Haye, Vienne, Rome et autres capitales. L'UAI a dû s'équiper en banque de données, à la pointe de l'informatique, pour mémoriser un trésor de renseignements qu'elle est traditionnellement seule à pouvoir traiter. Parallèlement à ce travail scientifique de références, notre fonction d'études et de recherches au service de la Cité associative, dans son ensemble mondial et ses quartiers régionaux, nous pose et nous impose une foule de problèmes. Problèmes d'identité, de spécificité, de multiplicité, de concertation et de concentration; de coordination interdisciplinaire; de participation, aussi de communications et de réunions.

Le devoir de solidarité humaine

Me plaçant au plan de la culture européenne à cette tribune de la SEC, je crois pouvoir dire qu'il importe au prestige de l'Europe et de ses valeurs que les réseaux d'associations, venus de tous les horizons, se soient donnés rendez-vous à Bruxelles l'an dernier, au vieux foyer de leur premier congrès en 1910, pour faire librement réflexion sur le fait associatif d'aujourd'hui sous tous ses aspects. Les libertés associatives y furent proclamées bien haut, comme étant une partie fondamentale des droits de l'homme, mais aussi le devoir de solidarité, en complément de ces libertés. Une solidarité qui s'entend certes d'intérêt commun à tous les réseaux associatifs, en face du Prince, Etats et organisations interétatiques, pour obtenir une participation internationale à part entière et sans entraves à l'action internationale. Mais une solidarité qui finalement s'entend surtout à l'égard de la Cité des peuples, suivant une conception nouvelle de l'ordre mondial.

Beaucoup de participants au Forum eurent la révélation des initiatives prises

par les ONG et les OING sous le patronage des institutions européennes. Tel le financement du développement par les soins des ONG. Ou encore les initiatives du Conseil de l'Europe dans le champ des Droits de l'Homme et les expériences les plus avancées de participation, jusqu'à la co-gestion et la part de responsabilité dans le champ des activités de la Jeunesse. Ici on voit le Prince et la Cité harmoniser leurs efforts.

Après avoir fait mention de la démarche en cours à l'étape du Conseil de l'Europe pour donner une reconnaissance juridique internationale aux associations (OING), l'exposé note les - vieux réflexes du Prince souverain et centralisateur, qui se manifestent jusque dans les Etats reçus les plus libéraux. Avec cependant un bon point pour la Belgique et sa loi unique de 1919 sur les associations internationales asbl, aussi pour la tolérance que ce pays témoigne à l'égard de toutes les manifestations des relations internationales et transnationales. De fait rare, aucune association ni réunion internationales ayant siège ou lieu en Belgique n'ont jamais été jugées comme telles indésirables dans la Cité, le principe des présences indésirables étant théoriquement réservé à des personnes seulement. « Trop d'Etats tiennent pour indésirables la présence de certaines sections nationales des OING dans les congrès qu'ils accueillent. C'est pour l'UAI une source continue de rappels à l'ordre de l'hospitalité congressuelle. Les associations tiennent généralement bon et il leur arrive même de changer de lieu en catastrophe... »

La Cité mondiale développée

J'élargis ici l'écran de mon propos à la dimension mondiale des OING. Un chapitre important de notre Forum y a été consacré, présenté par le rapporteur, M. Vladimir Hercik, ancien chef de service ONG à l'UNESCO, comme « un défi au monde contemporain ».

M. Hercik est parti du fait incontestable que c'est aux OING que l'histoire doit principalement l'affirmation du concept de la solidarité internationale et le débat de son application. « Ce sont les OING, dit-il, qui, face aux nationalismes étatiques, ont incarné une idéologie internationale proclamant que la coopération et la solidarité humaines ne connaissaient pas de frontières ».

Aujourd'hui le message uni vers liste des OING présente une actualité et une urgence accrues, du fait que l'évolution économique et sociale du monde a mis en lumière l'interdépendance des peuples. Les spécialistes s'accordent à dire et à prouver que les importants problèmes du siècle, tels le sous-développement, la faim, la protection de la santé et de l'environnement, l'approvisionnement en eau, en énergie, en matières premières, se posent à l'échelle mondiale et ne pourront être résolus qu'à cette échelle. Le grand public en prend conscience, grâce aux moyens d'information des médias. En conséquence de ce défi, les OING doivent faire face à la tâche délicate et concrète visant à intégrer les associations des pays en développement, en mettant en valeur leur spécificité sociale

et culturelle. C'est cette intégration, avec son exigence de qualité, qui est le fondement d'un nouvel ordre international authentique. Le rôle des OING sera ici déterminant et déterminé par leur vocation originale, qui consiste à promouvoir la liberté et l'épanouissement de la personne humaine.

Mais le chemin du monde planétaire passe par les régions. Les OING régionales répondent aux besoins des groupes et des individus de se retrouver dans un cadre plus restreint offrant une homogénéité de problèmes et de facteurs socio-culturels. Les organisations mondiales et régionales sont, de toute évidence, complémentaires.

Bien sûr, il y a des entraves dans les progrès des OING vers l'universalité. Par exemple, l'attitude négative ou discriminatoire de certains gouvernements : Cette situation peut être améliorée par un statut juridique international. Mais du côté associatif le problème capital est le manque de moyens financiers pour faire face au fonctionnement d'une OING dont le réseau s'élargit à l'échelle mondiale. M. Hercik a suggéré au Forum qu'une partie de l'aide internationale destinée aux pays en développement soit mise à la disposition des OING engagées à servir les mêmes objectifs. Une autre suggestion est que les OING créent un fonds international commun destiné à promouvoir les activités et les relations internationales des OING dans certaines régions du monde.

On entrevoyait là tout un programme de la Cité développée, qui assigne l'UAI, dans sa fonction, des tâches d'études et de mise en œuvre des voeux du Forum. Nous préparons un colloque pour l'an prochain à Genève, sous le loit du BIT, sur le thème des « modèles non occidentaux, destinés à être intégrés progressivement dans la vie des OING ». Une démarche de solidarité par excellence.

Une leçon de morale

Arrivé au bout de ce petit itinéraire de l'esprit qu'on ne peut s'offrir sans péril, que dans la Cité libre, je voudrais tirer la leçon de mon expérience personnellement vécue de la vie et du monde des associations.

Une leçon de morale somme toute assez réconfortante, action humaine et sociale, animée de bons sentiments, qui contraste avec l'impression trop répandue que le genre humain, décidément mauvais, s'abandonne et s'abîme dans une féroce égoïsme partout tendu par la volonté de puissance, les ambitions individuelles et collectives, la soif du profit, de l'argent, du confort, sans pitié. Où si peu, pour les misères et les souffrances de l'immense majorité des peuples dépourvus.

Ce sentiment, assorti d'indifférence, a ses lettres classiques qui font école de siècle

en siècle et qui continuent d'influencer notre époque.

Ainsi de Machiavel et du machiavéisme

L'échiquier de Machiavel

Curieux du Prince - pour mon dessin d'aujourd'hui, je suis retourné aux œuvres complètes de l'illustre florentin, édition millésimée 1952, introduite par un beau morceau littéraire de Jean Giono. J'ai cru à propos de vous en donner un aperçu. Le jugement de Giono est formulé dès la première phase :

« La Renaissance s'efforçait de voir les choses telles qu'elles sont et non plus à travers l'illusion chrétienne ». Façon d'annuler le Moyen-Age, qui fut un temps de transnationalité, oblitère par les nationalismes des temps modernes - Léo Moulin l'a remarquablement montré au Forum à propos de l'Ordre de Citeaux.

- La Renaissance va essayer de connaître le monde à l'aide de « techniques », le mot est en grasse. Si progrès humain il y a . Il est dans un certain rationalisme et dans la tolérance religieuse. < A partir de ce moment là, dit Giono, Dieu a créé plus les rois. Il n'y a plus de droit divin ». Et d'ajouter - je procède ici par extraits et points de suspensions, en évitant de trahir le contexte : « Il n'est plus possible de mélanger la politique et les sentiments... Le monde est désenchanté... C'est le moment d'écrire le Prince et Machiavel s'y résoud... ».

Sur l'échiquier dont il parle et sur lequel il a joué de nombreuses parties, il n'y a pas de pièces ayant la puissance de la vertu... Le but qu'on se propose n'est plus une fiction pleine de douceur mais un mat en trois coups et un seul si possible.

« La langue, que Machiavel est bien obligé d'employer, n'a même plus de mot pour désigner la tendance habituelle et constante de l'âme, qui porte à faire le bien et à faire le mal... Il faut bien reconnaître qu'il n'y a plus de pièce vertueuse sur aucun échiquier... Il a toujours été nécessaire d'assassiner. Tout le monde sait, et Machiavel le sait aussi, qu'un mort ne compte plus... On a pu assassiner un tas de cardinaux, princes, papes, rois, empereurs et même peuple, sans que Machiavel se donne le ridicule d'en appeler à Dieu ». Et encore : « Nous croyons à un pouvoir de l'homme sans limite... Nous croyons à la valeur de l'homme. Nous dressons des plans pour une super-humanité. Nous dressons des plans merveilleux. Nous sommes dans le paroxysme de l'ambition humaine... L'homme de Machiavel c'est n'importe quel homme, dès qu'il pose en principe que le monde matériel, perceptible par ses sens, est la seule réalité et qu'en dehors de cette réalité il n'y a rien... Il n'y a pas de doctrine politique dans Machia-

vel. Il y a la connaissance du cœur

Et cela continue ainsi : tout le texte vaudrait d'être cité, ne serait-ce que pour son souffle littéraire.

L'héritage du machiavélisme

Quant au machiavélisme, qu'il soit la foi de son auteur ou le reflet de son milieu - on en discute - ce système politique et cette tradition diplomatique, qui nient toute valeur morale dans l'exercice du pouvoir et des relations entre princes, j'ai, en fermant l'ouvrage, pensé aux disciples; au surhomme de Nietzsche, à l'homme agissant de Marx, à toute une filiation présumée d'idées jusqu'à ce siècle-ci qui a produit le Duce, le Führer, Stakne et bien d'autres tyrans et tyranneaux. J'ai pensé aussi à mes maîtres Paul Hymans, Maurice Bourquin, Fernand Van Langenhove, à ma carrière diplomatique, à mes mandants, à mes instructions, à mes démarches, à mes collègues qui m'ont laissé le souvenir de beaucoup d'honnêteté en général. J'ai pensé encore que si Venise des Campagnolo ne ressemblait pas à la Florence de Machiavel.

J'ai surtout pensé que l'auteur du Prince, de l'art de la guerre et des Histoires florentines, n'avait vu qu'un certain visage de l'humanité de son temps : arrogant et cynique à la Seigneurie et dans les Cours où il fut chargé de mission ; humble, résigné, civiquement inexistant dans sa chère campagne toscane. Nous savons aujourd'hui qu'il est un autre visage de l'humanité, que la Cité moderne a profilé, bûré, éclairé, à côté de tout ce qui subsiste de dureté, de violence, d'intolérance et d'aprétes diverses. Un profil aux traits de bienveillance, de dévouement, de générosité.

L'échiquier de Machiavel a changé : le pouvoir de l'homme fort et du Prince ne sont plus sans limites.

La démocratie associative

C'est que la démocratie a fait son chemin parallèlement à la tradition du Prince, en particulier dans la Cité associative.

Bergson, dans les « Deux Sources de la morale et de la religion », a dit pourquoi l'humanité n'est venue à la démocratie que sur le tard : <- De toutes les conceptions politiques, c'est en effet la plus éloignée de la nature, la seule qui transcende les intentions, tout au moins les conditions, de la « société close ». Elle attribue à l'homme des droits inviolables, exige de tous une fidélité inaltérable au devoir. Elle prend donc pour matière un homme idéal, respectueux des autres, comme de lui-même, s'insérant dans des obligations

qu'il tient pour absolues, coïncidant si bien avec cet absolu qu'on ne peut plus dire si c'est le devoir qui confère le droit ou le droit qui impose le devoir. Le Citoyen ainsi défini est à la fois « législateur et sujet » pour parler comme Kant. L'ensemble des citoyens, c'est-à-dire le peuple, est donc souverain. Telle est la démocratie théorique ».

Cette morale bergsonienne s'applique à la démocratie associative, là où elle se pratique dans des régions heureuses du monde, qui semblent parfois ignorer leur bonheur, mais assurément à distance d'un idéal inaccessible. Nous pouvons voir autour de nous, à l'écart des ambitions politiques et des luttes économiques, la société plus discrète des innombrables réseaux associatifs, leurs assemblées heureuses, leurs concours bénévoles, leurs travailleurs volontaires, aux salaires souvent modestes, qui offrent généreusement leur savoir, leur temps, leur ardeur, leur dévouement, parfois jusqu'à l'abnégation, à telles causes de paix, de dignité humaine, de justice sociale, à telles campagnes humanitaires, à telles actions de charité au sens de l'amour du prochain, et j'en passe beaucoup.

Ces forces vives de la Cité étaient autrefois considérées et tolérées au mieux comme une sorte de témoin de conscience, ou encore de soupeau au trop-plein des injustices.

Aujourd'hui il s'agit de groupes dits de pression, de pression morale et sociale. Des groupes dont feu Jean Meynard, nombre de notre Institut, a été l'un des sociologues les mieux informés. Son important ouvrage, intitulé « Les groupes de pression internationaux », montre la variété des acteurs et la diversité des intérêts.

Le côté économique

Il n'est pas toujours aisé de fixer les frontières du service social et du désintéressement, ni de distinguer dans le flou des buts poursuivis. Il y a pas mal de mixité dans l'immense éventail des associations, statutairement sans but lucratif.

Les syndicats se veulent socio-économiques. Les coopératives forcément aussi. Les organisations professionnelles participent d'intérêts économiques importants. Les associations de tourisme, d'hôtellerie, de transports, de congrès, aussi de sport. La Chambre de Commerce Internationale est l'expression associative de toutes les branches de l'activité économique au plan mondial. L'économique se voit partout. N'est-il pas jusqu'aux ordres religieux à but spirituel qui fabriquent de la bière et du fromage dans une savoureuse tradition qui nous a valu un conte délicieux d'Alphonse Daudet : l'élixir du Révérend Père Gaucher.

Le côté gratuit

Mais d'autre part tout un associationnisme de bienfaisance, de philanthropie, de spiritualité, d'action sociale, familiale, humanitaire, culturelle, enseignante, scientifique, est purement au service de la société. L'Année de l'Enfance a été l'exploit des organisations non gouvernementales reliées à l'UNICEF. Le mouvement associatif féministe a remporté tant de succès qu'il s'interroge sur l'avenir de sa spécificité. N'oublions surtout pas les forces associatives d'opinion et de communication de l'opinion : les médias. Et tout ce qui agit puissamment dans la défense des Droits de l'Homme.

En vérité, je crois que le Prince doit désormais compter avec les forces d'opinion de la Cité dans le rapport des forces. Staline, revenant, ne s'aviserait probablement plus de demander de combien de divisions dispose le Vatican. Je crois également que le Prince devra, bon gré mal gré, tôt ou tard, consentir à un certain pluralisme, qui est l'expression associative de la tolérance.

Droit de cité au sentiment

Mais il me faut me borner et conclure. En terminant en réaction au machiavélisme.

En accordant son droit de Cité au sentiment, à la morale. Une morale civique de raison, une morale d'intérêt commun qui se garde de tout angélisme. Une morale fondée sur une conscience de solidarité vitale dans ce monde fini, selon Valéry, mais qui vivra ou mourra de son interdépendance.

Je me reporte par la pensée à la Florence d'aujourd'hui, si active et si accueillante à la vie internationale et transnationale, publique et privée. Je revis le buste du plus illustre de ses fils, dans les jardins de Boboli. Et référence faite à son génie, je dis au « Prince » que, convaincu ou convaincant, il a péché par outrage au sentiment, à « ces sentiments purs » (au pluriel), dont Giraudoux a dit dans pleins pouvoirs, qu'ils « assurent l'intégrité des êtres et des cités, l'estime, le mépris, l'indignation ».

Mais sans doute Sartre a-t-il éclairé ma conviction en lisant dans « Situation III » :

« Nous savons qu'un sentiment est une manière définie de vivre notre rapport au monde qui nous entoure et qu'il enveloppe une certaine compréhension de l'univers. C'est une tension de l'âme, un choix de soi-même et d'autrui, une façon de dépasser les données brutes de l'expérience, bref un projet tout comme l'acte volontaire ».

R.F.

ECHOS DE LA VIE ASSOCIATIVE

NEWS ON ASSOCIATIVE AFFAIRS

Les associations au service de la Paix

La Paix avec une majuscule est sans doute de nos jours la plus répandue des aspirations humaines, à l'âge de la jeunesse singulièrement. Un récent concours de dissérenciations organisé à Namur par l'Association pour les Nations-Unies, sur le thème de l'organisation mondiale, a montré des lycéens et lycéennes unanimement inquiets des périls de la guerre mondiale et soucieux d'une sécurité de bon aloi. Le même concours révélerait vraisemblablement des sentiments identiques partout ailleurs. Et cela, non pas du fait d'une génération plus poltronne que ses aînées, mais très honorairement de la perspective d'un cataclysme effroyable, où la bravoure et le panache d'autan n'auraient que faire.

Les appels pour la paix nous viennent de diverses organisations internationales de jeunesse.

Les thèmes de la détente et du désarmement qu'ils proclament sont si naturellement humains qu'on voudrait être sûr qu'ils sont toujours motivés par la seule morale associative empruntée au respect des droits des personnes et des peuples, plutôt qu'au service d'une raison stratégique et diplomatique d'Etat. Car la vraie paix, on ne le répètera jamais assez, n'est l'apanage ni du monopole de la bonté.

C'est sous le bénéfice de cette observation générale que nous faisons et ferons volontiers écho à cette tribune à toutes les manifestations associatives en faveur de la Paix et des moyens d'y parvenir.

Un Forum mondial de la Jeunesse et des étudiants

Un Forum mondial de la Jeunesse et des étudiants pour la paix, la détente et le désarmement, s'est tenu cette année à Helsinki à l'initiative du Comité national des Organisations de la Jeunesse de Finlande.

Une lettre circulaire du CIMEA, Comité international des mouvements d'enfants et d'adolescents près la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, nous apprend de Budapest que ce Forum fut un succès de masse, avec 600 délégués de 100 pays, représentant des organisations

nationales, régionales et internationales « à tendances politiques et à orientations religieuses différentes ». D'un long « Document final », nous extrayons les derniers paragraphes qui s'adressent apparemment à tous les pouvoirs du monde sans exceptions :

- Nous manifestons notre solidarité avec les peuples, la jeunesse et les étudiants du monde entier qui luttent contre l'impérialisme, l'expansionnisme et l'hégémonisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, la colonisation de territoires occupés, le fascisme et le néo-fascisme, contre le militarisme, le racisme et l'appartéhied, avec tous ceux qui combattent toute forme d'oppression, d'exploitation et de discrimination, pour leur libération nationale et la justice sociale, pour la démocratie, les droits de l'homme, la liberté et l'indépendance, pour la souveraineté et l'intégrité territoriale, tout cela constituant une contribution importante à la lutte pour une paix durable.

Nous sommes déterminés à poursuivre et à intensifier notre travail pour la paix, la détente et le désarmement.

Nous exigeons pour les jeunes le droit de prendre part à l'élaboration et à la prise de toute décision concernant l'avenir commun de l'humanité. L'éducation pour la paix, la compréhension et la coopération ainsi que les échanges de jeunes sont d'une grande importance pour la création d'attitudes positives à l'égard du désarmement et de la détente. Il est impératif d'aider les enfants et les jeunes à prendre conscience de toutes les formes de violence et d'injustice. L'éducation pour la paix est notre tâche commune à tous.

Nous devrions élargir notre coopération au sein d'autres organismes par l'intermédiaire de la Réunion informelle de Genève afin de contribuer à la recherche de meilleures conclusions de la Semaine du désarmement proclamée par les Nations Unies, d'agir en faveur d'une bonne préparation de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies consacrée au désarmement et de promouvoir activement les préparatifs ainsi que la réalisation dans les meilleures conditions de 1985 - Année internationale de la jeunesse, sous le mot d'ordre Participation, Développement, Paix.

Nous appelons la jeune génération à écarter tout ce qui nous divise et à s'unir pour maintenir la paix et parvenir au désarmement. Cela peut être réalisé de diverses manières au niveau local, national, régional et international grâce à une mobilisation et à un engagement très vastes des jeunes. Pour atteindre ces objectifs et promouvoir les grandes lignes de ce Forum, il importe d'organiser des activités en profitant au mieux des structures et des expériences actuelles offertes par la coopération mutuelle.

La jeune génération refuse de se soumettre à la fatalité de la guerre et du désastre.

Nous devons tous ensemble établir un monde de paix durable et un avenir meilleur pour l'humanité. »

DEMAIN

« Etudes et expansion »

La Société d'Etudes et d'Expansion, association internationale à but scientifique, vient de marquer le 80^e anniversaire de sa fondation à Liège par une facture nouvelle de sa déjà vénérable Revue trimestrielle, intitulée désormais « Demain ». Un titre à l'accent optimiste et



un programme d'avenir orienté vers l'information prospective.

Le premier numéro de cette année reproduit le texte d'une conférence du futurologue américain Herman Kahn. Directeur fondateur du Hudson Institute, prononcée à la tribune de la Société à l'occasion du Festival du Futur organisé avec succès, une semaine durant, au Palais des Congrès de Liège.

The Lutheran World Federation

Rural development : Opportunities for increased involvement of non-governmental organisations

A Three-Day Workshop - Oct. 1981

At the start of a new United Nations Development Decade, when the difficulties of creating a more just economic order between States and within States are obvious to all, a workshop for organisations involved in rural development questions can be an occasion for a useful exchange and

The aims of the Workshop are :

- to analyse some of the major obstacles to rural development in the Third World in order to find ways in which non-governmental organisations can, in the light of government plans, be most effective in overcoming the obstacles.
- to exchange experiences of on-going activities of non-governmental organisations in Third World rural development in order to propose new programme areas in which non-governmental organisations can be effective either singly or in cooperative effort with other organisations,
- to analyse the experiences and effectiveness of development education and information programmes within industrialised countries.

The Workshop, after opening presentations, will be divided into three subject areas :

- I. Development Education and Policy Proposals
- II. Rural Development in the Third World with an emphasis on agricultural improvements and reforms
- III. Rural Employment possibilities and programmes, especially in the non-agricultural sector.

The emphasis will be on what non-governmental organisations are doing to overcome existing obstacles, what type of resistance are being met, the reasons for success and failure of programmes, cooperation and rivalry with government-sponsored programmes in each of these items.

The Workshop is being planned for about 100 people. Each section will be limited to 30-35 people so that a maximum of time can be used for exchange of experiences

and analysis of the problems and possibilities.

We hope that most of those attending the Workshop will have had experience and responsibility for the types of activities being discussed.

For the Workshop we plan a display of photos, studies and teaching material on the subjects outlined above. We hope that each organisation will supply the exhibit with such material.

LE IXe CONGRES DE L'OIJ

L'Organisation Internationale des Journalistes (OIJ), constituée à Copenhague en 1946 et siée à Prague, organise son IXe Congrès à Moscou en automne 1981, conjointement à la célébration du 36^e anniversaire de sa fondation.

Le mensuel de l'OIJ, « Le journaliste démocrate », qui a modifié sa présentation, annonce que le Congrès de Moscou passera en revue le travail de l'OIJ depuis la tenue du VIIIe Congrès, les résultats des luttes menées pendant les dernières années pour les idéaux de la paix, de la libération nationale, du progrès social et de la démocratie, pour les intérêts fondamentaux des journalistes de tous les continents.

Special ICFTU World Conference in New Delhi

The New Delhi Conference (March 1981) marks a major stepping-up of the ICFTU's campaign for a new international economic and social order. After three days of intensive debate, the 250 participants from 63 ICFTU affiliates, 14 friendly trade union organisations and 7 International Trade Secretariats agreed on a statement of intent which maps out the priorities for 1981 and the years ahead.

However, the formal concluding declaration is only an indicator of the value of the Conference. Equally important, although less tangible, was the genuine commitment to progress apparent from the delegates in this North-South dialogue of trade unions.

As is stated in the conclusions of the Conference, « the strong mutual interest between workers in the South and North in a programme for balanced development has always been underlined by the ICFTU. In fact this concept is the justification for our existence ».

The Conference was opened by the Prime Minister of India Mrs Indira Gandhi. She took the opportunity to praise the ICFTU's support for international cooperation and solicit the help of industrialised country trade unions for the economically disadvantaged nations, other guest speakers included the former President of Venezuela, C.A. Perez Rodriguez. Lakshmi Kant Jha and Joe Morris of the Brandt Commission, Bertil Bolin of the ILO. Dr J.R. Clarke of the

World Bank, Mr J.M. Zegers of the International Monetary Fund and the Indian Finance Minister Mr R. Vankataraman. A particularly interesting feature of the Conference was the contributions from a number of high level representatives of intergovernmental organisations such as the UN, the International Monetary Fund, the World Bank, UNCTAD, GATT, UNIDO, UNESCO, the EEC, the OECD and the FAO.

Two highlights came from guest trade union organisations. The Vice-Président of the AFL-CIO, Mr Martin Ward, announced that American labour was coming back into the ICFTU. He said that he had been appointed by the AFL-CIO Executive Council to head a small committee which would be having early meetings with the ICFTU to finalise the details of reaffiliation. He hoped that the formalities would be completed by the centenary Convention of the AFL-CIO in November 1981.

The Vice-Président of « Solidarity » Mr Andrzej Gwiazda brought greetings from the newly emerged free trade unions of Poland. He stressed that three fundamental elements of « Solidarity »'s struggles in Poland were applicable to the trade union role in development worldwide. Firstly, industrial growth should satisfy the basic needs of workers and their families. Second, these basic needs could only be defined by the workers where they and their organisations had freedom of expression. Third, trade unions must have the right to strike because this is the only weapon workers have for settling their demands and grievances with employers and governments. Mr Gwiazda also said that although « Solidarity » would not be seeking affiliation with any international trade union organisation, they would wish to co-operate with the ICFTU and his affiliates.

Amongst the Conference participants were two large delegations from the INTUC and HMS - the ICFTU's Indian affiliates. As hosts to the ICFTU they expressed their pride that the Executive Board had chosen a leading developing country, India, as the venue for the Conference.

From the opening speeches right through to the adoption of the statement of intent - the New Delhi Declaration - the tone of the Conference was what trade unions must do to bring about a global programme for balanced development. Equal importance was given to follow-up as to debate on the policy options. 1981 is a critical year for the North-South dialogue. Current economic trends are downwards and threaten a prolonged world-wide recession. But there is an alternative. It involves major changes in government policies which can only be decided at the highest levels. Building on the Conference and ensuring that the policies proposed in the 1981 ICFTU World Economic Review and in the Declaration of New Delhi are adopted is now the major task for the ICFTU and its affiliates.



IMPRESSIONS OF A NEW MEMBER

by Godofredo Figueroa *

We attended the General Assembly and Workshop of IAPCO held in Tel-Aviv from 20-24 February, this time as a member. Our first encounter with IAPCO had been in 1978 when the Assembly and Workshop was held in Singuenza, Spain and we attended as an invited guest representing the United Nations to participate in the Workshop on Interpretation. Even at that time, it seemed that continued association with IAPCO would be advantageous to our efforts to keep current with developments in conference management. The new type of membership that would permit conference officers of inter-governmental organizations to participate in the work was thus welcome and our attendance at the just-completed meetings fulfilled our expectations.

Our first impressions were strengthened and re-inforced mainly because throughout the discussions that took place in the different workshops, two themes seemed

to be ever-present : a) How can I deliver a better product ? b) How can we enhance and improve our Association ? You may say that this is not surprising since everybody more or less seeks to improve oneself. But in this case, we are talking about Professional Congress Organizers and I emphasize « Professional » who are already successful in what they do - organize congresses. It is even more notable when you consider that the membership of IAPCO represents 14 countries with different cultural backgrounds, a situation which introduces considerations - and restraints - with which we in United Nations are very familiar.

One example which proves the interest of the members in improving the Association was the agreement for all members to use a standardized contract with their clients. We were particularly impressed by the business-like manner in which such a useful concept was unanimously realized.

The use of computers in congress organization was another subject discussed in the Workshop which also proved of interest, both in the detailed explanations of individual experiences and in the fact of frank and open exchange among members. We took careful note of the pros and cons.

Hotels as congress venues and media coverage of congresses were subjects that brought out the different approaches taken in different countries, but it seems that no matter where, the problems are pretty much the same. We would share in the conclusion that if a functional conference centre is not available, a hotel usually provides the best second venue, as well as in the concerns expressed on the difficulties encountered when the hotel management has no understanding and experience of the problems connected with the organization of a congress. We, too, have the problems that arise from the disparity in the level of media coverage required for the « drama » of the opening of a conference as distinct from the less ex-



Mr. Figueroa during the IAPCO Assembly in Tel Aviv.

citing day to day work that follows.

Marketing of Professional Congress Organisers' Activities, Inter-relationship in the Professional Congress Organisers' Office and the Future of the Professional Congress Organisers' Profession were three inter-related themes which gave rise to animated and at times, heated exchange of ideas and opinions especially in relation to : Where are we ? and Where are we going or should go ? The individuality and strong competitive spirit of the participants showed then, during the discussion. Our impression as indicated previously, is that IAPCO members want to deliver a better product, better himself or herself and enhance and improve IAPCO.

It was very rewarding to exchange ideas and experiences with colleagues who are in the same field of activities. We hope in the future to be able to contribute to the aims of the Association and look forward to the next Assembly that will be held in Stockholm in March 1982.

* Chief Planning and Meetings Servicing Section Department of Conference Services United Nations



INTERNATIONAL CONGRESS AND COMPUTER (EDPS)

- In the case of CIE KYOTO '79 - *

1. Background

Since 1975, this theme has been treated in Japan both by congress organizers and computer makers. In that period there was a forward movement towards computerization of business tasks in this domain: there seemed therefore to be a strong drive among computer makers to open up a new market for their products. As for the EDPS (Electronic Data Processing System) of management of international congresses, interest was centered on the area of REGISTRATION. As you know, registration procedures of international congresses are burdensome and congress organizers have tried to cut down personnel expenses by rationalization and elimination of this work. Under these conditions, the computer has been seen as a standard-bearer of rationalization and elimination of needless work.

However, having only this view, the true meaning of EDPS in international congresses can not be made clear. So far, congress organizers, being entrusted with international congresses, have tried to rationalize the laborious jobs of registration. Though this is probably a correct attitude, on this basis alone, the computer can be

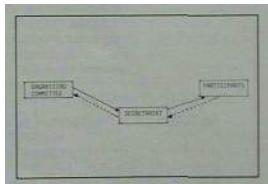
nothing more than a tool for rationalization.

Our research was made to settle the role of computer in the whole frame of international congresses, including the organizing committee, participants and the secretariat run by the congress organizer.

We thought it appropriate to have the cooperation of a third party to carry on this research, not leaving it only to congress organizers and computer makers. With that purpose in mind, it would be ideal if the organizing committee and the participants of the congress could join in this research. But at present, this could be quite difficult, if not impossible to do. In the case of CIE KYOTO '79, we had the cooperation of the seminar of the university, an institute not involved in the pursuit of profits.

2. View point

We staff of Kyoto International Conference Hall, as the congress organizer, de-



scribed the information flow in international congresses as follows:

to communicate the will of the organizing committee to the participants
to communicate the will of the participants to the organizing committee

We set up the secretariat at the pivot of these two currents of communications.

The congress organizer runs the secretariat. The role of the secretariat has come to be:

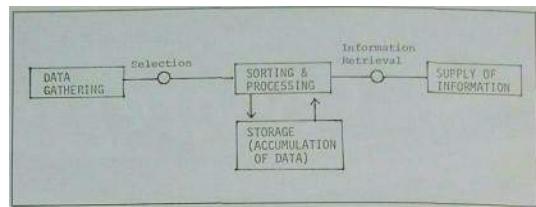
* Report prepared by the Marketing and Planning Section
Sales Division, Kyoto International Conference Hall
Takarazuka, Kakyo-ku, Koto 606, Japan.

(1) to consult the organizing committee about the content of the information to be communicated to the participants, put that in order, print and forward it.

(2) to collect the applications and requirements of the participants, and make reports with various classified data and lists, so that the organizing committee can make use of them as basic data for decision making.

(3) to promote efficiently the two currents of these communications.

The members of the seminar of the university considered the management of international congresses as information management and set up the following chart.



From this point of view, the secretariat can be regarded as the pivot point from which to create and push communication between the organizing committee and the participants, while managing the information between them. If we do the jobs described on the above chart without using EDPS, what would happen? It used to be the case that the secretariat was swamped by posting, classifying, retying data etc., and it would be fairly difficult for the secretariat to provide necessary information on time. Do they feel like acting as promoter of communication between the organizing committee and the participants? (We believe they do not). Our purpose is to help the secretariat out of this situation. In other words, to recover the function of the secretariat as the pivot of information by using EDPS in the international congresses.

Conditions

1. OUTLINE OF THE CONGRESS

Title :	19th CIE Session (CIE KYOTO 79)
Duration :	August 21 - 28, 1979
Attendants :	487 delegates and 181 accompanying persons
Events:	Opening Plenary Session, General Assembly, Closing Plenary Session 26 Technical Committee (TC) and Study Group (SG) 6 Administrative Meetings 7 Social Programs (SP) 9 Ladies' Programs (LP & GTTR) Get-together Tea Reception 6 Technical Visits (TV) Informal Meetings

2. KINDS OF COMPUTER

MARUZEN MICRO MATE Main memory ... 28 KB
Support memory (Floppy Disk 256KB/set x 2)
Office Computer with CRT-display unit

3. DEVELOPMENT OF PROGRAMMING

Seminar of Prof. Takaaki MIYANO, Kyoto Sangyo Univ.	13
pro.	
MARUZEN Co. Ltd. (including FMG)*	
5 pro.	
Kyoto International Conference Hall (KICH)	4
pro.	

FMG : File Maintenance Generator

4. DATA-INPUT

Seminar of Prof. T. MIYANO
KICH (Kyoto International Conference Hall)

5. EXPENSES

Rental fee for MARUZEN MICRO MATE	400,000
yen	
Development of Programing	
550,000 yen	
Maintenance and Move-in & Move-out	150,000
yen	

6. SOURCES

The Organizing Committee of CIE KYOTO 79	400,000 yen
KICH (Kyoto International Conference Hall)	500,000 yen
JTB (Japan Travel Bureau)	200,000 yen

EDPS of CIE KYOTO 79

1. Choice of computer

At the beginning, we discussed the use of large IBM computer installed in the Lighting Research Laboratory of Matsushita Electric Industrial Co.. Ltd., however, there some apprehensions and difficulties were expected, such as leak of the company's secrets, limitation of working hours, cost-up due to an installation of a terminal and development of programming, facility management, etc. Considering the content and the number of participants expected at that time, it did not seem economical to use the large computer. So we took a new look at the problem, to locate those necessary and sufficient conditions required in the use of the computer.

Conditions of choice of the computer were as follows.

- a) Possibility of system development and data-input and out-put by printer in the secretariat
- b) Possibility of operation and management by the staff of the secretariat
- c) To be able to handle 500-600 registrants, for the time being
- d) Never to involve over-investment.

Thus, MARUZEN MICRO MATE was selected to fit those conditions. Generally a computer can be used on lease; however, a special agreement was made between Prof. T. MIYANO and the Maruzen Co., Ltd. that the computer might be rented for four months at a monthly fee of 100,000 yen.

2. System analysis

2-1 Purpose

The purpose of EDPS for the organizing committee of CIE KYOTO 79 was to make

delegates' lists for the session and social activities, and to do data management (or those. It had been expected we would be able to get hold of participants' data for TC, SP, LP and TV beforehand, to assign the session rooms, estimate the number of participants for each social activity, structure personal schedules, hold an informal meeting and a meeting outside the session site 3S well as to provide information to facilitate contacts among the participants during the session. In other words, so that the INFORMATION MANAGEMENT and INFORMATION SERVICE would have been backed up by it.

2-2 Analysis of work

We could not make a flow chart of the work beforehand, analyzing each step of procedure. So we were obliged to develop the programs for computer according to our experience and, after the session, we put them in order and made the flow chart.

2-3 Examination of input items and output lists

For the time being, we counted the items below as input data:

- a) Name, Reg. No., Country, Address and Speaking Language of the delegate
- b) No. of Accompanying person(s) and her/his (their) name(s)
- c) Hotel where staying
- d) Entry for each TC, SG, SP, LP and TV
- e) Amount to be paid and the amount paid.

- For lists printed out,
- a) Delegates' and accompanying persons' list
- b) TC and SG participants' list
- c) SP, LP and TV participants' list
- d) Classified total number list sorted by country and program
- e) Registration list

With these rough ideas, we started programming and made a support system according to several requirements.

2-4 Processing steps

All data processing consists of three steps; input, data handling and output.

- a) Input
Data input
Check of input data
- b) Data handling
File assembling, updating
Collation of data (merging, matching, classifying, sorting)
Calculating, summarizing
- c) Output
Listing (printing of output information, control of line and page, heading, control-break operation, etc.)
Displaying information on the CRT and sight check of data.

Data input and updating had to be done by FMG (File Maintenance Generator), a software package provided by the computer maker, and the data were checked on visual display. The updating of data and file were all done on Sheet A which was sorted in the order of Registration Number,

and this Sheet « A » became an original file. Before printing out, five copies of sheet A, Sheet-A', B, C, D and E, should be made and after that, they should be sorted in the following orders. (Sheet-D and E were added later to meet the requirements).

Sheet-A :
Registration Number order (A': a back-up of Sheet-A) Sort-1

2-5 File design

The storage medium of MICRO MATE is limited to a Flexible Disk (Floppy Disk). The file organization for processing objects

Sheet-B :
Country and alphabetical order Sort-2
Sheet-C :
Alphabetical order Sort-3
Sheet-D :
Hotel order Sort-4
Sheet-E :
Affiliation order Sort-5

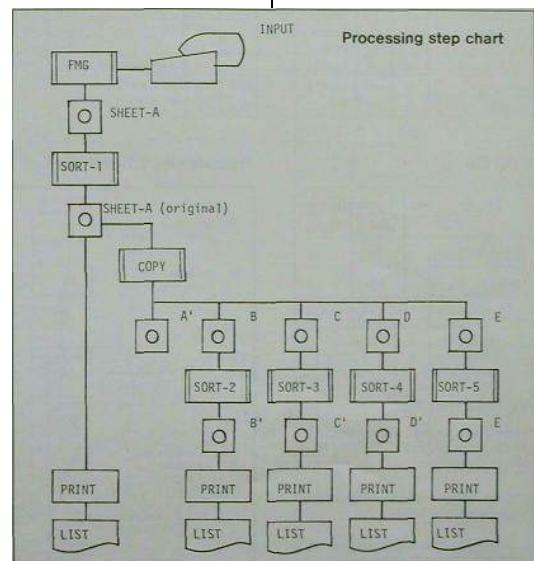
Thus, each sheet was used to print out the necessary list.

are composed of both the Relative File (RF) and the Indexed Sequential File (ISF). At the time of CIE KYOTO'79, the file design was as follows.

File No.	File Name			
No. 0	Delegate File	ISF	256 B(byte)	819
No. 1	Country File	RF	64 B	99
	Hotel File	RF		
	Affiliation File	RF	128 B	130

(The records in File No. 0 are linked with those in File No. 1, 2 and 3 by the use of the code that are data items in records in

File No. 0. The codes identify the storage location of the records in File No. 1, 2 and 3).



It should be carefully considered whether the delegate file should be a single volume file or multi volume file. In our case, we decided on the single volume file in forming the record of delegate file, a master file. That is why the length of one record in the delegate file became such a long one as 256 bytes per one record.

The frequency of sorting was very high in processing the delegate file. Whenever the data were updated, every sorting from sort-1 to sort-5, had to be done. Since a collection of long records of 256 bytes per one record had to be sorted again, naturally it took a fairly long time

File map

INDEX	VTOC & others
0	
4	File No. 0 Delegate File
67	File No. 1 Country File
69	File No. 2 Hotel File
70	File No. 3 Affiliation File

If the items to be sorted can be grouped into one record and the related records can form a sub-file, the length of one record becomes 64 bytes and the sorting time will be shortened. However, when you print out the Registration list which covers nearly all the items, the print Out time will become much longer. The printing speed of MICRO MATE was actually 30 - 40 characters per second which was not enough as an output device for our management. For example, it took a whole day to print up all the lists made for the session.

Outline of File Design is shown below.

Delegate file

Country file

Item	Type word	Byte word
Country Code	N2	2
Country Name	A20	20
Spare	A42	42

Affiliation file

Item	Type word	Byte	Item	Type word	Byte	Item	Type	byt e
Reg. No.	N3	2	No. of Acc.	N1	1	TV	N15	a
Country	N2	2	Name of Acc.	A30	30	TC-1	N15	8
name of Del.	A30	30	Name of Acc.	A30	30	TC-2	N15	8
Title	A6	6		A30	30	TC-3	N15	8
	A6		Name of Acc.	A30	30	TC-4	N15	8
Assignment	A6	6	Amount to be paid	N7	4	SG	N15	8
Assignment	A6	6	Amount paid	N7	4	Affiliation	N3	2
Language	A1	1	GTR & LP	N15	8	N: Numeric		
Hotel	N2	2	SP	m 5	8	A: Alphabetical		

Item	Type WORD	Byte word
Affiliation Code	N2	2
Affiliation Name 1	A40	40
Affil. Name2	A40	40
Affil. Name3	A40	40
Spare	A6	6

Programming process chart

Hotel file

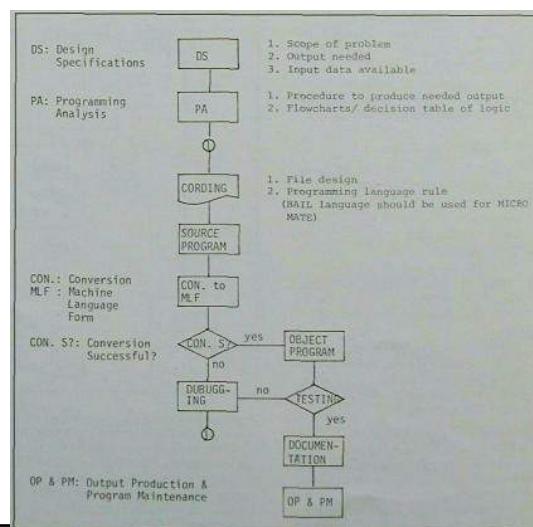
Item	Type word	Byte word
Hotel Code	N2	2
Hotel Name	A20	20
Spare	A10	10

2-6 Programming

The programs required were composed of three patterns except the FMG (File Maintenance Generator).

- a) Output of the lists concerning the delegates (registration data)
- b) Output of the lists concerning the TC & SG, SP, LP and TV participants
- c) Output of the classified total number list.

The programming process is described in the chart and the list of programs developed and some typical program flowcharts are shown here under.



List of programm

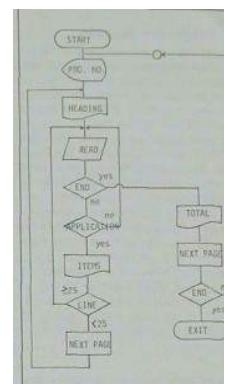
Flow chart : SP, LP & TV List

No.	Name of the Program	Order	Items to be printed out
2	Delegates Number List 1	country	Country name, No. of Del., no. of Acc. Lan,
	Delegates Number List 2		
3	Delegates Number List 3		
*	Registration Format	A, B, C	Reg. No., Name of Del., Lan., No. of Acc.
S	Delegates List	B	Reg. No., Name of Del., Lan., Hotel
6	Delegates and Accompanying Persons List	B	Reg. No., Name of Del., Lan., No. of Acc.
7	SP List	A, B, C, D	Reg. No., Name of Del., Country, Lan., Hotel
9	GTTR & LP List	A, B, C, D	The same as those above
9	TV List	A, B, C, D	The same as those above
10	TC-1 List	A, B, C	Reg. No., Name of Del., Country, Lan., Hotel,
11	TC-2 List	A, B, C	The same as those above
12	TC-3 List	B	The same as those above
13	TC-4 List	A, B, C	The same as those above
14	SG List	B	The same as those above
15	Affiliation List	E	Reg. No., Name of Del., Country, Hotel, No. of Acc., Name of Acc.
16	Information List	A, B, C, D, E	Reg. No., Name of Del., Hotel, Country, Affiliation, No. of Acc.
17	Hotel List	6	Reg. No., Name of Del., Country, No. of Acc., Name of Acc.
18	Reg. No. List	A	The same as those above
19	Alphabetical List	C	The same as those above
20	Admission Card	A	Reg. No., Name of Del., No. of Acc., Name of Acc., Country, SP, LP, TV
21	Reg. Fee List	A	Reg. No., Name of Del., Total amount required.
22	FKG (File Maintenance Generator)	A	All the items

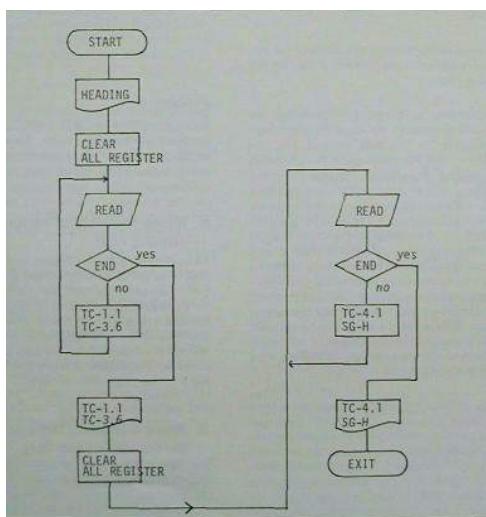
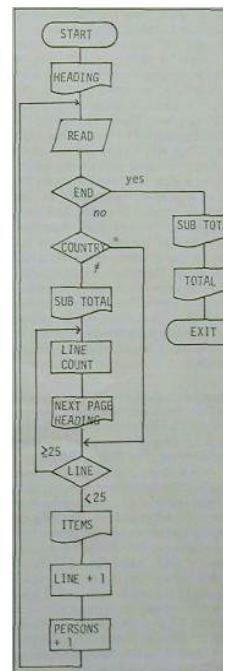
A : Reg. No. order
 B: Country and alphabetical order
 C : Alphabetical order
 D : Hotel order
 E: Affiliation order

Reg.: Registration
 Del.: Delegate
 Acc.: Accompanying Person

Lan. : Language (English, French or German)



Flow chart: delegates' list



3. Use of the lists

3-1 Before the session

It is necessary before the session for the organizing committee to know the total number of participants and their entries for the session and social activities. As you know, it is fairly difficult to collect these data just before the session. As many participants as possible therefore must be registered beforehand. The deadline of the registration was announced again by mail, with the classified total list and delegates and accompanying persons' list, to each National Committee (NC) after the deadline, as well as to the Central Bureau in Paris, so as to give them a grasp of how registration was going. This was very effective in promoting the registration of those who had not yet registered in each NC. It was very successful because we could confirm nearly 85 per cent of the registrants two months before the session!

The more registrants are confirmed, the more valuable the lists become. TC list was used to assign rooms for the session.

SP, LP and TV lists were used to make final reservations for dinner, excursions (busses, meals, etc.). The classified total list was used as basic data for making a final budget and was helpful in controlling the number of various materials to be made for the session. As those data were very accurate, we could hold the loss down to a minimum. Banquet list among the SP lists, helped greatly in making the seat arrangement. The lists, sorted in the order of Reg. No., country and alphabetical delegates' name, were all very convenient for making and checking upon the seat arrangement. Participants for Tea Ceremony, Flower Arranging and Cloisonne Making in LP had to be grouped according to their languages (actually according to the countries in the same language group). Those lists, sorted in the alphabetical order of countries and participants names were very useful. In TV, there was some organizations to be visited which required the affiliation and title of the participants. These lists were typed out separately.

For those Japanese members in charge of each TC or SG, it was important to confirm the entry of the members, and also for the organizing committee to confirm the entry of the members of the Board of Administration, Action Committee, Executive Committee and Delegation Head of each NC. We often checked upon the schedule of those members in planning the informal meetings and receptions before and during the session. The nearer the session came, the more those requirements increased. So we had to add and change the output programs to meet them. It goes without saying that the collation lists sorted in Reg. No. and alphabetical order were used for making the list of delegates, name cards, invitation cards, cards for pigeon boxes (mailing boxes), etc.

We have picked up some outstanding insights in our use of EDPS. Considering the experience obtained by EDPS this time, although the EDPS is really an effective means for elimination, it is indubitable that our work load became greater. In other words, to the extent that there is much information available to the secretariat, the organizing committee requires more of the same.

3-2 During the session

It is the General Information Desk which unite the organizing committee with the participants during the session. At the beginning, we considered setting up the computer at the General Information Desk for Information Service to respond to the inquiries of the participants, using real time method. We gave that up however, as we expected several difficulties because of the limitations of a computer of this type. Instead, it seemed to be more effective to refer to the lists collected by hand at the General Information Desk where it was convenient to do daily jobs such as updating, printing out, etc. We delivered the necessary lists to the appropriate positions, updating data daily and printing out the necessary lists there. Pigeon Boxes and Bulletin Boards were placed near the General Information Desk, as the means both for communicating the information of the organizing committee to the participants and for communication among the participants. Registration information was delivered to the Registration Desks and the information for social activities was delivered to the SP, LP & TV desks.

These arrangements and kinds of list delivered to each position are shown on the next page.

According to those arrangements, we could respond to the inquiries of the participants for the data needed. We delivered the TC list to each TC chairman through Pigeon Boxes. Inquiries about the attendance of other participants and their hotels were the most frequent. Some participants required the print out of the affiliation list. If we consider the whole amount of the information needed by them, only a part of the information was processed by the computer to be distributed to the participants in the case of CIE, and this was just the first step from the point of information service! However, it can be counted as a success that the General Information Desk responds positively to the inquiries of the participants.

As 22 SP, LP and TV programs were held in the CIE session, 22 kinds of tickets had to be made. There were those participants who had made the application for more than 10 programs. It was quite inconvenient (or both the participants and the managing side to have so many tickets. Instead, we considered making an admin-

sion card by the computer print-out. On the front, the participating programs of each delegate and accompanying persons were printed out, and on the rear, the whole schedule of the programs had already been printed. It was put into a vinyl card case so that it might be brought by them even on a rainy day. Though there was some apprehension about new applications and cancellations, there were no serious problems, thanks to the cooperation of the persons concerned. This greatly helped us saving the trouble of issuing the tickets and the cost of printing them. Each program list sorted in hotel order was well received by the travel agents, because they could easily get hold of the names of the persons, to facilitate transportation from the hotel.

3-3 After the session

The use of EDPS was really effective because the data were printed out right after the session. The print-out lists were forwarded as the record of the meeting to both the organizing committee and the Central Bureau in Paris after the session. And we used the computer for the closing of the account, though this was not expected at the beginning. That would have been expecting too much, because there were not allotted those items for a) invited guests b) bank charges and c) application of cancellation regulations, on the delegate file. Furthermore, it was very difficult to inquire into the fact of the case, when the cancellation regulations were irregularly applied.

Problems

Thus, the EDPS of CIE KYOTO 79 has been achieved and we would like to refer to the problems briefly, singling out some which actually took place.

1. It took too long for sorting and printing out

As was stated in the file design, in our system, once the data was modified, 5 sheets had to be sorted. It took 10-15 minutes for each sorting, and about an hour in total. And it took a whole day to print out all the lists. We were obliged to work to around midnight to finish printing out and make several copies of them, and deliver them to the necessary section.

2. There was much to be desired for the use of the lists

The kinds of lists were so many that they could not be handled well by the staff using them during the session. That is because we had neither a sufficient orienta-

tion beforehand nor made enough effort to rearrange the lists.

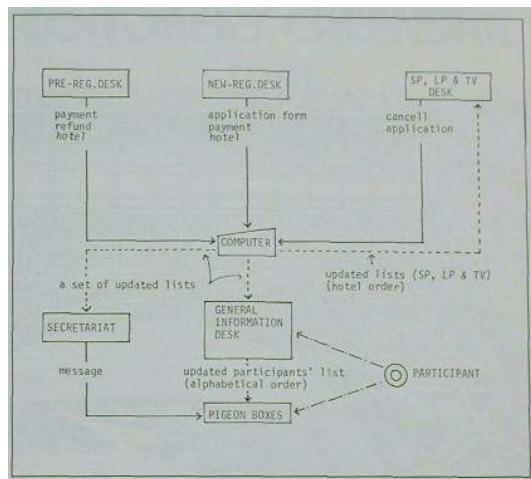
3. Organizers sometimes required what was against the function and the performance of the computer (Maruzen micro mate)

Because of the lack of the investigation at the beginning, and the organizer's desire to correspond to the requirements of the organizing committee as far as possible, the organizer tended to demand more what was against the maintenance.

4. The regard for data change was insufficient

In our system, FMG (File Maintenance Generator) was used for data input and the file maintenance programs. In this case, when the date was changed, it was directly processed on the master file by type-in or key-in. Therefore the former record could not be kept track of after the correction. It will be necessary to make a transaction file and a program for maintenance.

Communication system during the session



Conclusion

Our attempt was to make the various kinds of lists which would promote communication between the sponsor and the participants at the stage of the organization of the international congress. This will lay down future lines of the EDPS in this field.

Compared with the plan at the beginning, we could fairly respond to additional requirements. This could not be achieved without the cooperation of the staff of the seminar of Prof. T. MIYANO who ungrudgingly changed and added the program required each time. It would be difficult, without this flexible back up system, to make future developments in this field.

We also appreciate the special arrangement from the Maruzen Co., Ltd. in that they received the staff of KICHI for the education program of computer use and provided the computer on rental contract basis. That greatly helped to clear the barrier with respect to expenses. The marketability of EDPS in the international congress field would not be promising for the manufacturer and there is a budget limit for the sponsor for EDPS in his congress.

If we had not had the understanding and the cooperation of both the sponsor and the participants in the EDPS for their congress, it would be unlikely we would be able to step progressively into the future.

List Name	General Information Desk	Reg. Desk	SP, LP & TV Desk	Secretariat	Pigeon Box
Delegates Number list 1-3	*			*	
Registration Format	B, A	B	B	B, A	-
Delegates and Accompanying Persons List	B	B	8	&	
Information List	B, D			B, D	
Affiliation List	E			E	
Hotel List	O	-	D	D	
TC & SG List	B		-	B	B
SP, LP & TV List	B		D	B	
Alphabetical List	C	-		C	C
Reg. No. List	A			A	-

*: Country order, SP, LP & TV order, TC & SG order
 A: Reg. No. order B: Country and alphabetical order
 C: Alphabetical order D: Hotel order
 E: Affiliation order



INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR 1981

3me supplément / 3th Supplement

Les informations faisant l'objet de cette rubrique constituent les suppléments au « Annual international congress calendar » 21^e édition, 1981.

Comme la 21^e édition du Calendrier des Congrès, les Suppléments sont entièrement produits et photocomposés au départ de la nouvelle banque de données de l'UAI. Cette banque de données est intégrée à la banque de données de l'Annuaire des Organisations Internationales. Toutes deux pourront être consultées en accès direct, dans le courant de l'année 1981. Différents services spéciaux peuvent également être obtenus à l'aide de l'ordinateur - Microfiches, index, listes mises à jour (informations détaillées sur demande).

This calendar is a bi-mestrial supplement to information listed in the «Annual International Congress Calendar» 21th edition 1981.

As for the 21 st edition of the Calendar the Supplements are to be generated entirely from a computerized data base via photocomposition routines. The date base is integrated with that for the Yearbook of International Organizations.

Both are to be accessible on-line in 1981. A variety of special services - Microfiche, updated listings etc... can be made available with computer assistance (details sent on request).

(M) = *Modifications des informations publiées dans le « Congress Calendar 1981 ».*

(N) = *Réunions Nationales à large participation internationales.*

1981

1981 / 06 JUNE

81/06/15-19 Firenze (Italy) (N)
International symposium on the mechanisms of sudden cardiac death
Palazzo del Congressi di Firenze, Pratello Orsini 1, 1-50123 Firenze, Italy.

81/06/15-19 Groningen (Netherlands) (N)
7. International conference on lymphatic tissue and germinal centres in immune reactions: Morphological aspects of the lymphoid system in relation to in vivo immune processes
P Nieuwenhuis. Histology Dept. Oostersingel 69/1. NL-9713 EZ Groningen, Netherlands.

81/06/15-19 Marseille (France) (N)
Centre National de la Recherche Scientifique. 0. : La théorie des graphes et la combinatoire. Inv
Mr C Berge. Directeur de recherche, c/o CNRS. 15, Quai Anatole France. F-75700 Paris. France.

81/06/15-18 Montréal (Canada) (N)
Canadian Association for Laboratory Animal Science. 20. Convention 'Management for the 80V'
Mr Jocelyn Coyer. CALAS Convention Chairman. Canadian Breeding Farm and Laboratories Ltd. St Constant. Quebec J0L 1X0. Canada.

81/06/15-16 New York NY (USA) (N)
The Financial Times Ltd, Conference Organisation. Conference on American foreign trade and investment
The Financial Times Ltd. Conference Organisation, Minster House. Arthur st. London EC4R 9AX, England.

81/06/15-19 Paris (France) (N)
Conference of International Non-Governmental Organizations Approved for Consultative Arrangements. 18. NGO conference.
(A0407) Salle des ONC. (Room S387). Maison de l'Unesco, place Fontenoy, 75007 Paris. France. T. 566.57-57 ext. 2170.

81/06/15-07/10 Paris (France) (N)
Ecumenical Institute for the Development of Peoples. Session: Recherche de méthodes d'analyse structurelle et conjoncturelle.
(A4463) ItJODEP. 31. rue de l'Espérance, F-75013 Paris, France.

81/06/15-19 Villars de Lans (France) (N)
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque. Le comportement plastique des solides anisotropes. Inv
CNRS, Bureau des colloques et congrès, 15. Quai Anatole France. F-75700 Paris, France.

(M) = *Modifications to notices published in the « Congress Calendar 1981 »*

(N) = *National Meetings with international participation.*

81/06/16-19 Brussels (Belgium)
International Association of the Soap and Detergent Industry. Congress.
Mr Costa P V, 49. square Marie Louise. B-1040 Bruxelles, Belgium. (A 1360)

81/06/16-18 London (UK)
International Chamber of Commerce / Institute of International Business Law and Practice. Seminar on negotiating and drafting international industrial contracts.
Oyez International Business Communications Ltd. Norwich House. 11-13 Norwich St. London EC4A 1AB. England. (A1490)

81/06/16-17 Manila (Philippines)
International symposium on cannabis. P: 1400-
Ms Elena Cuyegkeng. c/o Association of Philippine Medical Colleges. U P College of Medicine, 547 P Gil Street, Metro Manila. Philippines.
Jointly with the 8th international congress of pharmacology

81/06/16-21 St Louis MO (USA) (N)
10. International symposium on cerebral blood flow and metabolism
Dr Michel M Ter-Pogossian. Edward Mallinckrodt Inst of Radiology. Washington Univ School of Med. 510 S Kingshighway, St Louis. Mo 63110. USA.

81/06/17-20 Firenze (Italy) (N)
2. International conference on cataract surgery and sight rehabilitation
ENIC. Via S Caterina d'Alessandria, 17. 1-50129 Firenze. Italy.

81/06/17-20 Kuala Lumpur (Malaysia) (N)
2. International conference on oil palm The oil palm and its production in the 80V. P: 200-
Department of Mathematics, Universiti Malaya. Kuala Lumpur 22-11. Malaysia.
Incorporated Society of Planters, 29, 31 and 33, Jalan Taman U Thant PO Box 262. Kuala Lumpur. Malaysia.
Department of Mathematics. Universiti Malaya. Kuala Lumpur 22-11. Malaysia.
Incorporated Society of Planters. 29, 31 and 33. Jalan Taman U Thant PO Box 262. Kuala Lumpur. Malaysia.

81/06/17 Paris (France)
International Chamber of Commerce. 139. Council session.
(A1490) Carl-Henrik Wängstl. 33 Cours Albert 1&pa. F-75008 Paris. France. T. 261 85 37. C. Incomerc. Tx 650770.

81/06/17-20 Salzburg (Austria) (N)
Austrian Society for Guided Affective Imagery. 4. International seminar. P: 100-
Dr Otto Lang. Bayernstrasse 19. A-6020 Salzburg. Austria.

81/06/18-24 Dusseldorf (Germany FR) (N)
REHA 81 international congress 'Aid for the disabled'. Ex
Gunnar Kuachler. Manager. Dusseldorf Trade Fairs. German American Chamber of Commerce. 666 Fifth Avenue. New York. NY 10103. USA.

- 81/06/18-19 Paris (France)**
International Chamber of Commerce Symposium on the UN Code of conduct for transnational corporations. (A1490)
Carl-Henrik Wingquist. 38 Cours Albert I&pa, F- 75008 Paris, France. T. 261 85
S7. C. Incomerc. Tx 650770.
- 81/06/18-19 Paris (France)**
International Chamber of Commerce. Symposium on the UN Code of conduct for transnational corporations. (A 1490)
Carl-Henrik Wingquist. 38 Cours Albert I&pa. F-75008 Paris. France. T. 261 85
97. C. Incomerc. Tx 650770.
- 81/06/18-20 Reykjavik (Iceland)** (N)
Nordic Association of Radiation Protection. Conference
G Christensen. Inst für Engrgitokn, Postboks 40, N-2007 Kjeller. Norway.
- 81/06/18-20 Roma (Italy)** (N)
International conference on solid wastes, sludges and residual materials : identification, technology and management
EGA, Viale Tiziano 19. I-00196 Roma, Italy.
- 81/06/21-23 Strasbourg (France)**
European Centre of Dermopharmacology. 5. Congress. (B3639)
Palais de la Musique et des Congrès, Services techniques. F-67000 Strasbourg, France.
- 81/06/21-23 Sydney (Australia)** (N)
6. International Australasian education conference. P: 600-
Educare Exhibitions Pty Ltd. 8 McIntosh Street, Chatswood, N S W 2067, Australia.
- 81/06/22-23 Hong Kong (Hong Kong)** (N)
AMR International. Seminar. P: 40-
AMR International. Suite 846, World Trade Centre, 1 Maritime Square. Singapore 0409, Rep of Singapore.
- 81/06/22-26 Istanbul (Turkey)**
United Nations Industrial Development Organization. 2. Consultation on the petrochemical industry. P: 200-.
(83386)
Abd-El Rahman Khan. Lerchenfelderstrasse 1. P O Box 707, A-1070 Wien, Austria. T. 43 500. C. Unido. Tx 75612.
- 81/06/22-23 London (UK)** (N)
2. International congress on the ultrasonic examination of the breast
J C Bamber, Organizing Secretary, c/o Institute of Cancer Research. Clifton Avenue, Belmont, Sutton, Surrey SM2 5PX, UK.
- 81/06/22-26 South Glamorgan (UK)** (N)
Atlantic College Peace Studies Project. Working conference for teachers: Peace - Education
Atlantic College Peace Studies Project St Donat's Castle, Llantwit Major, South Glamorgan CF6 9WF, UK.
- 81/06/22-28 Tautavel (France)** (N)
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque: Datations absolues et analyses isotopiques en préhistoire - méthodes et limites. Inv
CNRS. Bureau des colloques et congrès, 15, Quai Anatole France, F-75700 Paris. France.
- 81/06/22-26 Warszawa (Poland)**
United Nations University. 17. Session Council. (B2488)
29th Floor, Toho Semei Building, 15-1 Shibuya 2-chome. Shibuya-ku. Tokyo 150, Japan. T. (03) 499-2811
- 81/06/23-24 Amsterdam (Netherlands)** (N)
Cargo Systems Conferences. Container repair and refurbishment conference: Current practices and future trends
Organisatie Bureau Amsterdam BV, Europaplein 14, NL-1078 GZ Amsterdam, Netherlands.
- 81/06/23-25 London (UK)**
International Chamber of Commerce / Institute of International Business Law and Practice. Seminar on the techniques of international commercial arbitration. (A 1490)
Oyez International Business Communications Ltd, Norwich House, 11-13 Norwich St. London EC4A 1AB, England.
- 81/06/23-25 Stockholm (Sweden)**
International Federation of Steel Tubes and Metal Merchants' Associations. Congress. (A2017)
André Noel. 65 av Victor Hugo. F-75116 Paris, France. T. 500 72 50. Tx 620868.
- 81/06/24-26 Anacapri (Italy)** (N)
International symposium on prevention of CHD and ICHD
Dr Mario Marzini, Università di Napoli, Napoli. Italy.
- 81/06/24-26 Den Haag (Netherlands)**
International Savings Banks Institute. Groupe international d'échanges d'information et d'expérience. 3. Réunion. (A2428)
J M Posant. 1-3 rue Albert Gos, CH-1206 Genève. Switzerland. T. (022) 47 74 66. Tx 28702 IICE CH. C. Interparcgne.
- 81/06/24-26 Edmonton (Canada)** (N)
Online and otherwise : Energy and environment information seminar
NFAIS. 112 South 16th St, Philadelphia. PA 19102, USA.
- 81/06/24-26 Hong Kong (Hong Kong)** (N)
AMR International. Seminar on management skill for supervisor, P: 40-
AMR International. 1403 Tung Ming Bldg, 40 Des Voeux Road. Central, Hong Kong.
- 81/06/24-26 Houston TX (USA)** (84741)
International Oil Scouts Association. Convention.
Mr Henry Dawson. General Chairman. Int Oil Scouts Assn, Exploration Dopt, Box 2180 2365. Houston TX 77001, USA.
- 81/06/24-26 Paris (France)**
International Chamber of Commerce. Conference on 'Impacts of data protection environment on management and investment decisions'. (A1490)
Carl-Henrik Wingquist, 38 Cours Albert I&pa. F-75008 Paris, France. T. 261 85
97. C. Incomerc. Tx 650770.
- 81/06/24-25 Paris (France)**
International Chamber of Commerce. Conférence sur la protection des données.
(AI 490)
Carl-Henrik Winquist, 38 Cours Albert I&pa, F-75008 Paris, France. T. 261 85
97. C. Incomerc. Tx 650770.
- 81/06/25-26 Brussels (Belgium)** (N)
International high-LET workshop
L Davis. 925 Chesnut St. 7th Floor, Philadelphia. PA 19107, USA.
- 81/06/25-29 Milano (Italy)**
International Catholic Union of the Press / International Catholic Association for Radio and Television / International Catholic Film Organisation / Ecole supérieure des Moyens de Communication Sociale de l'Université Cattolica del Sacro Cuore, Milano. Congrès international sur mass media et famille.
(A1458/A1450/A1454)
Secrétariat du Congrès. CISF, Via Giotto 36, 1-20145 Milano. Italy.
- 81/06/25-29 Milano (Italy)**
International Centre for Family Studies. International congress. (B6727)
Via Giono 36, 1-20145 Milano. Italy.
- 81/06/25-26 Wien (Austria)**
International Civil Airports Association, Standing Commission on Public Relations. 1.5 Meeting.
(A1504)
G Hill. Bldg 226 Orly Sud 103, F-94396 Orly Aérogare CEDEX. France. T. 687
12 34 Ext 28 88 - 33 86. Tx 270803 F Aéroport de Paris.
- 81/06/26-27 Trieste (Italy)** (N)
Associazione degli Interessati nel Commercio e nell'Industria del Caffè di Trieste. 17. International day of coffee
Minerva Congress! - B Pietri, Via Lamarmora 3, 1-2 1022 Milano, Italy.
- 81/06/28-07/04 Cambridge (UK)** (N)
Conference on the biophysics of water
Dr F Franks, Dept of Botany. University of Cambridge, Downing Street. Cambridge CB2 3EA, UK.
- 81/06/28-07/03 Kuala Lumpur (Malaysia)** (N)
Asian-Pacific Materials and Corrosion Association. 2. Asian Pacific corrosion control conference. P: 800-
APMACA. Science Centre. 35-43, Clarence St Sydney. NSW 2000, Australia.
- 81/06/28-07/05 Strasbourg (France)**
Council of European National Youth Committees. Session: Training - All European youth cooperation.
(A0449)
Jens Clausager. Rue du Cornet 120, B-1040 Bruxelles. Belgium. T. 733 77 81.
- 81/06/29-07/01 Firenze (Italy)** (N)
International symposium on the brain-gut axis
J H Walsh, VA Wadsworth Medical Center. CURE Building 115. Los Angeles. CA 90073, USA.
- 81/06/29-07/03 Jasper Park (Canada)**
International Union of Pure and Applied Physics. Commission on Atomic and Molecular Physics and Spectroscopy. 5. International conference on laser spectroscopy. P: 300-600.
(A2768)
Dr Takeshi Oka, Herzberg Institute of Astrophysics, National Research Council. Ottawa. Ont K1A OR6, Canada.
- 81/06/29-07/02 Stockholm (Sweden)**
World Psychiatric Association, Higher Nervous Activity Section. Symposium on clinical psychopathology and disturbances in higher nervous activity.
(A3577)
Dr T A Ban, c/o Tennessee Neuropsych Inst. 1501 Murfreesboro Rd, Nashville. Tenn 37217. USA.
- 81/06/30-07/01 Geneva (Switzerland)** (N)
Management Centre Europe. Seminar on new guidelines for the general manager
To the Registrar. Management Centre Europe, avenue des Arts 4. B-1040 Brussels. Belgium.
- 81/06/ - Geneva (Switzerland)**
United Nations Conference on Trade and Development. Conference des Nations Unies sur le jute et les articles en jute.
(B3381)
Gamani Corea. Palais des Nations. CH-121 1 Genève 10. Switzerland. T. 34 60 11. C. Unations. Tx 28 96 96.

- 81/06/ - Paris (France)**
United Nations. International conference on sanctions against South Africa. (A3376) 1981 / o v JULY
- Kurt Waldheim. Nations Unies. New York NY 10017, USA. T. 734 1234. C.
Unations.
(date : first half - 6 days)
- 81/06/-Singapore (Singapore)**
International Council of Scientific Unions. Committee on Science and Technology in Developing Countries. Meeting on communication of science information.
- F W G Baker. 51 bd de Montmorency F-75016 Paris, France. T. 527 77 02 - 525 03 29. C. ICSU Paris 016. Tx 630553 F.
- 81/06/-Sofia (Bulgaria)** (N)
Union de la Construction du Bâtiment. Bulgarie. Symposium sur l'automatisation de l'élaboration de projets de construction du bâtiment et automatisation de l'exécution des travaux de construction
c/o FABI. square Marie-Louise 23. Bte 1. B-1040 Bruxelles. Belgium.
- 81/06/ - (2nd Qtr) Brussels (Belgium)**
Catholic International Education Office. Meeting: Education aux valeurs. (A0220)
- R F Ekwa bis tsal s j, rue des Eburons 60. B-1040 Bruxelles. Belgium. T. 230 72 52.
- 1981 707 JULY**
- 81/07/01-03 Brussels (Belgium)** (N)
Management Centre Europe. Seminar on effective business speaking
To the Registrar, Management Centre Europe, avenue des Arts 4, B-1040 Brussels, Belgium.
- 81/07/01-03 - (Venezuela)**
International Civil Airports Association, Latin America and the Caribbean Regional Section. Constituent conference. (AI 504)
G Hill. Bldg 226 Orly Sud 103. F-94396 Orly Aérogare CEDEX. France. T. 687 12 34 Ext 28 88 - 33 86. Tx 270803F Aéroport de Paris.
- 81/07/02-08 Grenoble (France)**
International Union of Pure and Applied Physics. 9. International conference on amorphous and liquid semi-conductors. P: 300-600. (A2768)
Prof B K Chakraverty. Crouppe des Transitions de Phases. CNRS, BP 166. F-38042 Grenoble Cedex. France.
- 81/07/03-04 Salzburg (Austria)**
European Democratic Union. Annual meeting. (B4224)
- EDU. Jacuignasse 43, A-1030 Wien. Austria.
- 81/07/03 - (Haiti)** (N)
Caribbean Association on Mental Retardation. Executive committee meeting.
P: 30-. C: 12-. (-)
Josefina B Millan, PO Box 792. San German. Puerto Rico 00753.
- 81/07/04-10 Strasbourg (France)** (N)
Organising Bureau of European School Student Unions. Seminar: Educational democracy - Is it working. P: 25-. C: 11-. (-)
Tony Collins, Secretary, I, Kill Abbey. Deansgrange, Blackrock. Co Dublin. Ireland.
- 81/07/05-08 Paris (France)**
European Dialysis and Transplant Nurses Association. 10. Annual conference. P: 2000-. (B7017)
Prof Funk Bremano, Serv de Néphrologie, XVIIIème congrès de l'EDTA, Hôpital Necker. 161, rue de Sévres, F-75015 Paris, France.
Jointly with EDTA congress
- 81/07/06-08 Kobenhavn (Denmark)**
International Jewish Committee on Interreligious Consultations / Lutheran World Federation, Lutheran European Commission on the Church and the Jewish People. Dialogue session. (B2538/A2937)
Cart H Mau Jr. 150 route de Ferney, PO Box 66. CH-1211 Genève 20. Switzerland. T. (022) 98 94 00 - 98 19 85. C. Lutherworld Genève. Tx 23423 OIK CH.
- 81/07/06-07 London (UK)** (N)
Management Centre Europe. Seminar on new guidelines for the general manager
To the Registrar, Management Centre Europe, avenue des Arts 4. B-1040 Brussels, Belgium.
- 81/07/06-24 London (UK)** (N)
Institute for Readers Theatre. 7. International workshop in readers theatre
Institute for Readers, PO Box 17193. San Diego. CA 92117. USA.
- 81/07/06-31 Wien (Austria)**
United Nations. International Civil Service Commission. 14. Session. (A3375)
Kurt Waldheim. Nations Unies. New York NY 10017, USA. T. 734 1234. C.
Unations.
- 81/07/07-09 London (UK)** (N)
Royal Microscopical Society. Light microscopy 81: Light microscopy - the current state of the art
Royal Microscopical Society, 37/38 St Clements, Oxford OX4 1AJ. UK.
- 81/07/07-09 Luxembourg (Luxembourg)** (N)
Symposium on lexicography in the electronic age
Mr ft Rappanni, Directorate General 'Information Market and Innovation' Jean Monimy Bldg (B4/089b). PO Box 1907. Luxembourg/Kirchberg.
- 81/07/07-10 Rolms (France)**
International Association of Agricultural Students, French IAAS Committee International pedology colloquy: Humus formation and transformation in the soil. (A1249)
French IAAS Committee, Mr Gilles Richard. ENSAIA. 30 bis. rue Sto Catherine F-54000 Nancy. France.
- 81/07/07-11 Reims (France)**
International Society of Soil Science. Colloque international 'Humus et azote'
Dr Dutil. INRA. Station de sciences du sol. route de Montmirail, F-5100 Chalon-sur-Marne. France. (A2568)
- 81/07/12-25 Salzburg (Austria)** (N)
Institute for Study in Salzburg / North Carolina Central University/USA. International music symposium. P: 100-
Institute for Study in Salzburg. Wäschergasse 22, A-5020 Salzburg. Austria
- 81/07/12-18 Toronto (Canada)**
International Society and Federation of Cardiology. 8. International congress on thrombosis and haemostasis. (A2533)
Congress Secretariat. 112 St. Clair Avenue West. Suite 303. Toronto, Ont M4V 2Y3, Canada.
- 81/07/13-17 Brisbane (Australia)** (N)
Colorectal Project - Princess Alexandra Hospital. Conference on gastrointestinal cancer: Pathology, early diagnosis, management of carcinoma of stomach and large bowel
N Daw's, c/o Colorectal Project. Princess Alexandra Hosp, Brisbane 04 102. Australia.
- 81/07/13-17 Bristol (UK)** (N)
Society of Applied Bacteriology. Conference: Applied bacteriology. P: 400-
Dr ANN W Cooper. Microbiology, ADAS/MAFF. Burghill Road, Westbury-on-Trym, Bristol BS 10 6NU. UK.
- 81/07/13-16 Coventry (UK)** (N)
Planning and Transport Research and Computation. Summer annual meeting:
Planning for transport. P: 700-. C: 10-. Ex
Ms Andy Costain. 110 Strand. London WC2. UK.
- 81/07/13-25 Paris (France)** (N)
International Union of Pure and Applied Physics, Commission on Cosmic Rays. 17. International cosmic ray conference. P: 1500-. (A2768)
C Ryter. Head Section d'Astrophysique, Centre d'Etudes Nucléaires de Saclay, B P No 2, F-91190 Gif-sur-Yvette, France.
- 81/07/14-23 Atlanta GA (USA)**
International Council on Education for Teaching. World consultation of trainers. (A3906)
Frank H Klassen, 1 Dupont Circle, Suite 610, Washington, DC 20036, USA. T. (202) 293 2450.
- 81/07/14-30 Leeds (UK)**
World Health Organization / Nuffield Centre for Health Services Studies at the University of Leeds / Usher Institute of the University of Edinburgh. Workshop on country health planning. (A3548)
WHO Workshop Organiser, Nuffield Centre for Health Services Studies. The University of Leeds, 71-75 Clarendon Road, Leeds LS2 9PL, England.
- 81/07/14-17 Mexico (Mexico)**
Union of Latinamerican Universities / Universidad La Salle. Conferencia sobre informatica. (A3357)
Union de Universidades de America Latina, Secretaria General. Apartado Postal 70-232, Ciudad Universitaria. Mexico 20. D.F.
- 81/07/15-21 Gatlinburg TN (USA)**
International Union of Pure and Applied Physics. Commission on Atomic and Molecular Physics and Spectroscopy. 12. International conference on physics of electronic and atomic collisions. P: 1500-. (A2768)
Dr Sheldon Datz. Oak Ridge National Lab, PO Box X, Oak Ridge. TN 37830. USA.
- 81/07/15-22 Surfers Paradise (Australia)** (N)
Education Services Association Women's. International congress. P: 1500-. Mrs Langbecker. ES A Women International. 17 Armytage Street. Lota Heights. Old 4 179. Australia.
- 81/07/15-08/04 Warszawa (Poland)**
International Association of Agricultural Students. 25. Congress. (A 1249)
Polish IAAS Committee, Ms Grazyna Opolska, Zarad Glowny SZSP. ul Ordynacka 9. PL-00364 Warsaw. Poland.
- 81/07/16-18 London (UK)** (N)
The Fourth World. First meeting
The Fourth World. 24 Abecorn Place, London NW8, United Kingdom.
- 81/07/16-24 Marseille (France)** (N)
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque international de logique. Inv
CNRS. Bureau des colloques et congres. 15. Quai Anatole France. F-75700 Paris, France.
- 81/07/19-25 Bristol (UK)** (N)
University of Bristol. 2. International symposium on sign language research. P: 140-
The Conference Secretary, Sign Language Project. School of Education. Research Unit, Univ of Bristol. 19 Berkeley Square, Bristol BS1 IHF. UK.

- 81/07/20-23 Geneve (Switzerland) (N)
 Comparative Education Society In Europe. 10. Conference. (A0388)
*CESS c/o Prof P Furter, Université de Genève. 24. rue du Général Dufour.
 CH-1211 Genève. 4. Suisse.*
 Meeting originally planned from 13 to 18 July 1981
- 81/07/20-22 Guelph (Canada) (N)
 International Turfgrass Society. 5. Research conference. (-)
*Prof Dr C M Switter, Président. Ontario Agricultural College. Univ of Guelph,
 Guelph. Ont Canada N1G 2W1.*
- 81/07/24-27 Dublin (Ireland)
 International Society and Federation of Cardiology. 12. Executive board
 meeting and ISFC scientific board meeting (closed meetings). (A2533)
*Pierre Moral, PO Box 117. CH-1211 Genève 12. Switzerland. T. 46 64 11. C.
 Cardie—Geneva.*
- 81/07/24-31 Stuttgart (Germany FR) (N)
 Lutheran World Federation. International youth consultation. (A2937)
*Carl H Mau Jr. 150 route da Ferney, PO Box 66, CH-1211 Genève 20, Switzerland.
 T. (022) 9S 94 00 - 98 19 85. C. Lutherworld Genève. Tx 23423 OIK
 CH.*
- 81/07/27-31 Albi (France) (N)
 Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque: Sémiotique, linguistique
 et pédagogie. Inv
*CNRS. Bureau des colloques et congrès, 15, Quai Anatole France, F-75700
 Paris, France.*
- 81/07/27-30 Paris (France) (N)
 Conservatoire National Supérieur de Musique de Paris. 1. international con-
 gress: La clarinette. P: 300-. C: 10-
Mr Déplus. 13. allée des Glycines. F-94310 Orly. France.
- 81/07/29-08/01 Tokyo (Japan)
 World Medical Association, Committee on Development and Allocation of
 Medical Resources. Session. P: 200-.
 (A3554)
*Simul International Inc. Kowa Bldg, No 9, 1-8-10, Akasaka, Minato-ku. Tokyo
 107, Japan*
- 81/07/- Brussels (Belgium) (N)
 European Federation of Organisations for Medical Physics. Council meeting. (-)
*EFOMP Department of Medical Physics. Hammersmith Hospital and Royal Post-
 graduate Medical School, Du Cane Road, London W12 OHS, England.*
- 81/07/- Cali (Colombia)
 Union of Latinamerican Universities / Universidad del Valle. 3. Conferencia de
 Facultades y escuelas de ingeniería de America Latina. (A3357)
*Union de Universidades de America Latina, Secretaria General, Apartado Postal
 70-232. Ciudad Universitaria. Mexico 20. D.F.*
- 81/07/- Paris (France)
 International Association of French Studies. Annual congress. (A1289)
Mr Robert Garapon, 11 place Marcelin Berthelot F-75005 Paris, France,
- 1981 / 08 AUGUST
- 81/08/01-13 - (Japan)
 International Council on Education for Teaching, Japan Section. International
 youth peace conference. (A3906)
*Frank H Klassen, 1 Dupont Circle, Suite 610, Washington, DC 20036, USA. T.
 (202) 293 2450.*
- 81/08/02-09 Toronto (Canada) (N)
 Mobility International / Canadian Bureau for International Education / Coalition
 of Provincial Organizations of the Handicapped. Youth festival: 'Vive la
 compagnie' - Full participation and equality. P: 200-300. C: 20-. Ex. (-)
*Ivan Hale. CBIE. 141 Laurier Avenue West, Suite 809. Ottawa. Ont K1P 5J3.
 Canada.*
- 81/08/05-06 Geneva (Switzerland) (N)
 Special NGO Committee on Disarmament. Invitation to urgent action confer-
 ence, NGOs against the accelerating arms race. (-)
*Commission of the Churches on International Affairs/WCC, 150 route de Fer-
 ney. CH-1211 Geneva 20. Switzerland.*
- 81/08/08-12 Bangkok (Thailand)
 Law Association for Asia and the Western Pacific. Biennial conference. P:
 800-. C:20-. (A2901)
Anek Srisanit. Oasha Law Office, PO Box 1990. Bangkok, Thailand.
- 81/08/08-21 Heidelberg (Germany FR)
 International Society and Federation of Cardiology, Council on Epidemiology
 and Prevention. 14. Ten-day teaching seminar on CV Epidemiology and preven-
 tion. (A2533)
Mrs Rose Stamler. 303 E Chicago Av, R 1-615, Chicago III 60611. USA.
- 81/08/09-14 College Park MD (USA) (N)
 6. International conference on chemical education: Teaching chemistry in a
 diverse world
*Sixth Int Conference on Chemical Education, Dept of Chemistry, Box 4 19,
 University of Maryland. College Park. Maryland 20742. USA.*
- 81/08/09-14 Vancouver (Canada) (N)
 2. International congress for the study of child language
*c/o University of British Columbia. School of Audiology and Speech Sciences,
 5804 Fairview Crescent. Vancouver, BC V6T 1W5, Canada.*
- 81/08/09-16 - (Barbados)
 International Council on Education for Teaching. Caribbean youth conference.
 (A3906)
*Frank H Klasson. 1 Dupont Circle, Suite 610, Washington, DC 20036 USA T
 (202) 293 2450.*
- 81/08/10-14 Cairo (Egypt)
 International Council on Education for Teaching. International education
 conference: Basic education in international perspective. P: 500-. C: 35-.
 (A3906)
Dr Salah Koto. Former Rector, Ain Shams University, Cairo, Egypt.
- 81/08/10-28 Mexico (Mexico)
 World Tourism Organization. 12. Interdisciplinary study cycle. (A2745)
Apartado Postal 29 - 290, Mexico 7 D.F. México.
- 81/08/10-21 Wien (Austria)
 United Nations Industrial Development Organization. Intergovernmental con-
 ference on the North-South global fund for the promotion of industrialization of
 developing countries. P: 100-.
 (83386)
*Abd-El Rahman Khan, Lerchenfelderstrasse 1. P O Box 707, A-1070 Wien
 Austria. T. 43 500. C. Unido. Tx 75612.*
- 81/08/13-15 Ottawa (Canada)
 International Union of Pure and Applied Physics. Conference on electron
 transport in metals. (A2768)
*Dr R Toylar. Physics Division, M-36, National Research Council. Ottawa. Canada
 K1A OR6.*
- 81/08/14-26 Katoomba (Australia)
 International Federation of Medical Students' Associations / Australian Medi-
 cal Students Association. 30. General assembly. (A1956)
*Riitta Alitalo, c/o FIMSIC, Stenbäckinkatu 9. SF-00290 Helsinki 29. Finland. T.
 4 14 325 - 463 307. C. medinform.*
- 81/08/14-19 Sydney (Australia)
 11. International congress on the cultivation of edible fungi. P: 600-800
*Mr J W Miller. Secretary Manager. Australian Mushroom Growers Association.
 PO Box 236, Baulkhan Hills. N S W 2 153. Australia.*
- 81/08/16-23 Chicago IL (USA)
 International Academy of Cytology, Committee on Continuing Education. 18.
 Tutorial on clinical cytology: Diagnostic cytology. (A1128)
*Committee on Continuing Education. 584 1. Maryland Av, HM 449, Chicago, IL
 60637, USA.*
- 81/08/16-21 Jerusalem (Israel) (N)
 First world conference on the Jewish family heritage
KENES. PO Box 29784, Tel Aviv, Israel.
- 81/08/16-21 State College PA (USA)
 International Union of Pure and Applied Physics. 5. International meeting on
 ferroelectricity. P: 50-200.
 (A2768)
*Prof I Lekowitz. Physics Dept, University of North Carolina. Chapel Hill. NC
 27514. USA.*
- 81/08/17-21 Brussels (Belgium) (N)
 Management Centre Europe. Seminar on fundamentals of finance and account-
 ing for non-financial managers
*To the Registrar, Management Centre Europe, avenue des Arts 4. B-1040
 Brussels. Belgium.*
- 81/08/17-19 Kuala Lumpur (Malaysia) (N)
 International conference on phosphorus and potassium in the Tropics
*Chairman, Conference Phosphotrops, Malaysian Society of Soil Science, PO Box
 2644. Kuala Lumpur. Malaysia.*
- 81/08/17-28 Montreal (Canada)
 International Civil Aviation Organization, Visual Flight Rules Operations. 1.
 Meeting. (A1505)
*Yves Lambert, International Aviation Square, 1000 Sherbrooke St W. Montreal
 PO, H3A 2R2. Canada. T. 285 82 19 C. ICAO.*
- 81/08/17-20 Quebec (Canada)
 International Union of Pure and Applied Physics, Commission on Atomic and
 Molecular Physics and Spectroscopy. 6. International conference on fast ion
 beam spectroscopy. P: 300-600.
 (A2768)
*Dr E J Krysztauts. Département de physique. Université Laval. Quebec, Canada
 G1K 6P4.*
- 81/08/19-23 Praha (Czechoslovakia) (N)
 5. International conference on soil science
*Dr Ing Z Fásek CSc. Chairman. Organising Committee, Res Inst for Crop
 Production. Div of Soils, 161 06 Praha 6 - Ruryne, Czechoslovakia.*
- 81/08/20-21 Montreux (Switzerland) (N)
 Management Centre Europe. Seminar on strategic management
*To the Registrar. Management Centre Europe, avenue des Arts 4. B-1040
 Brussels. Belgium.*
- 81/08/22-30 Meztltia (Mexico)
 Inter-American Scout Committee. Regional meeting - International rover
 moot. P: 300-. C: 12-.
 (B1638)
*Asociación de Scouts de Mexico. A.C. Apartado Postal No 24-314. Mexico 7.
 DF, Mexico.*
- 81/08/22-28 Nairobi (Kenya)
 Commonwealth Library Association. Conference.
Secretary : c/o PO Box 534, Kingston 10. Jamaica. West Indies. (A4038)

81/08/22-31 -(Zimbabwe)	International Council on Education for Teaching World consultation on refugees	(A3906)	1981/09 SEPTEMBER
	Frank H Klassen. 1 Dupont Circle. Suite 610. Washington. DC 20036. USA. T. (202) 293 2450.		
81/08/23-09/13 Crete (Greece)	2. Summer conference: Toward a humane future - revisioning human nature and reality Forum, Postach 2841. D-7000 Stuttgart J. West Germany.	(N)	
81/08/23-28 Graz (Austria)	S. International congress of heterocyclic chemistry Prof Dr Thomas Kappe, Institut of Organic Chemistry. University of Graz. Hfinrichstr 28. A-8010 Graz, Austria.	(N)	
81/08/23-24 Montreal (Canada)	International Union of Family Organisations. International conference on the role of the family in the child's education. The International Family Conference. 890. bid Dorchester est. pièce 2320. Montreal. Quebec, Canada H2L 2L4.		(A2717)
81/08/23-24 Nagoya (Japan)	International Union Against Cancer. Asian regional smoking control workshop: Smoking control programmes for Asian-Pacific cancer societies and other UICC member-organizations. K. Aoki. Div of Epidemiology. Aichi Cancer Centre. 81 Kanokoden, Tashiro-cho, Chikusa-ku. Nagoya 464. Japan.		(A2648)
81/08/23-27 Stockholm (Sweden)	International conference on protective clothing systems. P: 100- Reso Congress Service, S-105 24 Stockholm. Sweden.	(N)	
81/08/23-28 Sydney (Australia)	International Wildlife Disease Association. 4. Conference. (-) Congress Secretariat GPO Box 2609, Sydney. N S W 2001. Australia.	(N)	
81/08/24-26 Brussels (Belgium)	Management Centre Europe. International seminar for Europe's indispensable executive secretaries To the Registrar. Management Centre Europe, avenue des Ans. 4, B-1040 Brussels. Belgium.	(N)	
81/08/24-09/03 London (UK)	Library Association. International summer workshop: Development of national library and information services Short Courses Organizer, LA. 7 Ridgmount St. London WC1E 7AE, UK.	(N)	
81/08/24-28 Sendai (Japan)	4. International conference on rapidly quenched metals. P: 400-. C: 25- c/o The Japan Institute of Metals, Aza Aoba. Aramaki. Sendai-shi. Miyagi 980, Japan.	(N)	
81/08/24-30 Tokyo (Japan)	11. International conference on world peace. P: 70-. C: 15- Professors World Peace Academy of Japan, Rm 907, Kioicho TBR Bldg, 5-7 Koji-machi, Chiyoda-ku, Tokyo 102, Japan.	(N)	
81/08/24-28 Trondheim (Norway)	International symposium on hydrodynamics in ocean engineering Mr Jore Jrgensen, University of Trondheim. The Norwegian Institute of Technology. N-7034 Trondheim. NTH, Norway.	(N)	
81/08/25-28 Den Haag (Netherlands)	European conference on circuit theory and design. P: 400-. Ex Mr Ir C Beekhuizen, TH Delft, afd Electrotechniek. Postbus 5031, NL-2600 GA Delft, Netherlands.	(N)	
81/08/25-29 Nagoya (Japan)	International Union Against Cancer. 1. Conference on cancer prevention in developing countries: To develop cancer prevention strategies on the basis of available epidemiological information. K. Aoki. Div of Epidemiology. Aichi Cancer Centre. 81 Kanokoden, Tashiro-cho, Chikusa-ku, Nagoya 464, Japan.		(A2648)
81/08/25-31 New York NY (USA)	United Nations. Intergovernmental Committee on Science and Technology for Development. 3. Session, second part. (A3375) Kurt Waldheim. Nations Unies, New York NY 10017, USA. T. 734 1234. C. Unations.		
81/08/27-31 Idyllwild CA (USA)	International Union of Pure and Applied Physics. Special conference on new problems in low temperature physics. P: -200. 40 Prof Hans Bozler. Physics Dept. University of Southern California, Los Angeles CA 90007, USA.		(A2768)
81/08/29-09/05 Bratislava (Czechoslovakia)	European Association of Neurological Surgeons. European course: Cerebral vascular disease. P: 120-. C: 25-. (B3372) Pr. A. Nadvornik, President. Neuro-Surgical Clinik. Linbova 17, Bratislava. Czechoslovakia.		
81/08/29-09/03 Dublin (Ireland)	Nairobi (Kenya) International Society and Federation of Cardiology / International Association of Agricultural Librarians and Documentalists. 12. Congress. Pierre Moret. PO Box J 17, CH-1211 Genève 12. Switzerland. T. 46 64 11. c Cardio-Geneva. IAALD President, Mr E Mann, c/o Commonwealth Bureau of Dairy Science and Technology, Lane End House, Shinfield, Reading RG2 98B, UK.		(A2533/A1247)
81/08/29-09/03 Nairobi (Kenya)	Dublin (Ireland) International Society and Federation of Cardiology / International Association of Agricultural Librarians and Documentalists. 12. Congress. Pierre Moret, PO Box 1 17, CH- 12 1 1 Genève 12, Switzerland. T. 46 64 11. c Cardio-Geneva. IAALD President, Mr E Mann, c/o Commonwealth Bureau of Dairy Science and Technology. Lane End House, Shinfield, Reading RG2 98B, UK.		(A2533/A1247)
81/08/31-09/04 Geneva (Switzerland)	Lutheran World Federation. Consultation on Christian ethics and the question of property. Carl H Mau Jr. 150 route de Ferney. PO Box 66. CH-1211 Genève 20. Switzerland. T. (022) 98 94 00 - 98 19 85. C. Lutherworld Genève. Tx 23423 OIK CH.		(A2937)
81/08/31-09/04 Hamburg (Germany FR)	Symposium on North Sea dynamics Mr Walter Lenz. Sonderforschungsbereich, Meerestforschung. Universität Hamburg, Bundesstrasse 55. D-2000 Hamburg 13, Germany Fed Rep.		(N)
81/08/31-09/01 London (UK)	Management Centre Europe. Seminar on innovation and new business development: Obstacles to innovation and how organisations can learn to overcome them To the Registrar. Management Centre Europe, avenue des Arts 4. B-1040 Brussels, Belgium.		(N)
81/08/31-09/06 Melbourne (Australia)	Australian Association for the Mentally Retarded. 2. South Pacific regional congress on access to community life Australian Association for the Mentally Retarded. PO Box 647, Canberra City. A C T, 2601, Australia.		(N)
81/08/31-09/02 Montreux (Switzerland)	European Association for Research on Plant Breeding. Meeting. P: 300-. Office du Tourisme, Grande-Rue 42, CH-1820 Montreux. Switzerland.		(A0556)
81/08/31-09/04 Paris (France)	Clinique de Pneumo—phisiologie. 9. International conference: L'équipement immunitaire du poumon et les médicaments modifient l'immunité. P: 500- Dr Marsac, Hôpital Laennec. 42, rue de Sèvres, F-75007 Paris, France.		(N)
81/08/31-09/10 Strasbourg (France)	Institute for Ecumenical Research. Annual international ecumenical seminar Who speaks in the name of the Church - Authoritative teaching in the Church. 8 rue Gustave-Klotz, F-67000 Strasbourg. France. T. (88) 36.29.26		(B0796)
	1981 / 09 SEPTEMBER		
81/09/01-04 Aberdeen (UK)	2. European symposium on thermal analysis Dr F P Classer, Chairman of the Organizing Committee, ESTA 2. Dept of Chemistry, University of Aberdeen, Meston Walk. Old Aberdeen, AB9 2UE, Scotland.		(N)
81/09/01-04 Colombo (Sri Lanka)	Asia-Pacific Federation of Cancer Research and Control Organizations. 5. Asia-Pacific cancer conference. S Sivayoham, 5th Asia-Pacific Cancer Conf, 31 Guildford Crescent, Colombo 7. Sri Lanka.		(N)
81/09/01-03 Hong Kong (Hong Kong)	European Organization for Civil Aviation Electronics. European Airlines Electronic Committee. Meeting. P: 400-. (A0819) Mr Gil Newman, Technical Services Superintendent, Avionics Dept Cathay Pacific Airways Ltd, Kai Tak Airport, Kowloon, Hong Kong.		
81/09/01-06 Liège (Belgium)	Institut de mathématique de l'Université de Liège. Congress: 1er panorama de l'informatic : un renouveau économique par l'informatique. Ex Mme M T Lhoest, Université de Liège. Service 'Colloques et Congrès'. 13/15, place du XX août, B-4000 Liège, Belgique.		(N)
81/09/01-18 Montréal (Canada)	International Civil Aviation Organization, Statistics Division. Meeting. Yves Lambert International Aviation Square. 1000 Sherbrooke St W, Montréal PO. H3A 2R2. Canada. T. 285 8219 C. ICAO.		(A 1505)
81/09/01-18 Montréal (Canada)	International Civil Aviation Organization, Division des Statistiques- 7. Session, Yves Lambert. International Aviation Square. 1000 Sherbrooke St W. Montréal PO, H3A 2R2. Canada. T. 285 8219 C. ICAO.		(A1505)

- 81/09/01-04 New York NY (USA)**
United Nations Institute for Training and Research. Board of trustees. (B3387)
..... adress not in yb
- 81/09/01-03 Paris (France)**
International Union of Pure and Applied Physics. 17. General assembly. (A2768)
Prof L Kervin. Rector. Université Lavai. Quebec, PO. G IK 7P4, Canada.
- 81/09/01-14 Paris (France)**
United Nations. UN Conférence on the least developed countries. (A3375)
Kurt Waldheim. Nations Unies. New York NY 10017. USA. T. 734 1234. C. Unations.
- 81/09/01-05 Taormina (Italy)**
International Society for Neurochemistry. Meeting on nervous system regeneration. (B2493)
EGA. Viale Tiziano 19. I-00196 Roma. Italy.
- 81/09/01-03 Warszawa (Poland)**
International Institute for Applied Systems Analysis / European Association of Information Services / Polish Academy of Sciences. Major online meeting. Ex. (A4518/A3884)
Learned Information Ltd. Besselsleigh Road. Abingdon. Oxford. England.
Polish Academy of Sciences. Nowy Swiat 72, 00-330 Warszawa, Poland.
- 81/09/02-04 Heidelberg (Germany FR)** (N)
4. International symposium on rats with spontaneous hypertension and related studies
Dr Detlev Ganten, Dept of Pharmacology, Univ of Heidelberg, Im Neunheimer Feld 366, D-6900 Heidelberg. Fed Rep of Germany.
- 81/09/02-04 London (UK)** (N)
5. International symposium on radio nuclides in nephrology
Mr A R Constable, Institute of Urology. 172 Shaftesbury Avenue. London WC2. UK.
- 81/09/02-03 Luxembourg (Luxembourg)**
Commission of the European Communities. Conference on measurements, testing and control in rolling mills. (B2442)
200 rue de la Loi, B-1049 Bruxelles. Belgium. T. 735 00 40 - 735 80 40 - 735 8030.
- 81/09/02-03 Weimar or Erfurt (-)** (German DR)
Rehabilitation International. Education Commission. European meeting on poly-technical aspects of education. (A2501)
Prof Dr K P Becker, Dept of Special Education, Humboldt University Berlin, Albrechtstrasse 22, 104 Berlin, German Democratic Republic.
- 81/09/02-03 - (German DR)**
Weimar or Erfurt ()
Rehabilitation International, Education Commission. European meeting on poly-technical aspects of education.
(A2501)
Prof Dr K P Becker, Dept of Special Education, Humboldt University Berlin, Albrechtstrasse 22. 104 Berlin, German Democratic Republic.
- 81/09/03-05 Lund (Sweden)** (N)
International Continence Society. 11. Annual meeting. P: 500-. (-)
Reso Congress Service. S-105 24 Stockholm. Sweden.
- 81/09/05-15 Thessaloniki (Greece)** (N)
MOBILITY International / Lakkia Centre for the Mentally Retarded. Activity camp for mentally retarded youth and their friends: Integration through joint activity. P: 90-. C: 6-7. (- -)
Mobility International, 2 Colombo Street, London SE 1 8DP. England.
- 81/09/06-08 Stockholm (Sweden)** (N)
International Urogynecological Association. 5. Annual meeting. P: 100-.(-)
RESO Congress Service. S-105 24 Stockholm, Sweden.
- 81/09/06-11 Stockholm (Sweden)** (N)
International symposium on automotive technology and automation. P: 400-.
RESO Congress Service, S-105 24 Stockholm. Sweden.
- 81/09/07-09 Berlin (Germany FR)**
International Society of Soil Science. International symposium on soil problems in urban areas. (A2568)
Prof Dr E Schlichting. PF 106 (05100), D-7000 Stuttgart 70, Germany FR.
- 81/09/07-11 Bordeaux (France)** (N)
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque: Les phénomènes non-linéaires de la dynamique chimique. Inv
Mr A Pacault, Directeur du Centre de recherche Paul Pascal. c/o CNRS, 15. quai Anatole France, F-75700 Paris, France.
- 81/09/07-11 Brussels (Belgium)** (N)
Management Centre Europe. Seminar on management, men and organisation To the Registrar, Management Centra Europe, avenue des Arts 4, B-1040 Brussels, Belgium.
- 81/09/07-11 Grenoble (France)**
International Union of Pure and Applied Physics. 4. International symposium on neutron capture gamma-ray spectroscopy and related topics. (A2768)
Dr Till von Egidy. Institut Laue-Langevin, BP 156, F-38042 Grenoble Cedex, France.
- 81/09/07-10 London (UK)**
Commission of the European Communities. Symposium on the scientific basis for the assessment of hazards from chemicals associated with the environment. (82442)
200 rue de la Loi, B- 1049 Bruxelles. Belgium. T. 735 00 40 - 735 80 40 - 735 8030.
- 81/09/07-12 Luxembourg (Luxembourg)**
Latin Language Mathematicians' Group. 6. R0000@ - Congress. (A2897)
Séminaire de mathématique. Centre universitaire de Luxembourg, 162 a. avenue de la Faïencerie, L-1512 Luxembourg.
- 81/09/07-11 Lyon (France)** (N)
Association pour la promotion des techniques de modélisation et de simulation dans l'entreprise / European Federation of National Associations of Engineers. Conférence internationale sur les méthodes des modélisation et de simulation. (A0741)
AMSE, 16. avenue de Grange Blanche, F-69160 Tassin La Demi Lune, France.
- 81/09/07-10/02 Péris (France)**
Ecumenical Institute for the Development of Peoples. Rencontre-formation 1981 pour militants chrétiens engagés dans des projets d'éducation populaire et du développement. (A4463)
INDEP, 31, rue de l'Espérance, F-75013 Paris, France.
- 81/09/07-08 Trente (Italy)**
Inter-University European Institute on Social Welfare / Association internationale des universités du 3e âge / International Center of Social Gerontology. Conference on the preparation for retirement. (A44 10/B7 103/A3955)
S Mayence, rue du Débarcadère 179. B-6001 Marcinelle, Belgium. T. (071) 36 62 73 - 43 29 20.
- 81/09/08-14 Bordeaux (France)**
United Nations Educational Scientific and Cultural Organization. International symposium on coastal lagoons. (A3383)
Dr Pierre Lasserre. Sec Gen. ISCIL/UNESCO 81. Institut de Biologie Marine. Université de Bordeaux 1. 2, rue du Professeur-Jolyet. F-33120 Arcachon, France.
- 81/09/08-09 Caracas (Venezuela)**
International Chamber of Commerce. 4. International shipping conference. (A1490)
Carl-Henrik Winquist, 38 Cours Albert 1&pa, F-75008 Paris. France. T. 261 85 97. C. Incomerc. Tx 650770.
- 81/09/08-18 Caracas (Venezuela)**
International Chamber of Commerce. 4. Conférence maritime internationale. (A1490)
Carl-Henrik Winquist 38 Cours Albert 1&pa. F-75008 Paris. France. T. 261 85 97. C. Incomerc. Tx 650770.
- 81/09/08-18 Leibnitz Steiermark (Austria)** (N)
6. Ampere summer school on biological applications of NMR
Dr G C K Roberts. National Institute for Medical Research, Médical Research Council. The Ridgeway, Mill Hill, London NW7 1AA, England.
- 81/09/08-12 Oxford (UK)** (N)
British Paediatric Association. 2. International paediatric conference of European countries: The chronically sick child
British Paediatric Association. 23 Queen Square, London WC1 N3A2. England.
- 81/09/09-11 Hannover (Germany FR)**
International Life Sciences Institute / Abteilung für Experimentelle Pathologie der Medizinischen Hochschule Hannover. Histopathology seminar on endocrine system of laboratory animals. (B4876)
Prof Dr med Ulrich Mohr, Abteilung für Experimentelle Pathologie im Zentrum Pathologie und Rechtsmedizin der MHH. Karl-Wiechert-Allee 9. D-3000 Hannover 61, Germany FR.
- 81/09/09-11 Zurich (Switzerland)**
European Society for Opinion and Marketing Research. Seminar on international pharmaceutical marketing research. (A0853)
Mrs Fernanda Monti, Wamberg 37, 1083 CW Amsterdam, Netherlands. T. 44 49 95. Tx 18535.
The Seminar Convenor Ms Vivianne Troupp, Ciba-Geigy AG, Pharma Marktfor schung PH 5 31. Postfach. Basel, Switzerland.
- 81/09/10-13 Lyon (France)** (N)
European Prosthodontic Association. Meeting. (- -)
Promalyon. Quai Achille Lignon, F-69459 Lyon Cedex 3, France.
- 81/09/10-12 Madrid (Spain)** (N)
Société internationale pour la recherche sur les maladies de civilisation et l'environnement. Congress. (- -)
SIRMCE, 5. rue du Sceptre, B-1040 Bruxelles. Belgium.
- 81/09/11-13 Genoa (Italy)** (N)
Groupe de recherches sur l'approche somatique de la personnalité (Pans). Colloque médical international sur les thérapies à travers le corps et environnement
Commune di Cogoleto accessorio a la culture Cogoleto. Gênes. Italie.
- 81/09/13-15 Houston TX (USA)**
International Order of Hoo-Hoo. Convention. (87429)
Cliff Shafer, Président, Houston Hoo-Hoo Club -23, C/o Trans-Tex Lumber. 6111 FM 1960 West. Suite 2 10. Houston TX 77069. USA.

81/09/13-17 Manila (Philippines)	1981/09 SEPTEMBER
International Congress and Convention Association / Council for International Organisations of Medical . Regional symposium. P: 150-. Dr Jaime Laya. President Philippine Medical Association. PMA Bldg. North Ave. Quezon City. Metro Manila, Philippines.	
81/09/13-20- (Australia)	(N)
Rail Track and Sleeper Association. 4. International conference <i>Rail Track and Sleeper Association. Box 4192. GPO, Sydney, N S W . Australia.</i> (Location of meeting not determined : South Australia	
81/09/14-18 Laxenburg (Austria)	
International Institute for Applied Systems Analysis. Global modeling forum : global modeling at the service of the decision maker. (A4518) <i>IIASA. Global Modeling Review. Schlossplatz 1. A-2361 Laxenburg, Austria.</i>	
81/09/14-16 Munster (Germany FR)	(N)
4. European conference on surface science <i>ECOSS IV. Professor Dr A Benninghoven. Physikalisches Institut. Universités Munster. Domagkstrasse. D-4400 Munster, Germany FR.</i>	
81/09/14-17 Paris (France)	(N)
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque: Chimie et physique des composés solides souffres, selenies et tellures. Inv CNRS. Bureau des colloques et congrès. 15. Quai Anatole France. F-75700 Paris. France.	
81/09/14-17 Seoul (Korea S)	(N)
Confédération des associations médicales d'Asie et d'Océanie. 12. Meeting. (-) Jin Hak Choi. MD. Sec Gen. 12th CMAAO Organising Committee. Association Médicale Coréenne, 302-75 Ichon-dong. Yongsan-ku, Séoul 140, Corée du Sud.	
81/09/14-17 York (UK)	(N)
Royal Microscopical Society. Inter-section colloquia: Various sessions, including automated cytology. STEM in biology, microscopy of biological engineering, health and safety in the laboratory <i>Royal Microscopical Society, 37/38 St Clements, Oxford OX4 1AJ, UK.</i>	
81/09/15-18 Geneva (Switzerland)	(N)
Sub-Committee on Racism, Racial Discrimination. Apartheid and Decolonisation of the Special NGO Committee on Human Rights. International NGO conference on indigenous peoples and the land. (-) c/o Women's International League for Peace and Freedom, 1. rue de Varembe, Case postale 28. CH-1211 Genève 20. Suisse.	
81/09/15-17 Helsinki (Finland)	
International Union of Food Science and Technology. Symposium: The role and application of food science and technology in industrialized countries. P: 100-. C:30-. (A1610) Prof R Koivisto, Dept of Food Chemistry and Technology, Univ of Helsinki, SF-00710 Helsinki 71, Finland.	
81/09/15-19 Le Creusot (France)	(N)
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque: L'étude du patrimoine industriel : archéologie, histoire, conservation et mise en valeur. Inv CNRS. Bureau des colloques et congrès. 15, Quai Anatole France, F-75700 Paris, France. (meeting held simultaneously in Lyon and Le Creusot)	Lyon (France)
81/09/15-19 Lyon (France)	(N)
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque: L'étude du patrimoine industriel : archéologie, histoire, conservation et mise en valeur. Inv CNRS. Bureau des colloques et congrès, 15, Quai Anatole France, F-75700 Paris, France. (meeting held simultaneously in Lyon and Le Creusot)	Le Creusot (France)
81/09/15-12/33 New York NY (USA)	
United Nations. General Assembly, thirty-sixth session. (A3375) Kurt Waldheim. Nations Unies, New York NY 10017, USA. T. 734 1234. C. Unations.	
81/09/15-19 Oulu (Finland)	(N)
Scandinavian Society for Immunology. Congress: Infection immunity, hypersensitivity, normal and malignant lymphopoiesis. C: 4-. (-) Secretariat. XII Annual meeting SSI, Dept of Microbiology University of Oulu SF-90220 Oulu 22. Finland.	
81/09/15-18 Sao Paulo (Brazil)	(N)
Social service of Commerce, Brazil / World Leisure and Recreation Association. International congress on leisure and development. (A2404) William D Cunningham. 345 East 46th Street New York, NY 10017 USA. T. (212) 697 8783. C. RECREATE. WLRA is arranging a group study and observation tour	
81/09/16-18 Boston MA (USA)	(N)
B0621 Institute of Electrical and Electronics Engineers / Marine Technology Society. Conference 'Oceans 88: 'L'Océan, lieu de travail international', touche aux intérêts de la communauté maritime mondiale. (-) Oceans 88, PO Box 132. Portsmouth. RI 02871, USA.	
81/09/16-19 Brussels (Belgium)	(N)
Fédération européenne des agences de renseignements commerciaux Meeting. <i>Mme Thonée. 213. avenue Parmentier, B-1150 Bruxelles, Belgium.</i>	
81/09/16-20 Urbino (Italy)	(N)
Centre d'Information et de Recherches pour l'Enseignement et l'Emploi des Langues. 2. Colloque international sur les langues et la coopération européenne: Le statut et la gestion des langues. (-) CIREL. c/o AUPELF. Université de Montréal. BP 6128, Montréal H3C 3J7 Canada.	
81/09/17-19 Bern (Switzerland)	
European Society for Paediatric Haematology and Immunology. 8. Meeting (B5483) Dr M L N Willoughby, Royal Hospital for Sick Children. Glasgow G3 8SJ Scotland.	
81/09/17-19 Paris (France)	
International Union Against Cancer. Executive and finance committee meetings. G P Murphy, 3 rue du Conseil Général. CH-1205 Genève, Switzerland. C Cancernunion. UICC business (closed)	(A2648)
81/09/17-19 Wroclaw (Poland)	
International Council for Laboratory Animal Science / Association of Agriculture Engineers and Technicians / Polish Academy of Sciences. Conference on health monitoring of laboratory mice and rats. (A1632) Conference on Health Monitoring of Laboratory Mice and Rats. Ms A Czarnomyska. Ph D, Wawelska 15, 02-034 Warszawa, Poland.	
81/09/20-29 Bad Berleburg (Germany FR)	
International Federation of the Blind / World Council for the Welfare of the Blind. Joint international congress on the rehabilitation of the multi-handicapped blind. 58 av Bosquet, F-75007 Paris. France. T. 555 67 54.	(A2024/A3499)
81/09/20-24 Cambridge (UK)	
International Council of Scientific Unions. 19. General assembly. (A1752) F W G Baker, 51 bd de Montmorency, F-75016 Paris, France. T. 527 77 02 - 525 03 29. C. ICSU Paris 016. Tx 630553 F.	
81/09/20-21 Krakow (Poland)	
International Society for Merchandise Economics / Polskie Towarzystwo Towaroznawcze. Int symposium on cooperation areas in commodity science and technology in view to human needs: Commodity science and education (didactical problems) - Packaging, transportation and storage of commodities (commodity logistics) - Interaction between commodity and environment - Future problems a. (B7976) Instytut Towaroznawstwa Akademii Ekonomicznej w Krakowie. ul Sienkiewicza 4. PL- 30 033 Krakow, Poland.	
81/09/20-23 Manchester (UK)	
International Union Against Cancer / Manchester Regional Committee for Cancer Education; Cancer Research Campaign. Workshop on doctor involvement in public education about cancer. Inv. R Davison, Manchester Regional Committee for Cancer Education, Kinnaird Rd. Manchester M60 9QL UK.	(A2648)
81/09/21-23 Aix-en-Provence (France)	(N)
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque: L'absorption aux interfaces gaz/solide et liquide/solide. Inv CNRS. Bureau des colloques et congrès. 15, Quai Anatole France, F-75700 Paris, France.	
81/09/21-25 Brussels (Belgium)	(N)
28. Panel meeting/Symposium on medium, long and very long wave propagation: (at frequencies less than 3000 KHG) AGARD, rue Anechte 7, F-92200 Neuilly s/Seine. France.	
81/09/21-24 Hong Kong (Hong Kong)	(N)
International Professional Security Association. Conference. P: 500-. Ex. (-) Mr Stewart Kidd, PO Box 98010, T S T Post Office, Kowloon. Hong Kong.	
81/09/21-10/09 Montreal (Canada)	
International Civil Aviation Organization, Area Forecast Panel. 24. Meeting. (A 1505) Yves Lambert International Aviation Square, 1000 Sherbrooke St W. Montreal PQ. H3A 2R2, Canada. T. 285 8219 C. ICAO.	
81/09/21-25 Tokyo (Japan)	(N)
6. International symposium on glycoconjugates. P: 300-. C: 24- Prof T Osawa, Div of Chemical Toxicology and Immunochemistry, Dept of Pharmacy, University of Tokyo. 7-3e1 Hongo. Bunkyo-ku, Tokyo 113, Japan.	
81/09/21-26 Tokyo (Japan)	(N)
3. International conference on environmental mutagens. P: 1000-. C: 20- PO Box 236. Kyobashi, Tokyo 104-91, Japan. Meeting held simultaneously in Tokyo and Shizuoka	
81/09/21 Wien (Austria)	
International Federation for Housing and Planning. CP Climatologie, urbanisme et architecture. Working meeting. (A 1826) J H Léons, 43 Wassenaarseweg, Den Haag. Netherlands. T. 24 45 57. C. IFHP.	
81/09/22-25 Bordeaux (France)	(N)
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque: Les environnements sédimentaires de l'Atlantique Nord au quaternaire. Inv CNRS. Bureau des colloques et congrès. 15. Quai Anatole France. F-75700 Paris. France.	

- 81/09/22-27 Madrid (Spain) (N)
8. International symposium on the problems of listeriosis
VIII International Symposium on the Problems of Listeriosis Général Secretariat - OEC - Plaza de la Encarnacion. 2 - 2 Piso, Madrid 13. Spain.
- 81/09/23-25 Ljubljana (Yugoslavia) (N)
International symposium on the intensive care of children
Prim dr Pavle Kornhauser, M.D., Pédiatrie Surgical Dept, University Medical Centre, Zaloska 7. 61 105 Ljubljana. Yugoslavia.
- 81/09/23-25 Luxembourg (Luxembourg) (N)
Commission of the European Communities. Symposium on coke oven techniques.
(B2442)
André Marelle. 18 rue de Varenne. F-75007 Paris, France. T. 222 18 56.
- 81/09/23-26 Madrid (Spain) (N)
14. Etats généraux des communes d'Europe
SIASA Congresos SA. Paseo de la Habana, 134. Madrid 16. Spain.
- 81/09/23-25 Pavia (Italy) (N)
Associazione Italiana per il Calcolo Automatico. Annual congress
Org Sec : American Express Co S pA. Servizio Congressi Italia. Piazza di Spagna 3S. I-00187 Roma, Italy.
- 81/09/24-25 Bordeaux (France)
International Civil Airports Association. European Regional Section. Working Group 'Economics - Fees and Charges'. 4. Meeting.
(A1504)
G Hill. Bldg 226 Orly Sud 103. F-94396 Orly Aéroport CEDEX. Franco. T. 687 12 34 Ext 2S 88 - 33 86. Tx 270803F Aéroport de Paris.
- 81/09/24-25 Nairobi (Kenya)
World Intellectual Property Organization. Treaty on the protection of the Olympic symbol - Diplomatic conference.
(A3635)
Dr A Bogsch. 32 chemin des Colombettes, CH-1211 Genève 20. Switzerland. T. 34 63 00. C. OMPI. Tx OMPI 2 23 76.
- 81/09/24-29 Niederbronn-les-Bains (France)
International Society of Medical Writers. Congress.
(A3595)
Mme Noël. Secrétariat administratif, 7, avenue Curie, F-92370 Chaville. France.
- 81/09/26-28 Berchtesgaden (Germany FR)
International Commission for the Protection of Alpine Regions. Annual assembly.
(B4295)
Hofrat Dr C Fossel. Leohardstrasse 76/1, A-8010 Craz, Austria.
- 81/09/26-10/04 Brussels (Belgium)
International Society for Contemporary Music. World music days.
(A2481)
Mme Dalia Shanni, 16, avenue des Abeilles, B-1050 Bruxelles. Belgium.
- 81/09/26-27 Tokyo (Japan) (N)
3. International symposium on developmental disabilities. P: 500-. C: 20-.
The Japanese Society of Child Neurology, c/o Dept of Pediatrics. The Women's Medical College, 10 Kawadacho, Shinjuku-ku, Tokyo 162, Japan.
- 81/09/27-30 Houston TX (USA)
International Association of Drilling Contractors. Convention.
(B0376)
Ms Bobbi Hull. Meetings Manager. Box 4287. Houston TX 77210, USA.
- 81/09/27-30 Houston TX (USA)
International Association of Drilling Contractors. Convention.
(B0376)
Ms Bobbi Hull, Meetings Manager.)Box 4287, Houston TX 77210. USA.
- 81/09/27-30 Montreal (Canada)
Society of French-Speaking Neurosurgeons. Annual congress. P: 100-. C: 20-.
Ex Dr Cartier-Giroux. Hôpital Notre-Dame, Montreal. P.Q. Canada.
- 81/09/28-10/02 Dartmouth (Canada) (N)
International symposium on dynamics of turbid coastal environments
Dr Donald C Gordon, Jr. Symposium Chairman, Bedford Institute of Oceanography. PO box 1006. Dartmouth. Nova Scotia. B2Y 4A2. Canada.
- 81/09/28-30 Grenoble (France)
European Mechanics Committee. Colloquium on flows of liquids fast bodies with developed cavities.
(A0808)
Institut de mécanique de Grenoble, B P 53 X, F-38041 Grenoble Cedex, France.
- 81/09/28-10/24 Nairobi (Kenya)
World Intellectual Property Organization / World Intellectual Property Organization. Revision on the Paris convention - Diplomatic conference.
(A3635/A3635)
- 81/09/28-10/03 New Delhi (India) (N)
Asian Environmental Society / Committee on Science and Technology in Developing Countries / Indian Environmental Society. International conference on environmental education.
(-)/B0321
Dr Desh Bandhu. Organising Secretary, Int Conference on Environmental Education, 8 Darya Ganj, New Delhi 110002. India.
- 81/09/28-30 Tunis (Tunisia)
Union of Middle East Mediterranean Paediatric Societies. 13. Congress.
(A4149)
Prof Bechar Hamzo. President of the Congress, Institut National de Santé de l'Enfance, Tunis, Tunisia.
- 81/09/30-10/03 Heidelberg (Germany FR)
World Psychiatric Association. Psychotherapy Section. 7. International symposium on psychotherapy of schizophrenia.
(A3677)
Dr H Stierlin. Klinikum d Univ. Heidelberg. Monchhofstr 15a, D-6900 Heidelberg I, Fed Rep of Germany.
- 81/09/30-10/02 Québec (Canada) (N)
5. Colloque international d'économie pétrolière
Secr du Groupe de recherche sur l'énergie (Green). Dépt économique, pavillon du Koninck, Université Laval. Québec. Canada G1K 7P4.
- 81/09/- Louvain-la-Neuve (Belgium)
Educational Interdisciplinary Research Centre. Réunion sur les nouveaux mécanismes de transfert de technologie et nouvel ordre économique international.
(B1352)
99 R0000@ = 8102 Cal Bruxelles
- 81/09/- Merlewood (UK)
International Society of Soil Science. International colloquium on earthworm ecology.
(A2568)
Dr J E Satchel, Institute of Terrestrial Ecology, Merlewood Research Station, Grange-over-Sands. Cumbria LA 1 16JU. UK.
- 81/097 - Serdang (Malaysia) (N)
International conference on environmental education at secondary level
Faculty of Science and Environmental Studies, Universiti Pertanian Malaysia, Serdang. Malaysia.
- 81/09/- (3rd Qtr) Tbilissi (USSR)
International symposium on bio-calorimetry
(A3687)
Dr P G Asatiani, Institute of Physics, Acad Sci GSSR, Guramishvili str 6, 380077 Tbilisi. USSR.
- 81/09/- (3rd Qtr) - (Germany FR)
World Union of Liberal Trade Union Organisations. Congress. P: 25-. C: 5-.
(A3599)
Gustav Egli, 41 Badenerstrasse. CH-8004 Zurich, Switzerland. T. (01) 23.07. 57.
location of meeting not determined : City open

1981 / 10 OCTOBER

- 81/10/03-10 - (Tanzania)
International Council on Education for Teaching. African youth conference.
(A3906)
Frank H Klassen, 1 Dupont Circle. Suite 610, Washington. DC 20036, USA. T. (202) 293 2450.
- 81/10/04-09 Kuala Lumpur (Malaysia)
Association of South East Asian Nations. 4. Conference on cardiology. P: 400-.
(A0165)
Malaysian Association of Cardiology. Cardio-respiratory Laboratory. Universiti Hospital, Petaling Jaya, Malaysia.
- 81/10/04-10 Manila (Philippines)
International Association of Professional Congress Organizers / Asian Institute of Tourism / Philippine Convention Bureau. Convention management seminar.
(A1330/-)
Ms Elizabeth P Dela Fuente, Exec Dir, Philippine Convention Bureau, 4th floor. Legaspi Towers 300. Roxas Blvd. cor Vito Cruz, Metro Manila, Philippines.
- 81/10/04-07 Varna (Bulgaria) (N)
Union de la Construction Mécanique DE Bulgarie. 48. Congrès de fonderie c/o FABL. square Marie-Louise 28. Bte 1. B-1040 Bruxelles, Belgium.
- 81/10/05-07 Aussois (France) (N)
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque: Les étalons de fréquence. Inv
Mr Cl Audiard, Directeur de recherche, CNRS. 15. Quai Anatole France, F-75700 Paris, France.
- 81/10/05-09 Edinburgh (UK)
International Federation of Industrial Property Attorneys. Congress.
(A1972)
M Santarelli, 14 av de la Grance Armée, F-75017 Paris, France.
- 81/10/05-09 Osaka (Japan)
International Corrugated Case Association. 5. Conference.
(A1719)
W Kullges, c/o FEFCO, 37 rue d'Amsterdam. F-75008 Paris. France. T. 874 63 76. Tx 290 402 F.
- 81/10/07-10 Strasbourg (France) (N)
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque: Ville, pouvoir et société, de 1650 à 1750 en Europe. Inv
CNRS, Bureau des colloques et congrès, 15. Quai Anatole France. F-75700 Paris, France.
- 81/10/07-09 Taormina (Italy) (N)
Italian Union for the Blind. International conference
EGA. Viale Tiziano 19. I-00196 Roma. Italy.
- 81/10/07-09 Taormina (Italy) (N)
International Federation of the Blind / World Council for the Welfare of the Blind. Joint international conference on the social integration of the young blind, the blind woman and the aged blind.
(A2024/A3499)
58 av Bosquet, F-75007 Paris. France. T. 555 67 54.

- 81/10/08-10 Kingston (Canada) (N) Queen's University. Colloque international sur la parodie dans la littérature et las arts
Mr Clive Thomson, Département de français. Queen's University. Kingston, Canada K7L 3N6.
- 81/10/08-10 Varna (Bulgaria) (N) Union de l'énergétique, do l'électrotechnique et des communications de Bulgarie. Symposium sur la technique de l'éclairage, exploitation rationnelle de l'énergie électrique pour l'éclairage artificiel
c/o FABI. square Marie-Louise 28, Bte 1, 8-1040 Bruxelles, Belgium.
- 81/10/09-10 Hong Kong (Hong Kong) (N) Collegium Internationale Neuro-psychopharmacologicum. Régional symposium. P: 200-. (A4449)
Dr G Burrows. Dept of Psychiatry. University of Melbourne, Clinical Sciences Bldg. Royal Melbourne Hospital. Victoria 3050, Australia.
- 81/10/12-17 Hong Kong (Hong Kong) (N) Lloyds world of shipping conference. P: 300-
Mr Geoffrey M Hall. Lloyd's of London Press Ltd, 16-17 Bride Lane, London EC4Y 8EB, UK.
In conjunction with Shipasia 81
- 81/10/12-15 Manila (Philippines) (N) 2. Asian conference on deafness. P: 300-
Mrs Thetma de Jesus. Exec Sec, Philippine Association of the Deaf, Dao Street, San Antonio Village, Makati, Metro Manila, Philippines.
- 81/10/12 Sydney (Australia) (N) Plywood Association of Australia. Asian plywood conference
Mr P M Cameron. Executive Officer, Plywood Association of Australia. Box 8 Newstead. Old 4006, Australia.
- 81/10/13 London (UK) (N) Society for Radiological Protection. Meeting on the short and long term biological consequences of exposure to radiation
Prof H Martin, Dept of Medical Biophysics, Blackness Laboratory, University of Dundee. Dundee DD1 4HN. England.
- 81/10/13-23 Montreal (Canada) (N) International Civil Aviation Organization, Fares and Rates Panel. 5. Meeting. (A1505)
Yves Lambert International Aviation Square, WOO Sherbrooke St W, Montreal PQ. H3A 2R2. Canada. T. 285 8219 C. ICAO.
- 81/10/13-11/06 Wien (Austria) (N) United Nations, International Narcotics Control Board. 13. Session. (A3375)
Kurt Waldheim, Nations Unies, New York NY 10017, USA. T. 734 1234. C. Unations.
- 81/10/14-17 Budapest (Hungary) (N) European Society for Opinion and Marketing Research. Marketing research seminar Industrial marketing research - Developments affecting our future. P: 100-. C:30-. (A0853)
Mrs Fernanda Monti. Wamberg 37, 1083 CW Amsterdam, Netherlands. T. 44 95. Tx 1853.
- 81/10/14-16 Torino (Italy) (N) Société Italiana di Audiologia. Congress on audiology
Minerva Medica Congressi - R Gold, Corso Bramante, 83-85, 1-20126 Torino, Italy.
- 81/10/15-17 Tokyo (Japan) (N) Rehabilitation seminar. P: 600-
Simul International Inc. Kowa Bldg, No 9, 1-8-10. Akasaka, Minato-ku, Tokyo 107. Japan.
- 81/10/16-22 Orlando FL (USA) (N) Mobility International. Conference: American life and entertainment Orlando - A city accessible to the handicapped. P: 200-. C: 5-. (-)
Anthony Lumley, Mobility International. 2 Colombo Street, London SE1 8DP, England.
- 81/10/16 Paris (France) (N) International Federation of Newspaper Publishers. Communication Policy Committee. Meeting. (A1965)
Michel L de Saint-Pierre, rue du Faubourg Poissonnière 6, F-75010 Paris, France. T. 523 38 88.
- 81/10/18-21 Acapulco (Mexico) (N) Inter-American Association of Industrial Property. Congress. (A1048)
J Otamendi, Montevideo 1972, Casilla 4056. Buenos Aires, Argentina.
- 81/10/19-21 Budapest (Hungary) (N) International Union Against Cancer. European regional smoking control workshop: Current situation of smoking control in Europe and development of future strategies and smoking control programmes. (A2648)
K Lapis I Inst of Path and Exp Cancer Research, Semmelweis Mod Univ. X:Ullö ut 26, Budapest VIII. Hungary 1085.
- 81/10/19-23 Halifax (Canada) (N) Woods Hole Océnographie Institution / Bedford Institute of Oceanography. Conference on ocean pollution 1981
Ocean Pollution 1981 Conference, Bedford Institute of Oceanography, Dartmouth, Nova Scotia. B2Y 4A2 Canada.
- 1981 / 10 OCTOBER
- 81/10/19-23 Kingston (Jamaica) (N) World Intellectual Property Organization / United Nations Educational Scientific and Cultural Organization. Regional seminar on copyright (or English-speaking Caribbean states. (A3635/A3383)
Dr A Bogsch, 32 chemin des Colombottes. CH-121 1 Genève 20 Switzerland T. 34 63 00. C. OMPI. Tx OMPI 2 23 76.
- 81/10/19-23 Kuala Lumpur (Malaysia) (N) International Tin Council. 5. World conference. (A2632)
The Secretary. Steering Committee for the Fifth World Conf on Tin, Ministry of Primary Industries, Gurney Rd, Kuala Lumpur, Malaysia.
- 81/10/19-23 Madrid (Spain) (N) United Nations Economic Commission for Europe. Symposium on managerial and economic aspects of the organization of large livestock farms, and technical, economic and sanitary aspects of their buildings and equipment. (B4176)
FAO: ECE Agriculture and Timber Division, Palais des Nations, CH-121 1 Geneva 10, Switzerland.
Mr M Garcia Penalva, Jefe de la Unidad de Apoyo, Dirección General de la Producción Agraria. Ministerio de Agricultura, Paseo de Infanta Isabel 1. E-Madrid 7. Spain.
- 81/10/19-23 Tokyo (Japan) (N) Rehabilitation International. International Olympic seminar. P: 500-. C: 40-. (A2501)
c/o The National Association for Employment of the Handicapped, 1-9-2 Toranomon, Minato-ku, Tokyo 105, Japan.
- 81/10/20-23 Paris (France) (N) Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque: Les niveaux d'explication en psychologie. Inv CNRS. Bureau des colloques et congrès. 15. Quai Anatole France, F-75700 Paris, France.
- 81/10/21-23 Paris (France) (N) Société Française de Chirurgie Plastique et Réparatrice. Congress: La caralysie faciale. P: 250-. C: 10-. Ex Prof Banzet. 40. rue Bichat. F-75010 Paris, France.
- 81/10/22-23 Brussels (Belgium) (N) Centre de droit international. Colloque Etats fédérés dans les relations internationales
Prof Salmon, c/o U L B, avenue F D Roosevelt. 50. B-1050 Bruxelles. Belgium.
- 81/10/22-23 Geneva (Switzerland) (N) International Federation of Newspaper Publishers. Management and marketing symposium. (A1965)
Michel L de Saint-Pierre, rue du Faubourg Poissonnière 6, F-75010 Paris, France. T. 523 38 88.
- 81/10/22-23 Madrid (Spain) (N) International European Construction Federation, Vocational Training Commission. Autumn session. (A1910)
M Parion, 33 av Kléber, F-75016 Paris, France. T. 720 10 20.
- 81/10/22-24 Roma (Italy) (N) Catholic University - Pédiatrie Department (Rome-Italy) / Pédiatrie Oncology Branch - National Cancer Institute (Bethesda-USA). International pédiatrie oncology conference on prophylaxis and treatment of central nervous system leukemia
Org Seer : American Express Company S p A. Servizio Congress! Italia, Piazza di Spagna 38, I-00187 Roma, Italy.
- 81/10/25-29 Jerusalem (Israel) (N) World Federation of Rose Societies. 5. World rose convention. P: 900-. C: 21-Ex. (B2787)
Rose Pilgrimage 81. c/o Conventions (Kopel Tours) Ltd. PO Box 3054, Tel Aviv 61030. Israel.
- 81/10/25-30 Manila (Philippines) (N) 10. Pacific insurance congress. P: 270-. C: 18-
Mr Cesar Zalamea, President. Philippine American General Insurance Group. Philamlife Bldg. UN Avenue. Ermita. Metro Manila. Philippines.
- 81/10/26-30 Liege (Belgium) (N) Association des Ingénieurs du Mont Fiore. Journées internationales d'étude sur les centrales électriques modernes. P: 700-. Ex
Association des Ingénieurs de Mont Fiore. 31, rue St Cilles. B-4000 Liège, Belgium.
- 81/10/26-11/10 Montreal (Canada) (N) International Civil Aviation Organization, Airworthiness Committee. 14. Meeting. (A1505)
Yves Lambert. International Aviation Square. 1000 Sherbrooke St W. Montréal PO. H3A 2R2. Canada. T. 285 8219 C. ICAO.
- 81/10/26-31 Sévrier (France) (N) Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque: L'étude des phénomènes d'activité solaire. Inv
Mme F Crijo, Chargée de recherche. CNRS. 15. Quai Anatole France, F-75700 Paris, France.
- 81/10/27-30 Manila (Philippines) (N) International Red Cross. Pre-conference. (A2405)
Dr Vicente Galvez, Sec Gen, Philippine National Red Cross. Bonifacio Drive. Port Area, Metro Manila, Philippines.

- 81/10/28-11/01 Anshelm CA (USA) (N)
Adult Education Association. Conference: Learning never ends. P: 2500-. Ex
The Combined Book Exhibit. AEA 1981. 12 Saw Mill River Rd, Hawthorne, NY
10532 USA.
- 81/10/28-31 Brussels (Belgium) (N)
15 Colloque des anthropologues de langue française
Prof Charles Suzanne. V U 8. Pleinlaan 2, 8-1050 Brussels, Belgium.
- 81/10/29-11/06 Brussels (Belgium) (N)
Univac Users Association Europe. Congress
Mrs L A Wheatley. Mark Support Services. Sperry Univac Internat Div. London
NW10 8LS. England.
- 81/10/29-31 Lausanne (Switzerland) (N)
Conference on oncological nursing
Secretary General. P O Box 248. CH-1000 Lausanne 6. Switzerland.
- 81/10/29-31 Ottawa (Canada) (B7018)
Institute for International Cooperation. 12. International colloquium.
Prof Joss Haret. Institut de Coopération Internationale, Université d'Ottawa. 190
est. avenue Laurier, Ottawa. Ont KIN 6N5. Canada.
- 81/10/30-11/03 Montreux (Switzerland) (N)
Fédération internationale de scrabble. Congress. P: 400-. (-)
Office du Tourisme, Grande-Rue 42. CH-1820 Montreux, Switzerland.
- 81/10/31-11/03 Kyoto (Japan) (N)
2. International quintessence symposium. P: 3000-. C: 32-
Quintessence Publishing Co Ltd. c/o TDR Bldg. 5-7 Kojimachi, Chiyoda-ku.
Tokyo 177, Japan.
- 81/10/31-11/02 Washington DC (USA) (N)
American Society for Cybernetics. Annual meeting: The new cybernetics
Howard Hilton. 1222 Highland House, 5480 Wisconsin Avenue, Chevy Chase,
Maryland 20015. USA.
- 81/10/ Bochum (Germany FR)
International Federation for Housing and Planning. CP Circulation. Open
working meeting. (A 1826)
J H Leons, 43 Wassenaarseweg, Den Haag, Netherlands. T. 24 45 57. C.
IFHP.
- 1981 / 11 NOVEMBER**
- 81/11/01-04 Ciudad de Ibarra (Ecuador)
Latin American Society for Pédiatrie Research. Pédiatrie meeting with strong
emphasis on current research carried by the membership: Research on all topics
related to pediatrics. P: 150-. C: 13-. (B2891)
Nelson Davila. M D. Avda America 3351, Quito, Ecuador.
- 81/11/01-07 Jakarta (Indonesia)
International Council for Education of the Visually Handicapped. 3. Asian
conference. (B4105)
Dr Jeanne Kenmore. 22 West 17th Street. New York. NY 10011, USA.
- 81/11/02-10 Cairo (Egypt)
International Association for Community Development. Seminar: Intégration
des services et des programmes de développement communautaire au niveau
des collectivités locales. (B7321)
Rue du Débarcadère 173, B-6001 Marcinelle, Belgium. T. 36 62 72 - 43 29
20.
- 81/11/02-07 Manila (Philippines) (N)
International Association of Maternal and Néo-natal Health. General assembly
and world congress. P: 800-. C: 30-. (-)
Dr Fe del Mundo. President. Maternal and Child Health Association of the
Philippines. Children's Medical Center, 11 Banawe St, Quezon City. Metro
Manila. Philippines.
- 81/11/03-07 Anaheim CA (USA) (N)
California Reading Association. Conference. P: 6000-. Ex
The Combined Book Exhibit. Fall Reading 1981. 12 Saw Mill River Rd Haw-
thorne, NY 10532. USA.
- 81/11/03-06 Kiamasha NY (USA) (N)
New York State Reading Association. Conference: The changing scene : the
changing reader. P: 10000-. Ex
The Combined Book Exhibit. Fall Reading 1981. 12 Saw Mill River Rd Haw-
thorne, NY 10532. USA.
- 81/11/05-06 Paris (France) (N)
European Federation of Corrugated Board Manufacturers. 4. Séminaire mar-
keting. (A0735)
W Kolleges, rue d'Amsterdam 37. F-75008 Paris. France. T. 874 63 76 C
EUROFEFCO. Tx FEFCO 64614 F.
- 81/11/07-09 Tokyo (Japan) (N)
International symposium on gynecological microsurgery. P: 200-.
Simul International Inc. Kowa Bldg, No 9. 1-8-10, Akasaka. Minato-ku. Tokyo
107, Japan.
- 81/11/08-13 Johannesburg (South Africa) (A1345)
International Association of Skal Clubs. Assembly.
M J Noel. Centre International Rogier, Passage International 14, bto 14. B- 1000
Bruxelles, Belgium. T. 217 94 04.
- 81/11/08-12 Leeds (UK) (N)
International seminar on the prevention of disability. Inv
Sir John Wilson, Commonwealth House. Haywards Heath, West Sussex RH 16
3AZ. England.
- 81/11/09-13 Mexico (Mexico)
Union of Latinamericana Universities / Universidad Nacional Autónoma de
Mexico / Escuela Nacional de Arquitectura 9. Conferencia de Facultades y
escuelas de arquitectura de Americana Latina. (A3357)
Union de Universidades de América Latina. Secretaria General. Apartado Postal
70-232. Ciudad Universitaria. Mexico 20, DF.
- 81/11/09-11 Manila (Philippines)
Pacific Area Travel Association. 2. Tourism and heritage conservation confer-
ence. P: 200-. (A3042)
Col Johannes Adnan. Director for East Asia, Pacific Area Travel Association East
Asia Office. MOT Bldg, T M Kalaw St, Metro Manila. Philippines.
- 81/11/09-11 Venezia (Italy) (N)
International conference on smoking and youth
Prof B Paccagnella, Inst of Hygiene. Univ of Padua. Via Loredan 18, 1-35 100
Padua, Italy.
- 81/11/09-11 Venezia (Italy) (N)
International conference on smoking and youth: Epidemiology, pathology, be-
havioural and social aspects, and prevention Of smoking in young people
P Paccagnella. Int Conf Smoking and Youth, Università degli Studi di Padova,
Istituto di Igiene, Via Loredan 18. I-35100 Padova, Italy.
- 81/11/10 Geneva (Switzerland)
International Union for the Protection of Literary and Artistic Works. 1981
symposium. (A2670)
Dr Arpad Bogsch, 32 Chemin des Colombettes. Place des Nations, Case Postale
18. CH-1211 Genève 20. Switzerland. T. (022) 34 66 00. C. WIPO.
- 81/11/10-12 Geneva (Switzerland)
International Union for the Protection of Literary and Artistic Works. Coun-
cil. (A2670)
Dr Arpad Bogsch, 32 Chemin des Colombettes. Place des Nations. Case Postale
18. CH-1211 Genève 20. Switzerland. T. (022) 34 66 00. C. WIPO.
- 81/11/10-13 Manila (Philippines) (N)
Philippine Society of Animal Science. 2. Animal science congress. P: 250-. C:
6-. Dr Valentin Arganosa, President, Philippine Society of Animal Science, Univer-
sity of the Philippines, Los Baños, Laguna. Philippines.
- 81/11/12-14 Limoges (France) (N)
University of Limoges. International colloquium on the co-operative and mutual-
ist achievement
Université de Limoges, UER de lettres et sciences humaines, 39, rue Camille-
Guérin, F-87036 Limoges Cedex. France.
- 81/11/12-13 Manila (Philippines) (N)
Management board typhoon operations experiment conference. P: 50-
Mr Juanito Lucas, Officer-in-charge, Research Dept. PAGASA, 2nd floor. QCDB
Bldg. Quezon Avenue, Quezon City, Metro Manila. Philippines.
- 81/11/12-21 Manila (Philippines)
International Water Supply Association. Eastern Asia regional conference. P:
500-. (A2807)
Mr Norberto Luna. Marketing and PR Manager, Neltex Development Co, 6th
floor, V Esguerra Bldg II, Amorsolo St, Legaspi Village. Makati. Metro Manila,
Philippines.
- 81/11/12-15 Toronto (Canada) (N)
Association for Advancement of Behaviour Therapy. 14. Annual convention
Mary Eimer, 420 Lexington Ave. Ste 2547. New York. NY 10017. USA.
- 81/11/13-14 Torino (Italy) (N)
Simposio 'Sistema neurovégétative e funzioni viscerali'
Minerva Medica Congressi - R Gold. Corso Bramante, 83-85. I-10126 Torino.
Italy.
- 81/11/14-21 Manila (Philippines)
United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific.
Typhoon Committee. 14. Session. P: 50-. (B4177)
Mr Juanito Lucas, Officer-in-Charge, Research Dept. PAGASA, 2nd floor. QCDB
Bldg. Quezon Avenue, Quezon City. Metro Manila. Philippines.
- 81/11/15-20 Shefayim (Israel) (N)
International symposium on design for disabled. P: 150-.
KENES. PO Box 29784. Tel Aviv. Israel.
- 81/11/16-21 Manila (Philippines) (N)
International conference on therapeutic communities. P: 350-.
Mr Raul Cepeda, Exec Vice President, for PR Advertising and Marketing Associ-
ates. 6th floor. JMDC Bldg. Amorsolo St. Legaspi Village, Makati. Metro Manila.
Philippines.
- 81/11/16-18 Sèvres (France) (N)
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque: Ethnologie et linguis-
tique. Inv
Mr M Gast. Maître de recherche. CNRS, 15, Quai Anatole France. F-75700 Paris.
France.

- 81/11/16-19 Saclay (France)
 International Institute of Refrigeration. Commission A 1/2 / Institut de Recherche Fondamentale du Commissariat à l'Energie Atomique (France). Workshop on the stability of superconductors in helium 1 and helium 2. (A2159)
Mr H Desportes. CEN/Saclay. DPh/PE - Stipe. F-91191 Gif-sur-Yvette Cedex, France.
- 81/11/17-19 Houston TX (USA) (N)
 International coal utilization convention: Coal technology 81
Mr Peter Johnson, V P, Industrial Presentations. 6006 Bellaire Blvd. Suite 101. Houston TX 77031, USA.
- 81/11/17-20 Leeds Castle (UK)
 International Union Against Cancer. Multidisciplinary project on breast cancer.
G P Murphy, 3 rue du Conseil Général, CH-1205 Genève, Switzerland. C. Cancerunion.
 Closed meeting
- 81/11/18-19 Kauai WI (USA) (N)
 2. Pacific forum on mental retardation
President's Committee on Mental Retardation, Dept of DHHS. Room 4025, Washington DC 20201, USA.
- 81/11/19-26 Liege (Belgium) (N)
 Congrès sur l'informatique appliquée aux sciences humaines. P: 500-. Ex Prof Delatte, Université de Liège, Laboratoire d'analyse des statistiques des langues anciennes, 110. bld de la Sauvenière. B-4000 Liège, Belgium.
- 81/11/19-21 Washington DC (USA) (N)
 Association for the Advancement of Policy, Research and Development in the Third World. Conference on science, technology and development. (-)
Mekki Mtewa. Ph D. Assoc for the Advancement of Policy, Research and Development in the Third World. Dept of Political Science. Douglass Hall, Howard Univ. Washington, DC 20059. USA.
- 81/11/20-21 Brussels (Belgium) (N)
 Institution scientifique européenne. Meeting. (-)
Universität Karlsruhe. Institut für Informatik, Herm G Koch, Zirkel 2. D-75 Karlsruhe 1 - Postfach, Deutschland.
- 81/11/20-23 Manila (Philippines) (N)
 1. Pacific-Asian photo congress. P: 1700-. C: 13-
Mr Jose Sarmiento, President. Professional Photographers Association of the Philippines, Suite 205, Mabini Bldg, 495 Sta Monica St. Ermita, Metro Manila, Philippines.
- 81/11/24-30 Tokyo (Japan)
 Asian Productivity Organization / Japan's Agriculture, Forestry and Fisheries Productivity Conference / Japan Productivity Center. Symposium on farm mechanization.
(A0090)
Harumi Takeuchi, 4-14 - Akasaka 8-chome, Minato-ku. Tokyo 107, Japan. T. 408 7221. C. APOFFICE TOKYO. Tx J26477 APOFFICE.
- 81/11/26-28 New Delhi (India)
 World Intellectual Property Organization / United Nations Educational Scientific and Cultural Organization. Regional seminar on copyright for Asian and Pacific states.
(A3635/A3383)
Dr A Bogsch, 32 chemin des Colombettes, CH-1211 Genève 20, Switzerland. T. 34 63 00. C. OMPI. Tx OMPI 2 23 76.
- 81/11/30-12/04 Hong Kong (Hong Kong)
 International League of Societies for the Mentally Handicapped. International workshop on family management of problems arising from mental retardation and related disabilities.
(A2221)
Jacques Gemaehling, 12 rue Forestière, B-1050 Bruxelles, Belgium. T. 647 61 80.
- 81/11/Faro (Portugal)
 International Cerebral Palsy Society. Internation cerebral palsy. (A3485)
5a Netherhall Gardens, London NW3 5RN, UK. T. 794.9761.
- 81/11 - New York NY (USA)
 United Nations. UN pledging conference for development activities. (A3375)
Kurt Waldheim, Nations Unies, New York NY 10017, USA. T. 734 1234. C. Unations.
- 1981 / 12 DECEMBER
- 81/12/01-02 London (UK) (N)
 Financial Times / LCCI. Conference on international finance
London Convention Bureau, 26 Grosvenor Gardens, London SW1W ODU, UK
- 81/12/01-05 Manila (Philippines) (N)
 Conference on international convention and meeting sites. P: 1000-
Ms Monsie Talawe. Convention Manager, Rajah Tours Phils, Inc. 2nd floor. Royal Bay Terrace, UN Avenue. Metro Manila, Philippines.
- 81/12/03-10 Bandung (Indonesia)
 Eastern Regional Organisation for Planning and Housing. 8. International congress.
(A0479)
K C Leong, Sec Gen EAOPH, Malaysian Institute of Architects, 23, Jalan Yap Kwan Seng, PO Box 2635. Kuala Lumpur, Malaysia.
- 1982/01 JANUARY
- 81/12/03-04 London (UK)
 Commission of the European Communities. Conference on undo and industrial cooperation between the EEC and the ACP countries. P: 500-. C- 70-
London Convention Bureau. 26 Grosvenor Gardens, London SW1W ODU,
- 81/12/04-05 Caracas (Venezuela) (N)
 4. International symposium on sexuality and disability
Dr Ruben Hernandez Serrano, Div of Mental Health, Aptdo 17302 El Conde, Caracas 1015 A, Venezuela.
- 81/12/07-10 Manila (Philippines) (N)
 1. International conference on human resource management. P: 2000-
Atty Renato J Fernandez. Personnel Management Association of the Philippines 4th floor, Batungbacal Bldg, 1577 Dela Rosa and Pasong Tamo Sts. Makati Metro Manila, Philippines.
- 81/12/07-10 Napoli (Italy) (N)
 Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque: Les bourgeois municipales italiennes aux IIème et Ier siècles avant J.C. Inv CNRS, Bureau des colloques et congrès, 15. Quai Anatole Franco, F-75700 Paris. France.
- 81/12/12-17 Melbourne (Australia) (N)
 2. Asia-Oceania histo compatibility workshop conference. P: 200-
c/o Mr M Simmons, Immuno Diagnostic Centre, 20 Collins Street, Melbourne Vic 3000, Australia.
- 81/12/12-19 Valle de Angeles (Honduras)
 Inter-American Scout Committee. 11. Central American camporee. P: 1500-. C: 12-.
(B1638)
Asociación de Scouts de Honduras, Apartado Postal No 258, Tegucigalpa. Honduras.
- 81/12/15-23 Manila (Philippines)
 Asian Parliamentarians Union. 17. General assembly. P: 1200-. C: 89-.
(A0088)
Ms Lourdes Sevilla. Chief. International Relationship Protocol Travel Service, Interim Batasang Pambansa, Constitution Hills, Quezon City. Metro Manila, Philippines.
- 81/12/18-21 London (UK) (N)
 International Association of Teachers of English as a Foreign Language. International conference: 'Realism' and/or 'reality' in the foreign-language class. P: 550-. Ex. (-)
IATEFL 16 Alexandra Gardens. Hounslow. Mdx. England TW3 4HU. UK.
- 81/12/- Bangkok (Thailand)
 Catholic International Education Office. General assembly: Education aux valeurs pour l'an 2000. P: 250-300. C: 80-90.
(A0220)
R F Ekwa bis Isal s j. rue des Eburons 60. B-1040 Bruxelles, Belgium. T. 230 72 52.
- 81/12/7-Tokyo (Japan)
 United Nations University. 18. Session Council.
(B2488)
*29th Floor, Toho Seme; Building. 15-1 Shibuya 2-chome. Shibuya-ku, Tokyo 150, Japan. T. (03) 499-2811
 (date : 1 week)*
- 1982
- 1982/01 JANUARY
- 82/01/18-20 Honolulu HI (USA) (N)
 Pacific Telecommunications Conference. 4. Annual conference: Telecommunications issues in the developing nations of the Pacific region including the Americas. Asia and the Pacific Islands. Ex. (-)
Richard J Barber. Conference Director PTC 82. 1110 University Avenue. Suite 303. Honolulu, HI 96826, USA.
- 82/01/19-21 Davos (Switzerland)
 Permanent International Association of Road Congresses. Swiss National Committee / Association of Swiss Road Professionals. Winter road congress; Present research (electronics and winter maintenance, new antiskid methods, snow drifts); roads and avalanches: winter maintenance and environment. Ex.
(A3112)
International Winter Road Congress 1982. CH-7270 Davos, Switzerland.
- 82/01/21-24 Madras (India) (N)
 Structural Engineering Research Centre, Madras / Eight national and international organizations. International seminar on modernization of concrete construction techniques. Ex
Zacharia George. Assistant Director, Structural Engineering Research Centre. Madras 600 020, India.
- 82/OV-Badgastein (Austria) (N)
 15. International symposium 'Radioactive isotopes in clinical medicine and research': Current research on instrumentation, radiopharmaceuticals and clinical applications of nuclear medicine
R Höfer, Abteilung für Nuklearmedizin, 2 Med Univ Klinik. Garnisong 13. A-1090 Vienna, Austria.

82/01/- Hong Kong (Hong Kong)
 International Council on Education for Teaching. Asia/Pacific development education workshop. (A3906)
 Frank H Klassen. 1 Dupont Circle, Suite 610, Washington, DC 20036, USA. (202) 293 2450.

82/03/- (Kenya)
 International Council on Education for Teaching. World communications workshop. (A3908)
 Frank H Klassen. 1 Dupont Circle, Suite 610, Washington, DC 20036 USA T (202) 293 2450.

82/03/- (1st Qtr) Laki Balaton (Hungary)
 International Association of Women and Home Page Journalists. 10. Congress. (A1370)
 Rue Lamartine, F-78 100 Saint Germain-on-Lay, France.

1982 / 02 FEBRUARY

82/02/02-06 Manila (Philippines) (N)
 2. World conference on chemical research applied to world needs. P: 1000- Mr Gem Alvez Asst to the Director General. International Rice Research Institute. 605 Dons Narciso Bldg. Pasco de Roxas. Makati. Metro Manila. Philippines.

82/04/05-07 Brussels (Belgium) (N)
 Fondation Van Cleé. 5. World congress Mr Rudy Lecoutre, Administrateur Délégué belge. Fondation Van Cleé, Grote Markt, 9. B-2000 Antwerpen. Belgium.

82/02/08-16 New Delhi (India)
 International Society of Soil Science. 12. International congress of soil science: Managing soil resources to meet challenge of mankind. (A2568) Dr T D Biswas Organizing Secretary 12th Int congress of Soil Science. Div or Soil Science and Agricultural Chemistry. Indian Agricultural Research Institute. New Delhi 110012, India.

82/04/06-08 Guildford (UK) (N)
 BHRA Fluid Engineering. 6. International symposium on jet cutting technology. BHRA Fluid Engineering. Cranfield, Bedford MK43 OAJ. England.

82/02/14-21 Singapore (Singapore)
 International Bar Association / Law Association for Asia and the Western Pacific. Seminar Energy law in Asia and the Pacific. P: 250-. Seminar Officer, Ms Louise Gordon. 8th flr, 170 Phillip St, Sydney. NSW 2000. Australia.

82/04/19-22 London (UK) (81827)
 Ciba Foundation The. Symposium 94 on malaria and the red cell. Inv. 4 1 Portland Place, London WIN 4BN. UK. T. 636 9456.

82/02/14-19 Tegucigalpa (Honduras)
 Union of Latinamerican Universities / Universidad Nacional Autónoma de Honduras. Facultad de Ciencias Médicas. 12. Conferencia de Facultades y escuelas de medicina de América Latina. (A3357)
 Union de Universidades de América Latina. Secretaría General. Apartado Postal 70-232. Ciudad Universitaria. Mexico 20. DF.

82/04/20-30 Monte Carlo (Monaco)
 International Hydrographie Organization. Conference and symposium: Nautical charts - the future. P: 300-. C: 49-. Ex. Directing Committee. International Hydrographie Bureau. 7 avenue du Président J F Kennedy. B P 345. MC-Monaco.

82/02/15-22 New Delhi (India)
 International College of Surgeons. 23. International biennial congress. Dr T Dorairajan. 138 A Sathamangalam, Madurai 625020, India
 Dr Atm Prakash. C-1/12 Medical Enclave, New Delhi, India.

82/04/26-30 Brussels (Belgium) (N)
 Conférence internationale belgonucléaire

82/02/23-25 Houston TX (USA) (N)

Belgonucléaire SA, Mr Leduc, rue du Champs de Mars. 25. 8-1050 Bruxelles, Belgium.

Interpipe 82 - Tenth international pipeline technology convention. Ex Ms Beverly Mendenhall, Convention Manager, 6006 Bellaire Blvd. Suite 101. Houston TX 77001. USA.

82/04/26 Manila (Philippines)
 Asian Development Bank. Annual meeting of Board Governors. (A0077) Mr Vawdry, Asian Development Bank (ADB). ADB Bldg. Roxas Blvd. Metro Manila, Philippines.

82/02/27 - Manila (Philippines) (N)
 5. ASEAN orchid congress Mr Ely Javier, President. ASEAN Orchid Congress, 81 Maginoo St, Quezon City, Metro Manila. Philippines.

82/04/27-29 Noordwijkerhout (Netherlands) (N)
 BHFA Fluid Engineering. 4. European conference on mixing. BHRA Fluid Engineering. Cranfield, Bedford MK43 OAJ, England.

1982/03 MARCH

82/03/01-04 Kuala Lumpur (Malaysia) (N)
 International conference on plant protection in the Tropics. P: 600- Organising Committee on International Plant Protection, c/o Malaysian Plant Protection Society (MAPPS), PO Box 2351. Kuala Lumpur 01-02. Malaysia.

82/04/- Berlin (Germany FR) (N)
 Institut für Fahrzeugtechnik / Technische Universität Berlin. Seminar für Unfallrekonstruktion: Motorrandunfälle. P: 100-. C: 2-. (-) Prof Dr Ing H Appel, T Clemens (Mrs), Secretary, Strasse des 17 Juni 135, D-1000 Berlin 12. Germany FR

82/03/01-04 London (UK)
 Ciba Foundation The. Symposium 93 on flexibility and function in proteins and nucleic acids. Inv. 41 Portland Place, London WIN 4BN, UK. T. 636 9456.

82/04/- (Sierra Leone)
 International Council on Education for Teaching. African management of small scale industries workshop. (A3906)

Frank H Klassen, 1 Dupont Circle, Suite 610, Washington. DC 20036, USA. T. (202) 293 2450.

1982/05 MAY

82/03/03-07 Hong Kong (Hong Kong) (N)
 European congress. P: 200- Mr W Beckman, Executive Director, Eurovan Ltd. Korte Lijnbaan 18C, 3012 ED, Rotterdam, Netherlands.

82/05/03-06 Houston TX (USA) (N)
 Offshore technology conference. Ex Mr Douglas L Ducaté. Convention Manager. 6200 N Central Expressway, Dallas TX 75206. USA.

82/03/09-13 Roma (Italy) (N)
 The Italian Society of Plastic Surgery. Conference on craniofacial surgery

82/05/03-07 Paris (France)
 United Nations Educational Scientific and Cultural Organization. International congress. P: 250-. Amadou-Mahtar M'Bow, Place de Fomenoy. F-75700 Paris, France. T. 577 16 10. C. Unesco.

82/03/16-20 Manila (Philippines)
 International Council of Aircraft Owner and Pilot Associations. 9. World congress. P: 1200-. Mr Vicente C Rivera, Vice President for Operations. AMC Bldg. 120 Jupiter St, Bel Air It. Makati. Metro Manila, Philippines.

82/05/05-07 Brussels (Belgium)
 European Institute of Ecology and Cancer. Belgian Section. 20. Anniversary of INEC International: Environment and geocancerology. (A4427) E Peeters, rue des Fripiers 24 bis, 8-1000 Brussels. Belgium.

82/03/22-25 Manchester (UK)
 European Physical Society. Condensed Matter Division. 2. General conference : all solid state physics. (A0834) Meetings Officer, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square London SW1X 8OX. UK.

82/05/12-14 Brugge (Belgium) (N)
 Koninklijke Vlaamse Ingenieursvereniging / European Federation of National Associations of Engineers. Symposium international sur la technique dans l'environnement marin: Constructions off-shore - problèmes écologiques relatifs à l'environnement marin. (A0741) SEME. Ingenieurhuis. Jan van Rijswijkstraat 58. B-2000 Antwerpen. Belgium.

82/03/23-25 York (UK) (N)
 BHRA Fluid Engineering. 4. International symposium on the aerodynamics and ventilation of vehicle tunnels
 BHRA Fluid Engineering. Cranfield, Bedford MK43 OAJ, England.

82/05/15-21 Manila (Philippines)
 International Society of Tropical Dermatology. Interim convention. (A2573) Dr Perpetua Javier, President. Philippine Society of Aesthetic Medicine. San Lazaro Hospital. Alvarez St. Sta Cruz, Metro Manila. Philippines.

82/03/28-04/01 Tokyo (Japan) (N)
 1 The Political Development and NIEO in the Asian-Pacific Region, c/o Faculty of Law. Rikkyo University. 3 Nishi-kebukuro, Toshima-ku. Tokyo 171, Japan.

82/05/16-20 Manila (Philippines) (N)
 5. Asian-Australian regional conference of dermatologists. P: 1500-. C: 7- Dr Vinion Gineda, Sec Gen, c/o Dermclinic Skin Care House. Goldcrest Village Square, Upper Level, Makati Commercial Center. Makati. Metro Manila, Philippines.

82/03/29-04/02 Capetown (South Africa)
 International Association on Water Pollution Research. International conference: Réutilisation de l'eau usée - pays en voie de développement - problèmes économiques - transferts de technologies - pollution par les hydrocarbures - modèles mathématiques. (A 1379) Comité français de la recherche sur la pollution de l'eau (CFFIP). M Basalo, 9. rue d'Phalsbourg, F-75854 Paris Codex 17. France.

82/05/17-20 Tokyo (Japon)	(N)	1982 / 08 AUGUST
3. World conférence on lung-cancer. P: 1000-. C: 20-		
S G Prof K Suemitsu, <i>The Secretariat of the 3rd World conference on Lung-Cancer, c/o National Cancer Center, 5-1-1 Tsukiji, Chuo-ku, Tokyo 104, Japan.</i>		
82/05/24-28 Kopenhagen (Denmark)		
International Association of Workers for Maladjusted Children. 10. International congress: Entre l'exclusion et l'intégration des jeunes inadaptés : le droit à la différence. P: 1 200-. C: 30-. (A1374)		
Danske Social Paedagogors Landsforbund, Brolaogorstraedo 9, DK-1211 Kopenhagen K, Denmark.		
82/05/24-28 Stockholm (Sweden)		
World Confederation for Physical Therapy. 9. International congress: L'homme en action. (A3489)		
Stockholmsmassan, Stockholm International Fairs, S-125 80 Stockholm, Sweden.		
82/05/ - Louvain-la-Neuve (Belgium)	(N)	
Recherche sur l'enseignement européen		
Mme Martine Dauven, Centre d'Etudes Européennes, B-1348 Louvain-la-Neuve, Belgium.		
82/05/ - Manila (Philippines)		
International Association of Business Communicators. Congress. P: 2000-. (B3366)		
Mr Benjamin Milano, Director, Corporate Communication Office (CCO), 4th flr (CCO), TRC Bldg, Buendia Ave Ext, Makati, Metro Manila, Philippines.		
82/05/ - Warszawa (Poland)		
United Nations Economic Commission for Europe. Seminar on transfer of technology. (B4176)		
Trade and Technology Division, Economic Commission for Europe, Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10, Switzerland.		
1982/06 JUNE		
82/06/07-09 Baltimore MO (USA)	(N)	
Miles Laboratories Inc. 14. : Cell fusion		
Edward G Basson, PH D, Symposium Coordinator, Miles Laboratories Inc. PO Box 40, Elkhart IN 46515, USA.		
82/06/07-11 Kyoto (Japan)	(N)	
4. International symposium on the genetics of industrial microorganism s. P: 600-. C: 30-		
GIM Japan National Committee, c/o Microbiology Research Foundation, 2-4-16 Yayoi, Bunkyo-ku, Tokyo 113, Japan.		
82/06/07-10 London (UK)		
Ciba Foundation The. Symposium 95 on brush border membranes in health and disease. (B1827)		
41 Portland Place, London WIN 4BN, UK. T. 636 9456.		
82/06/07-11 Stockholm (Sweden)	(N)	
8. International congress of infectious and parasitic diseases. P: 400-		
RESO Congress Service, S-105 24 Stockholm, Sweden.		
82/06/07-11 Tokyo (Japan)	(N)	
9th international congress on electrocardiology and 23rd international symposium on vector-cardiography. P: 800-. C: 20-		
9th international congress on electrocardiology, c/o School of Medicine, Tokyo University, 7-3-1 Hongo, Bunkyo-ku, Tokyo 1 13, Japan.		
82/06/08-11 Stockholm (Sweden)		
World Federation of Investment Clubs. 10. World congress. (A3525)		
RESO Congress Service, S-105 24 Stockholm, Sweden.		
82/06/09-15 Vancouver (Canada)		
International Council for Correspondence Education. 12. World conference and general body meeting: Learning at a distance. P: 250-. C: 50-55. Ex. (A 17 68)		
Mrs Audrey Campbell, ICCE Conference Host Director, Guided Independent Study, Centre for Continuing Education, The University of British Columbia, Vancouver, Canada V6T 1W5.		
82/06/14-18 Berlin (Germany FR)		
International Society and Federation of Cardiology. 6. International symposium on atherosclerosis. (A2533)		
Dr G Schettler, Medizinische Universitäts-ATS6Klinik, Ludolf-Krehl-Klinik, Bergheimer Str 58, D-6900 Heidelberg, Fed Rep of Germany.		
82/06/20-23 Stockholm (Sweden)	(N)	
European Society of Pédiatrie Society. Congress. P: 200-. (-)		
RESO Congress Service, S-105 24 Stockholm, Sweden.		
82/06/21-22 Brussels (Belgium)	(N)	
2. Congrès international francophone de gérontologie		
Mme Asile, c/o U L 8, avenue F D Roosevelt, 50, B-1050 Bruxelles, Belgium.		
82/06/21-25 Seoul (Korea S)	(N)	
4. Asian congress of pediatrics		
Prof Chong Moo Park, Chairman, Dept of Pediatrics, Hanyang University Hospital, 17, Haengdang-dong, Sungdong-ku, Seoul, Korea.		
82/06/22-26 Stockholm (Sweden)	(N)	
Scandinavian congress on rheumatology. P: 400-		
RESO Congress Service, S-105 24 Stockholm, Sweden.		
1982/07 JULY		
82/07/05-08 London (UK)		
Ciba Foundation The. Symposium 96 on fetal antigens and cancer. (B1827)		
41 Portland Place, London WIN 4BN, UK. T. 636 9456.		
82/07/05-17 Sydney (Australia)		
Western Society of Naturalists in the United States / University of Sydney / Australian Museum / Western Australian Museum. 2. International symposium on marine biogeography and evolution in the Pacific		
Prof David H Montgomery, Secretary, Western Soc of Naturalists. Biological Sciences Dept, California Polytechnic State University, San Luis Obispo, CA 93407, USA.		
82/07/11-16 Yamanashi (Japan)	(N)	
International Association for Plant Tissue Culture. 5. International congress of plant tissue and cell culture. P: 700-. C: 56-. (-)		
5th international congress of plant tissue and cell culture, c/o Japan Convention Services, Inc. Nippon Press Center 8F, 2-2-1 Uchisaiwai-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japan.		
82/07/13-16 München (Germany FR)		
International Ostomy Association. 4. World conference. (A0150)		
H Meyer, Keulsovaartstraat 259, NL-1382 BV Weest, Netherlands.		
E J Ward, 9135 Fordham St, Indianapolis, Indiana 46268, USA.		
82/07/16-21 Kopenhagen (Denmark)		
cerebral Palsy-International Sport and Recreation Association. International cerebral palsy games: Sport games for disabled. P: 600-. C: 15-. (-)		
Mr A L Hessels, Gen Sec CP-ISRA, Balyeweg 26, NL-6874 AJ Wolfheze, Netherlands.		
82/07/17-24 Brussels (Belgium)		
Fédération Belge des Petits Chanteurs. Réunion mondiale		
Mr Delvin, Président, Fédération Belge des Petits Chanteurs, rue de l'Hôtellerie 30, B-7860 Lessines, Belgium.		
82/07/25-31 Nassau (Bahamas)		
Inter-American Scout Committee. Interamerican scout conference: Scouting as an agent for the integral development of youths. P: 350-. C: 28-. Ex. (B1638)		
The Scout Association of the Bahamas, PO Box 5663 ES - Nassau, Bahamas, WI		
82/07/29-08/04 Warszawa (Poland)		
International Cartographie Association. 11. International cartographie conference. (A1447)		
Mrs Teresa Baranowska, Organizing Committee of the 11th Int Cartographic Conference, ul Jasna 2/4, PL-00-950 Warszawa, Poland.		
82/07/- Manila (Philippines)		
International Federation of Asian and Pacific Associations of Optometry. Convention. P: 550-. (-)		
Dr Ciracio Yao, President, Samahang Optometrist sa Pilipinas, Rm 349, Wellington Bldg, Plaza Calderon de la Vaca, Binondo, Metro Manila, Philippines.		
82/07/- (Trinidad-Tobago)		
Caribbean Association on Mental Retardation. General assembly and executive committee meeting. P: 500-. C: 30-. (-)		
Mrs Nesta Patrick, 7 Fourth St Mouset Lambert San Juan, Trinidad, Tobago.		
1982/08 AUGUST		
82/08/01-07 Nairobi (Kenya)		
International Council for Education of the Visually Handicapped. 7. Quinquennial conference. (B4105)		
Dr Jeanne Kenmore, 22 West 17th Street New York, NY 10011, USA.		
82/08/02-07 Pretoria (South Africa)		
13. International symposium on chemistry of natural products		
Mrs Jeanne Beck, Symposium Secretariat - S 219, CSIR, POB 395, Pretoria, South Africa.		
82/08/02-07 Pretoria (South Africa)		
International Union of Pure and Applied Chemistry. 13. International symposium on chemistry of natural products. (A2767)		
Mrs Jeanne Beck, Symposium Secretariat - S 219, CSIR, POB 395, Pretoria 0001, Rep of South Africa.		
82/08/17-26 Patras (Greece)		
International Astronomical Union. 18. General assembly. (A1382)		
Patrick A Wayman, Ave de l'Observatoire 61, F-75014 Paris, France.		
82/08/22-26 Tokyo (Japan)		
7. Asia and Oceania congress of endocrinology. P: 1700-. C: 26-		
Prof K Shizume, Dept of Medicine 2, Tokyo Women's Medical College, Kawada-cho, Shinjuku-ku, Tokyo 162, Japan.		

- 82/08/22-28 Vancouver (Canada) (N)
International Carbohydrate Organisation. Symposium: Carbohydrate chemistry and biochemistry. (-)
Prof G G S Dutton. University of British Columbia. Vancouver. BC, Canada V6T 1Y6.
- 82/08/24-30 Brussels (Belgium) (N)
3. International congress of human auxology
Prof Charles Suzanne. V U B. Pleinlaan 2. B-1050 Brussels. Belgium.
- 82/08/29-09/04 Tokyo (Japan) (N)
Permanent International Committee of Linguists. 13. International congress of linguists. P: 800-. C: 20-.
(A3124)
ICL 1982 Office, c/o Gakushuin University. 1-5-1 Mojiro. Toshima-ku. Tokyo 171. Japan.
- 82/08/30-09/04 Montreal (Canada) (A2189)
International Law Association. 60. Conference. Conferences and Special Events. McGill University. 772 Sherbrooke Street West. Montreal, Quebec. Canada H3A 1G1.
- 82/08/31-09/02 Wien (Austria) (A2767)
International Union of Pure and Applied Chemistry. 5. International symposium on mycotoxins and phycotoxins.
Prof Palle Krogh, Head. Dept of Microbiology. Royal Dental College, Julianne Mariesvej. 30-2. DK-2100 Copenhagen O. Denmark.
- 82/08/31-09/02 Wien (Austria) (A2767)
International Union of Pure and Applied Chemistry. 5. International symposium on mycotoxins and phycotoxins.
Prof Palle Krogh. Head. Dept of Microbiology, Royal Dental College. Julianne Mariesvej 302, DK-2100 Copenhagen O, Denmark.

1982/09 SEPTEMBER

- 82/09/05-09 Lausanne (Switzerland) (A2423)
International Round Table for the Advancement of Counselling. 10. Anniversary international round table.
IRTAC. 44. Onslow Square, London SW7 3NX. England.
- 82/09/05-11 Stockholm (Sweden) (A0843)
European Rhinologic Society. 9. Congress. P: 400-. RESO Congress Service, S-105 24 Stockholm, Sweden.
- 82/09/06-12 Brussels (Belgium) (A0877)
European Thyroid Association. 12. Meeting. SdR Associated, Mme Dalia Shanni, 16, avenue des Abeilles. B-1050 Bruxelles, Belgium.
- 82/09/06-11 Hong Kong (Hong Kong) (A1823)
International Federation for Documentation. Education and training workshop. P: 50-. Mr Barry Burton, Chairman, Organising Committee 41st Congress of FID, C/o Library, Hong Kong Polytechnic, Hung Hom, Kowloon, Hong Kong.
- 82/09/06-11 Montpellier (France) (A2768)
International Union of Pure and Applied Physics, Commission on Semiconductors. 16. International conference on the physics of semiconductors.
Prof M Balkanski. Université Pierre et Marie Curie, Lab de physique des solides. 4. place Jussieu, Tour 13, F-75230 Paris Cedex 05, France.
- 82/09/06-09 Tokyo (Japan) (A4270)
Collegium Internationale Chirurgiae Digestivae, Japan Section. 7. Congress. P: 1500-. C: 60-. Japan Section, Collegium Internationale Chirurgiae Digestivae, c/o The Jikei University School of Medicine, 3-25-8 Nishi-Shimbashi. Minato-ku, Tokyo 105, Japan.
- 82/09/08-11 Stockholm (Sweden) (N)
Joint international cardiovascular and thoracic surgical conference. P: 500-. RESO Congress Service, S-105 24 Stockholm. Sweden.
- 82/09/10-11 Hong Kong (Hong Kong) (A1823)
International Federation for Documentation. General assembly. P: 120-. Mr Barry Burton, Chairman, Organising Committee, 41st Congress of FID, C/o Library, Hong Kong Polytechnic, Hung Hom, Kowloon, Hong Kong.
- 82/09/13-17 Cambridge (UK) (A1752)
International Council of Scientific Unions. 19. General assembly. F W G Baker. 51 bd de Montmorency. F-75016 Paris, France. T. 527 77 02 - 525 03 29. C. ICSU Paris 016. TX 630553 F.
- 82/09/14-16 Brighton (UK) (N)
Institution of Mechanical Engineers / Institution of Chemical Engineers / British Nuclear Energy Society. Conference on problems in heat and fluid and fluid flow common to nuclear and process plant safety
Mr K P Perry, Divisional Officer, Imache, 1 Birdcage Walk, London SW 1H 9JJ.

- 82/09/14-17 - (Sweden) (N)
BHRA Fluid Engineering. 4. International symposium on wind energy systems BHRA Fluid Engineering. Cranfield, Bedford MK43 OAJ, England.

82/09/20-24 Bristol (UK) (N)
British Nuclear Energy Society. International conference on gas-cooled reactors today
British Nuclear Energy Society. 1-7 Great George St. London SW1P 3AA UK

82/09/20-23 Den Haag (Netherlands) (N)
European Association for Japanese Studies. 3. International conference P: 200-. Prof Dr Frits Vos. Centrum voor Japanologie en Koreaanse Taal, Rapenburg 129-131. NL6231 1 GM Leiden, Netherlands.

82/09/27-29 Baden-Baden (Germany FR) (A1862/A1828/A1966/A1808)
International Federation of Automatic Control / International Federation for Information Processing / International Federation of Operational Research Societies / International Ergonomics Association. Conference on analysis design and evaluation of man-machine systems.
VDI/VDE Gesellschaft Mess- und Regelungstechnik (GMR), Postfach 11 39 D-4000 Düsseldorf 1, Fed Rep of Germany.

82/09/ - Hamburg (Germany FR) (N)
European Federation of Organisations for Medical Physics. Council meeting.
EFOMP. Dept of Medical Physics. Hammersmith Hospital and Royal Postgraduate Medical School. Du Cane Road, London W12 OHS, England.

82/09/ - Madrid (Spain) (N)
28. European meeting of meet research workers SIASA Congresos, SA, Paseo de la Habana, 134, Madrid 16. Spain.

82/09/ - (3rd Qtr) - (UK) (A2463)
International Silk Association. Congress. J Vassadade, 55 Montée de Choula, F-69323 Lyon CEDEX 1, France. T. 28 5 1 65. C. Intsilka Lyon. Tx Segoc 330295F/Dest 103

1982/10 OCTOBER

- 82/10/13-15 Houston TX (USA) (N)
Advertising Media Credit Executives Association International. Convention Mr Cliff Sherer, c/o Houston Post, 4747 Southwest Freeway, Houston TX 77001, USA.
- 82/10/18-21 Kuala Lumpur (Malaysia) (N)
Malaysian Computer Society. 4. Southeast Asia regional computer configuration conference. P: 800-. Malaysian Computer Society, c/o System Supplier and Services, 135, Jalan Tuanku Abdul Rahman, Kuala Lumpur, Malaysia.
- 82/10/31-11/06 Manila (Philippines) (N)
World International Farm Youth Exchange. 4. Conference. P: 1750-. C: 50-. Mr Antonio Joven Santos. Exec Chairman and President. IFYE Inc. c/o Bureau of Agricultural Extension, Quezon Memorial Circle, Quezon City, Metro Manila, Philippines.

82/10/- San Francisco CA (USA) (A4598)
International Society of Geographic Ophthalmology. Symposium: Geographic distribution of ophthalmic disease. P: 200-. C: 52- Ex. Dr Marvin Kvitko, Suite 1, Côte des Neiges Road 5591, Montreal (PO), Canada.

82/10/ - Tokyo (Japan) (B2935)
International Federation of Audit Bureaus of Circulations. 10. General assembly. P: 30-. C: 16-. Japan Audit Bureau of Circulations, Shisei Kaikan. 1-3 Hibiya, Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japan.

1982/11 NOVEMBER

- 82/11/02-06 San Juan (Puerto Rico) (A3049)
Panamerican Association of Oto-Rhino-Laryngology and Broncho-Esophagology. 18. Congress: Oto-rhino laryngology and broncho-esophagology. P: 500-. C: 20-. Ex. Dr Enrique A Vicent, Consomirio Ponciana, Marina 16, Ponce, Puerto Rico 00731.

82/11/16-20 Manila (Philippines) (N)
World Federation of Personnel Managers Association. Congress. P: 1200-. Mr Renato Fernandez, Vice President, Personnel Management Association of the Philippines, 4th flr, Batungbacal Bldg. 7577 Pasong Tamo and de la Rosa Sts. Makati, Metro Manila, Philippines.

1982 / 12 DECEMBER

- 82/12/06-09 Houston TX (USA) (N)
International coal utilization convention: Coal technology 82. Ex. Mr Peter Johnson. Industrial Presentations. 6006 Bellaire Blvd. Suite 101, Houston TX 7708 1. USA.

1982 / MONTH NOT DETERMINED

- 82/- Lima (Peru) (B2891)
Latin American Society for Pédiatric Research. Meeting: Research on all topics related to pediatrics. P: 175-. C: 14-. D Oliveros Donohue, Rio Moche 371. Pueblo Libre. Lima, Peru.

82/- Ljubljana (Yugoslavia) International Institute of Welding.. 54 Princes Gate. Exhibition Road. London SW7 2PG. UK. C. soudweld. T. 584	(A2170)	1983 / MONTH NOT DETERMINED
827/- Manila (Philippines) American Society of Mechanical Engineers. Annual convention. P: 1500- Mr Eduardo Mencias. President. Philippine Society of Mechanical Engineers, Valderamby Bldg. 2001 Singalang. Malate, Metro Manila, Philippines.	(N)	83/08/21-28 Sydney (Australia) International meeting of actuaries. P: 2000- Mr C J Stevens, Institute of Actuaries of Australia and New Zealand 5 Mootina Rd, St Ives, N S W 2075, Australia. (N)
827/- Manila (Philippines) International Federation of Women's Travel Organization. Pacific regional conference. Ms Lydia Castillo, Chairman, Women's Travel Club of the Phils, c/o Cathay Pacific, Ermita Centre Bldg. Ermina, Metro Manila. Philippines.	(N)	83/070828-09/02 Brussels (Belgium) European Association of Neurological Surgeons. Europan congress P 1000-. C: 25-. Ex. (B3972) Pr Joan Brihayo, President. Service de neuro-chirurgie. Institut Bordet 1 rue Heger Bordet, 8-1000 Bruxelles, 04893 830828-830902
827/- Osijek (Yugoslavia) International Soil Tillage Research Organisation. 9. Conference. (86905) Prof V Mihalić. University of Zagreb, Faculty of Agriculture, Simunska cesta 25, 4 WOO Zagreb, Yugoslavia.		83/08/- Liège (Belgium) 8. European crystallographic meeting Professor J Toussaint, Institut de Physique B5. Université de Liège au Sart- Tilman, B-4000 Liège, Belgium. (N)
82/- Rio de Janeiro (R0000@= Brazil) International Commission on Large Dams. Congress. A P Janod, 22 et 30 av de Wagram. F-75008 Paris. France. T. 764 71 84.	(AI563)	1983 / 09 SEPTEMBER
827/- Strasbourg (France) Society of French-Speaking Neurosurgeons. Annual congress. P: 1 50-. C: 20-. Ex. P F Buccheit, Centre Hospitalier Universitaire, F-Strasbourg, France.	(A3239)	83/09/03-10 Riederalp (Switzerland) 5. International summer school on crystal growth Dr H Arend, Secretary of ISSCG-5. Laboratorium für Festkörperphysik, Eidg Technische Hochschule, CH-8093 Zurich, Switzerland. (N)
827 - Wien (Austria) European Union of Paper Board and Packaging Wholesalers. General assembly. Etienne Jonckheere. rue de l'Aurore 2, Bte 25, B-1050 Bruxelles, Belgium. T. 647.12.98-647 24 47.	(A3361)	83/09/12-16 Hamburg (Germany FR) European Neurosciences Association. Congress. P: 1200-. Ex. (A4548) Dr H Zwenk, PO Box 45. NL-2280 AA Rijswijk, Netherlands. T. (015) 138777 Tx 31101 PM TNO NL.
1983		83/09/12-16 Stuttgart (Germany FR) 7. International conference on crystal growth Dr K W Bern, Secretary of ICCG-7. Kristallabor, Physikalisches Institut der Universität, Pfaffenwaldring 57. D-7000 Stuttgart 80, Germany FR. (N)
1983/01 JANUARY		83/09/12-16 Stuttgart (Germany FR) International Standing Committee of Carboniferous Congresses. 10. Con- gress of carboniferous stratigraphy and geology. (A2588) X-ICC, 1983, Instituto Geológico y Minero de España, c/Ríos Rosas 23. Madrid 3, Spain.
83/01/11-16 Manila (Philippines) Asia Pacific congress of hematology and blood transfusion. P: 800-. C: 20-. Dr Nelle Gamez, University of Sto. Tomas Hospital, Dapitan cor. Governor Forbes Sts, Sampaloc, Metro Manila, Philippines.	(N)	83/09/7 - Montreal (Canada) International League against Unfair Competition. Journées d'études. (A2197) Robert Collin, 2 rue Fabert. F-75007 Paris, France. T. 705 33 45.
83/01/22-26 Houston TX (USA) National Association of Home Builders. Convention. Ex Mr E Dan Dobson, Staff Vice President, 15th and M St. NW, Washington, DC 20005. USA.	(N)	83/09/- Vancouver (Canada) International Wine and Food Society. Congress. P: 500-. (B3815) Venue West. Conference Management Services, 1704-1200 Alberni Street. Vancouver BC V6E 1A6, Canada.
1983/02 FEBRUARY		1983/11 NOVEMBER
83/02/01-03 Houston TX (USA) International pipeline technology convention - Interpipe 83. Ex Ms Beverly Mendenhall, Convention Manager. 6006 Bellaire Blvd. Suite 101, Houston TX 77081. USA.	(N)	83/11/15-17 Houston TX (USA) Coal Technology 83 - The international coal utilization convention. Ex Mr David Johnson, Senior Vice President. Industrial Presentations, 6006 Bellaire Blvd. Suite 101, Houston TX 77081, USA. (N)
83/02/21-25 Manila (Philippines) International Association of Seed Crushers. 59. World congress. P: 1500-. C: 50-. (A 1343) Gov Herminigildo Zayco. Philippine Coconut Oil Producers Assoc, c/o Agcaoil and Associates, 18th flor. Citibank Center, Paseo de Roxas. Makati, Metro Manila. Philippines.		83/11/18-20 Manila (Philippines) International College of Cryo-Surgeons. Convention. P: 1000-. (-) Dr Samuel Tanchoco, Congress President. Int Society of Cryo-Surgery, 3rd fir, Legaspi Towers 300 Roxas Blvd cor Vito Cruz. Metro Manila. Philippines. (N)
1983/05 MAY		83/11/- Hong Kong (Hong Kong) World Alliance of Young Men's Christian Associations. Asia youth leaders'- conference. P: 70-. (A3453) Mr Léon L H Choi. General Secretary. The Council of YMCAs of Hong Kong. Chinese YMCA. 23 Waterloo Rd, Kowloon, Hong Kong.
83/05/02-05 Houston TX (USA) Offshore technology conference. Ex Mr Douglas Ducate, Convention Manager. 6200 North Central Expressway, Dallas TX 75206. USA.	(N)	83/11/- Hong Kong (Hong Kong) World Alliance of Young Men's Christian Associations. 11. Asia leaders'con- ference. (A3453) Mr Soo Min Lee. Area Executive Secretary. The Asia Area Committee of YMCAs, 23 Waterloo Road, 6/F, Kowloon. Hong Kong.
1983/07 JULY		1983 / MONTH NOT DETERMINED
83/07/11-16 Wien (Austria) World Psychiatric Association / Austrian Society of Neurology and psychiatry. 7. World congress of psychiatry. (A3577) Prof Peter Berner, Psychiatrische Universitätsklinik. Währinger Gürtel 74-76, A-1090 Wien, Austria. T. 4289 4469.		83/- Hong Kong (Hong Kong) International Council on Alcohol and Addictions. 2. Pan Pacific conference on drugs and alcoholism. (A1765) Mr K L Stumpt, O B E. J P. Chairman. Organizing Committee 2nd Pan-Pacific Conference on Drugs and Alcohol, Hong Kong Christian Service. 33 Granville Road. Kowloon, Hong Kong.
83/07/- Manila (Philippines) Asian water pollution research congress. P: 900- Dr E A R Quanto. Exec Editor, Asian Environment. PO Box 90, MMC, Makati, Metro Manila, Philippines.	(N)	83/- Hong Kong (Hong Kong) Council of the Professional Photographers of Europe. Congress. P: 300-. (A0456) Victor Coucke. Postbus 366, B-2000 Antwerpen 1. Belgium. T. 30 03 68.
1983/08 AUGUST		837/- Lyngby (Denmark) International Union of Pure and Applied Chemistry. Congress. (A2767) Dr M Williams, Bank Court Chambers. 2-3 Pound Way/Cowley Centre. Oxford OX4 3YF. UK. T. Oxford 770125 - 772834. C. IUPAC OXFORD.
83/08/08-16 London (UK) International Council of Museums. Triennial conference. London Convention Bureau. 26, Grosvenor Gardens, London SW1, UK.	(A1749)	837/- Manila (Philippines) 12. Pan Pacific congress of appraisers valuers and counselors Mr Ernesto Castaneda. President. Philippine Inst of Real Estate Appraisers. Km 304. Natividad Bldg, Escolta. Metro Manila. Philippines. (N)

837 - - Oslo (Norway)

European Union of Paper Board and Packaging Wholesalers. General Assembly
 Etiene Jonckheere, rue de l'Aurore 2, fife 25, B- 1050 Bruxelles, Belgium. T.
 647.12.98 - 647 24 47.

837-/- Rabat (Morocco)

Society of French-Speaking Neurosurgeons. Annual congress. Prof Claude Lapras, Hôpital neurologique, 53 Bd Pinal, F-69394 Lyon CEDEX 3, France.

837 - - (UK)

International Society of Soil Science. Commissions III and VI. Meeting on the interaction of roots and micro-organisms and the cycling of nitrogen. British Society of Soil Science. University of Nottingham, School of Agriculture. Sutton Bonington, Loughborough, Leics LE 12 5RD, UK.

World Movement of Mothers. Session d'études: Les 'modèles' du père et de la mère sont-ils interchangeables. / Manguex, 9 rue Chardin, F-75016 Paris, France. T. 288 52 84. Location of meeting not determined

1984**1984/01 JANUARY****84/01/01-05 Bombay (India)**

Global Futures Network Inc. 2, Global conference on the future Dr Eleonora Masini, Casella Postale 6203, Roma (Prati), Italy. T. 87 25 29. Tx FUBICDI 62298.

84/01/21-25 Houston TX (USA)

National Association of Home Builders. Convention. Ex Mr E Dan Dobson, Staff Vice President, 15th and M St. NW, Washington, DC 20005, USA.

1984/02 FEBRUARY**84/02/28-03/01 Houston TX (USA)**

Interpipe 84 - Twelfth international pipeline convention. Ex Ms Beverly Mendenhall, Convention Manager, 6006 Bellaire Blvd, Suite 101, Houston TX 77081, USA.

1984/03 MARCH**84/03/23-28 Houston TX (USA)**

Building Service Contractors Association International. Convention. Ms Carol Dean, General Manager, 301 Tower Suite 525, 301 Maple Ave, West Vienna VA 22180, USA.

84/037 - Melbourne (Australia)

3. International conférence on cancer nursing Royal Melbourne Hospital or Cancer Institute of Australia, or Peter MacCallum Clinic, Melbourne, Australia.

1984/04 APRIL**84/04/02-05 Adelaide (Australia)**

International Society for Aerosols in Medicine. Congress. P: 1000-. (B4551) c/o Dr A E Cale, PO Box 234, North Adelaide, 5006, Australia.

84/04/14-22 Adelaide (Australia)

Grand lodge of freemasons centenary. P: 1200- c/o Mr J M Ward, Grand Secretary, 254 North Terrace, Adelaide, 5000, Australia.

1984/06 JUNE**84/06/ - (2nd Qtr) Helsinki (Finland)**

International Federation of Societies for Histochemistry and Cytochemistry. 7. International congress. (-) International Federation of Societies for Histochemistry and Cytochemistry, Dr Kazuo Ogawa, Sec Gen, Dept of Anatomy, Kyoto University, Faculty of Medicine Kyoto 606, Japan.

1984/07 JULY**84/07/30-08/02 Montreal (Canada)**

International Association for Pattern Recognition. 7. International joint conference on pattern recognition. (B6418) Conferences and Special Events, McGill University, 772 Sherbrooke Street West, Montreal, Quebec, Canada H3A 1G1.

84/077 - Vancouver (Canada)

Medical Women's International Association. Congress. P: 2000-. (A2947) Venue West, Conference Management Services, 1704-1200 Alberni Street Vancouver B C V6E 1A6, Canada.

1984 / 08 AUGUST**84/08/22-29 - (Australia) (N)**

Australian Academy of Sciences. 5. International congress on mathematical education. P: 2000- Australian Academy of Sciences, PO Box 783, Canberra City, A.C.T. 2601 Australia.

1984 / 09 SEPTEMBER**84/09/10-14 Manila (Philippines)**

International Confederation of Midwives. Annual convention P: 2000-

Ms Juana Reyes, Member, Board of Midwifery, Professional Regulation Commission, PRO Bldg, P Paredes St, Sampaloc, Metro Manila, Philippines

84/09/18-21 Hamburg (Germany FR)

World Small Animal Veterinary Association. 9. World congress. P: 800- Ex

W B Singleton, Pont Street 14, London SW1, UK.

84/09/ - Vancouver (Canada)

International Association for Bridge and Structural Engineering. Congress P: 2000-. (A1177) Venue West, Conference Management Services, 1704-1200 Alberni Street Vancouver B C V6E 1A6, Canada.

1984/ 10 OCTOBER**84/10/07-12 Kyoto (Japan)**

International Society of Internal Medicine. 17. International congress. P: 1500-. C: 60-. (A2551) The Japanese Society of Internal Medicine, Daiichi Hongo Bldg, 3-24-31 Hongo, Bunkyo-ku, Tokyo 113, Japan.

